

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

LE CONGRÈS DE MILAN

Esquisse d'un bilan de la C.I.S.L.

par G. Walusinski

DERRIÈRE LE RIDEAU DE FER

Lettre d'un secrétaire syndical allemand en zone russe

par Walter

Lendemain d'élections

LA CLASSE CONTRE LES COHUES

par R. Hagnauer

Non, M. Bradley,

l'Espagne n'est point un actif militaire

par R. Louzon

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 280 fr.
Un an 500 fr.

EXTERIEUR

Six mois 375 fr.
Un an 625 fr.

Le numéro : 50 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux :
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 52 - Juillet-Août 1951

Le congrès de Milan : Esquisse d'un bilan de la C.I.S.L.
Derrière le rideau de fer : Lettre d'un secrétaire syndical allemand en zone russe
Agitation en Espagne
La lutte des dockers de Nouvelle-Zélande pour la liberté syndicale
Lendemain d'élections : La classe contre les cohues

G. WALUSINSKI

WALTER
F.

Gib SMITH

R. HAGNAUER

Parmi nos lettres

Nouvelles d'Argentine.

Notes d'économie et de politique

Non, M. Bradley, l'Espagne n'est point un actif militaire. — Après la perte de l'Extrême - Orient, celle du Proche-Orient ? — Amuser le tapis

R. LOUZON

La renaissance du syndicalisme

La C.G.T. au palais des mirages

HELLEMMES

Petites notes

Le « clou » du congrès de la C.G.T. — L'Internationale du baisemain. — Pour le dossier de Clauzet, l'instituteur stalinien. — Les révélations d'Olga. — Déjà en juin 1948. — La gauche de la C.F.T.C. — Une grande différence. — Gribouille. — Deux cent mille nouveaux permanents.

Livres et revues

Upton Sinclair : O. Sheperd, speak !
Daniel Guérin : Où va le peuple américain ?

A. ROSMER

A. R.
P. MONATTE
J. MAITRON

Lettre à Daniel Guérin
Notes de lecture
Pierre Waline : Les syndicats aux Etats-Unis

G. W.

G. Dejoint : La politique économique du Directoire

L. LERAY

J. Malara et Lucienne Rey : Les syndicats polonais sous la botte

P. M.

Roger Boutefeu : Veille de fête
B. Cacerès : La rencontre des hommes

M. G.
M. GOURDON

A. Mennan Tebelen : Carnet d'un diplomate

J. GUEGUEN

Faits et documents

Entre nous

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1951 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes

pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Le Congrès de Milan

ESQUISSE D'UN BILAN DE LA C. I. S. L.

« Deux tâches sérieuses se posent devant vous. Une tâche dure, celle du rude devoir, et une tâche sacrée, celle de l'enthousiasme et de l'espérance. »

Karl LIEBKNECHT.

(Lettre à la Conférence de Zimmerwald)

Paroles de 1915 pourquoi ne résonnez-vous plus aujourd'hui ? Une poignée d'hommes, un village suisse au nom inconnu ; et pour beaucoup d'hommes modestes et isolés, ce fut un regain de courage ou le réveil de la conscience. Aujourd'hui, des centaines de délégués, une grande ville, le congrès d'une organisation ; et c'est l'indifférence. Pourquoi ?

Cette esquisse entend moins répondre à cette question qu'apporter sa contribution aux discussions qui devraient y aboutir. Ne pouvant, faute d'espace, de temps et de moyens, faire œuvre d'historien et reprendre depuis leurs débuts les péripéties des relations syndicales internationales, nous nous limiterons à l'après-guerre. Les allusions que nous devons faire au passé plus ancien feront donc regretter que n'existe pas encore cette histoire des Internationales à laquelle il serait souvent utile de se référer (1).

1945, victoire... de la confusion

Au moment où les « Grands » se réunissent à Yalta et « s'accordent » sur les buts de guerre, une *Conférence Ouvrière Mondiale* se tient à Londres du 6 au 17 février. Ce sont les syndicats anglais qui l'ont, depuis longtemps, préparée. Mais c'est Hillmann du C.I.O. qui y joue un rôle important du côté anglo-saxon, pendant que la C.G.T. française reconstituée s'y fait entendre principalement par la voix de Frachon. Les « syndicats » soviétiques peuvent s'y montrer discrets ; pas besoin de crier sur les toits que l'on est de *vrais* syndicats, d'autres se chargent de le faire croire.

Si la délégation de la C.G.T. française est apparemment panachée — Buisson, Gazier, Bothereau, Forgues, Capocci, Hénaff, Croizat, y figurent — Saillant et Frachon donnent le ton. Celui qui s'ap-

(1) Bibliographie très sommaire :

Sur la position de la C.G.T. dans l'Internationale avant 1914, voir le premier chapitre de « L'Histoire du Mouvement Ouvrier pendant la guerre », de Rosmer.

Une étude générale « L'Internationalisme et la classe ouvrière », par Lewis L. Lorwin, traduite de l'américain, est une bonne source de renseignements jusqu'à l'époque de sa publication (aux environs de 1930).

Le petit livre de G. Lefranc : « Le syndicalisme dans le monde », donne des renseignements succincts jusqu'à l'après-guerre.

Toutes les histoires du mouvement ouvrier font, au moins brièvement, l'histoire des Internationales avant 1940.

plique à l'esprit de guerre ou comme on dit alors de libération. La guerre n'est pas finie : il s'agit « de mobiliser toutes les forces ouvrières dans le soutien des armées des nations alliées démocratiques » (2). Frachon enterre la F.S.I. que Schevenels avait eu le tort de défendre, l'excusant de n'avoir pu empêcher la guerre là où les gouvernements avaient échoué ; sans rire et sans faire rire, Frachon déclare : « Le rôle d'une organisation ouvrière n'est pas de se trainer à la remorque des gouvernements qui mènent une politique de catastrophe, comme ce fut malheureusement le cas au moment de Munich, mais de mobiliser les masses laborieuses contre cette politique. »

Mieux encore, il ajoute : « Dans l'Internationale que nous devons créer, il est nécessaire d'assurer à tous les syndiqués le droit de s'exprimer, de faire des critiques, des suggestions, des propositions, de se prononcer sur telle ou telle décision. Il n'est pas d'autre moyen d'appliquer la démocratie. »

« Notre camarade Citrine, l'autre jour, formulait quelques craintes quant au poids des syndicats soviétiques dans les débats et décisions internationaux. Pour nous, ces craintes ne sont pas du tout justifiées. D'abord parce que nous savons quel usage ont fait nos camarades de l'U.R.S.S. de leur puissance et nous leur sommes tous reconnaissants de cet usage. »

Les Américains de l'A.F.L. étaient-ils mieux renseignés que Hillmann, du C.I.O., sur la puissance des « syndicats » de l'U.R.S.S. et sur l'usage qu'ils en font ? Ils ne participèrent pas à la conférence et à l'euphorie du congrès de Paris (septembre 45) qui aboutit à la constitution de la Fédération Syndicale Mondiale.

Citrine la préside (puis Deakin en 47). Mais Saillant en est et en restera le secrétaire général docile aux ordres du Kominform. La F.S.M. approuvera les accords de Yalta ; on verra bien, en 46, à son congrès, la C.G.T. se réclamer de Yalta, de San Francisco et de Potsdam. C'est la confusion totale. Contentons-nous d'en relever deux aspects essentiels :

1° En acceptant de cohabiter dans une même organisation internationale avec des organismes d'un Etat totalitaire, on a compromis toute chance d'action claire dans le sens de l'émancipation ouvrière. Sans doute une internationale est nécessairement faite d'hommes dont les conceptions du syndicalisme, de l'émancipation ouvrière et en fin de compte de la liberté sont diverses. Mais avec les organismes soviétiques il ne s'agit pas de nuance. Il y a contradiction. La liberté du travailleur russe, au sens stalinien du mot, c'est ce que tous les autres peuples appellent l'esclavage.

2° En approuvant, les yeux fermés, les décisions des « Grands » dans leurs diverses réunions historiques on s'est rendu complice de ces arrangements

(2) Discours de Saillant dans la brochure éditée par la C.G.T. : « La Conférence ouvrière mondiale de Londres ». Les citations de Frachon sont tirées de la même brochure.

baptisés accords où la liberté des peuples n'avait aucune part et où le seul droit exercé était celui des vainqueurs. L'organisation internationale ouvrière se solidarise avec ceux-ci, alors que son rôle était de défendre les droits de ceux qui sont vaincus dans toutes les guerres.

Dans un cas comme dans l'autre la F.S.M. naissait avec les germes de sa future scission : sa dépendance des politiques des grands Etats, le fait que l'Etat stalinien y jouait un rôle primordial ne faisant qu'aggraver le mal. Difficultés intérieures et extérieures aboutiront en janvier 49 à la scission, après deux ans de gestation.

Principale difficulté intérieure : les relations avec les Secrétariats Professionnels Internationaux. Le problème n'est pas nouveau ; avant la guerre la F.S.I. et le mouvement ouvrier international ont plus ou moins clairement posé le problème. Peu l'ont résolu. Si pour Fimmen, la prééminence des S.P.I. était une caution d'internationalisme et d'efficacité, la majorité des responsables des centrales nationales n'entendait pas se dessaisir du premier rôle. Certains rêvaient déjà aussi d'une structure où centrales nationales et S.P.I. s'équilibreraient comme unions et fédérations se sont équilibrées dans la vieille C.G.T. d'avant 14. En 1946, il faut compter avec le « centralisme démocratique ». La direction de la F.S.M. adopte (Prague, 13 juin 47 ; Paris, 24 novembre 47) un règlement des Départements Professionnels Internationaux (D.P.I.) qui devraient, selon ses vœux, prendre la suite des S.P.I. Il suffirait que ceux-ci abandonnent leur autonomie financière et consentent à subordonner toute leur activité au contrôle du secrétariat de la F.S.M.

Les S.P.I. se concertent (Paris, septembre 48), forment un comité de coordination (mars 49, Bour-nemouth) et rompent toute relation avec la F.S.M. (la décision date de septembre 48, à Paris) (3).

La principale difficulté extérieure aboutira à la scission : le plan Marshall. Aux U.S.A. les présidents de l'A.F.L. et du C.I.O. ont été appelés au comité de surveillance de l'E.C.A., l'administration du plan. Le C.I.O. et les syndicats anglais groupent les centrales syndicales favorables au plan. A Rome, en avril 48, la F.S.M. s'en tient à un compromis : que chaque organisation nationale détermine son action. C'est une hypocrisie qui ne fait illusion à personne : le Kominform a pris position (4).

On se rappelle que la rupture officielle survient en 1949, les Anglais, les Américains du C.I.O. et les Hollandais n'ayant pas obtenu la suspension d'activité de la F.S.M. qu'ils réclamaient. Ils se retirent de la F.S.M. Tout le travail est à faire : réussira-t-on, cette expérience malencontreuse achevée, à construire une internationale syndicale ?

Des consultations préliminaires à la constitution de la C.I.S.L.

Le climat de confusion générale de 1945 a fait place à l'atmosphère de méfiance ou de peur que le stalinisme a su créer et s'évertuera à entretenir, en prétendant, comme il se doit, que les autres en sont responsables. Quoi qu'il en soit, l'expérience

(3) Seule exception, la Fédération Internationale des Syndicats de l'Enseignement, en voie de constitution, maintint sa demande à la F.S.M. d'être reconnue D.P.I. de l'Enseignement. Elle l'est devenue en ne groupant plus que des organisations de stricte obédience.

(4) Rappelons que c'est à cette période que le Congrès constitutif de la C.G.T.-F.O. demandait, selon le vœu de son futur président, son affiliation à la F.S.M.

de la F.S.M. est trop cuisante pour les militants anglais ou les Américains du C.I.O. pour que leurs démarches n'en deviennent pas très prudentes. De l'avis général, au début de 1949, la reconstitution d'une internationale sera très difficile. On s'attend à de nombreuses difficultés pour mettre d'accord ces mouvements syndicalistes si divers qui avaient consenti avec entrain, en 1945, à l'abandon partiel de leur indépendance.

Pourtant, jamais les raisons d'être d'une internationale syndicale n'ont été aussi évidentes. L'échec de la F.S.M. accuse cette évidence : on sait, pour l'avoir vécu, ce qu'il ne faut pas faire. Ce qu'il faut faire est aussi clair.

La « mondialité » des problèmes économiques et sociaux est devenue si perceptible que tous les journalistes emploient le mot mondial plusieurs fois par colonne. La survivance et le renforcement des tendances nationalistes n'en sont pas moins forts ; les heurts des intérêts nationalistes nécessairement contradictoires sont tellement violents que c'est par eux sans doute que la conscience du « monde » apparaît si répandue.

La disparition de toute organisation internationale ouvrière, animée d'un esprit véritablement internationaliste, n'en est que plus frappante. Il n'y a même plus d'Internationale Socialiste encore que celle-ci, entre les deux guerres, n'ait pu se rétablir du coup que 1914 lui porta. Autrement dit, une place est à prendre (5).

La nature même du mouvement syndical exige ces relations ; le besoin d'informations se fait sentir ; la solidarité cherche à s'exprimer ; la nécessité de la défense des conditions de vie des travailleurs les moins défavorisés comporte l'aide aux travailleurs qui le sont plus. Les Etats nationaux eux-mêmes ne peuvent plus vivre sans des relations régulières dont ils ne parviennent d'ailleurs pas à comprendre qu'elles vont à l'encontre de leur égoïsme : de là ces organismes majestueux S.D.N. et O.N.U. dans les mécanismes desquels un homme non initié a bien des excuses de se perdre. Le danger stalinien, enfin, pose un devoir de solidarité internationale double : que les peuples qui ne sont pas sous sa férule s'entraident pour s'en garantir, qu'ils recherchent les moyens d'aider les victimes à s'en sauver. Chacune de ces considérations pose des problèmes urgents d'organisation.

Aussi bien les premières inquiétudes sur les lenteurs de la reconstruction font-elles place à plus d'optimisme : les syndicats anglais (T.U.C.), après consultations de certains centres nationaux et encouragement des deux grandes centrales américaines, organisent la *conférence préparatoire de Genève* (25 et 26 juin 49). Carey, pour le C.I.O., précise sa position d'hostilité au « communisme », mais déclare que la lutte doit être menée contre la réaction « où qu'elle soit ». Meany pour l'A.F.L. ajoute que l'Internationale doit être indépendante de toute politique des grandes puissances, que l'autonomie des S.P.I. doit être respectée, que l'organisation doit être universelle, donc chercher à organiser les travailleurs d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Afrique. Le représentant de la Fédération autonome des mineurs des Etats-Unis (que préside John Lewis) demande une organisation souple permettant à tous ceux qui approuvent les buts de l'Internationale de s'y grouper, quelles que soient les complications et les anomalies de l'organisation syndicale dans certains pays. Nous signalons ces interventions, non dans le désir de faire spécialement valoir les interventions américaines mais

(5) Nous ne voulons pas ignorer que l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) continue d'exister et que des militants réellement internationalistes s'y rencontrent. Mais son action reste extérieure au sujet de cette étude.

parce qu'elles marquent certains aspects que la future C.I.S.L. cherchera à respecter.

Deakin pour les T.U.C., au nom de leur expérience, revendique l'organisation de la conférence constitutive. Chacun convient facilement que c'est une tâche dont ils se tirent bien. Enfin Oldenbroek parlant au nom des S.P.I. (il est, à ce moment-là, secrétaire de l'Internationale des Transports) fait une intervention vigoureuse : « ...Je pense que les Secrétariats professionnels doivent, comme jusqu'à présent, être formés par des organisations volontaires qui ont décidé d'en faire partie. Je crois qu'il ne faut rien leur imposer... Si vous voulez avoir une internationale à bon marché, il vaudrait mieux décider de n'en pas avoir du tout... Je suis de l'avis qu'il y a trois importants domaines dans lesquels la nouvelle internationale doit avoir une organisation exemplaire. Elle doit avoir un excellent service de publications. Elle doit avoir un excellent service de recherches et elle devra être active dans le domaine de l'éducation » (6). Vigueur et sens pratique ; certains voient dans le secrétaire de l'I.T.F. le secrétaire général rêvé pour la future internationale.

Le 28 novembre 1949 s'ouvre à Londres le congrès constitutif de la C.I.S.L. On a souvenir du compte rendu que Lapeyre en fit ici (R.P. décembre 49). Les idées générales de la Conférence de Genève s'y retrouvent. Est-ce méfiance des syndicats américains vis-à-vis des T.U.C. ? Londres n'est pas choisi comme siège ; la Belgique a la présidence (Pinet) et le siège (Bruxelles). Oldenbroek est secrétaire général, deux représentants des S.P.I. figurant au sous-comité exécutif qui assiste le bureau.

Forces et organisation de la C.I.S.L.

Si le problème des relations de l'Internationale avec les S.P.I. n'est pas complètement réglé, c'est qu'il ne peut l'être de façon générale ; les aspects sont divers selon les industries et selon les effectifs des secrétariats. Par contre, toutes les conditions d'une coopération fructueuse semblent réunies. Cela reste vrai aujourd'hui. Une autre question se pose donc : comment se fait-il que les effets de cette coopération ne se fassent pas mieux sentir ?

Mais avant de juger les résultats il faut considérer la situation au départ. La bonne entente avec les S.P.I. est une chose ; l'indépendance vis-à-vis des gouvernements en est une autre qui touche de près à celle de la prééminence ou de la non-prééminence de groupes de pays dans l'Internationale. Le poids des organisations anglaises et américaines n'est pas contestable. Il n'y a, il ne peut y avoir pourtant rien de comparable avec ce que représentaient les « syndicats » russes dans la F.S.M. Aussi difficilement définissable que soit la démocratie syndicale, Anglais et Américains se plient à ses règles. Surtout, — et la C.I.S.L. innove sur ce point — plusieurs organisations d'un même pays peuvent y être affiliées. Certains ont dit qu'il n'y avait là qu'une nécessité due au fait américain. Quoi qu'il en soit, si le C.I.O. et l'A.F.L. apparaissent le plus souvent d'accord il y a dans l'esprit de ces deux centrales des nuances assez fortes pour que le « bloc américain » ne se présente pas sous un aspect trop uniforme. Cela sera plus visible encore à Milan si, comme on le dit, Lewis y représente en personne sa fédération des mineurs.

Une précaution supplémentaire était prise pour éviter la suprématie mondiale du groupe le plus fort : l'organisation régionale. Les bureaux de la C.I.S.L. installés à Bruxelles, les services plus ou

moins organisés — plus laborieusement, plus lentement qu'il ne l'aurait fallu — les efforts d'organisation semblent avoir surtout porté vers la mise en place des organisations régionales et sur l'enquête relative aux pays peu développés.

Certaines de ces démarches ont été trop discrètes pour que nous puissions en connaître toute la signification. C'est l'un des points sur lesquels l'information publique fut le plus insuffisante. A dessein sans doute ; mais voilà une belle erreur. Là où on ne dit rien, on brode, on invente des romans et finalement des situations déjà passablement embrouillées ne font que se compliquer. Pour quoi, par exemple, la conférence de Mexico a-t-elle eu toutes les apparences d'un échec ? Evidemment un secrétariat américain a été fondé, son siège choisi à La Havane et son secrétaire désigné : Francisco Aguirre (Cuba). Mais aucune organisation mexicaine ne participe à l'activité de ce secrétariat ; ni la confédération régionale ouvrière du Mexique (C.R.O.M.) qui n'était pas invitée à la conférence et n'a pu y participer non plus que ses amis de la C.G.T. péroniste d'Argentine, ni même la Confédération des Travailleurs du Mexique (C.T.M.), affiliée à la C.I.S.L. et qui présida la conférence avant de la quitter, faute d'avoir obtenu pour le secrétariat régional plus d'autonomie vis-à-vis de l'exécutif de la C.I.S.L. La C.T.M. posera-t-elle à Milan ce problème de l'autonomie des secrétariats régionaux ? La question étant délicate, il semble qu'on ait jusqu'ici préféré n'en pas parler : la politique de l'autruche. Est-ce la bonne méthode ?

La constitution du secrétariat régional européen ne semble pas avoir présenté les mêmes difficultés. L'expérience acquise à Mexico permettait-elle d'esquiver les difficultés ? La nomination de Schenvels a été « recommandée » par la conférence au sous-comité exécutif de la C.I.S.L. ; celui-ci a confirmé. Mais hors d'une enquête sur la situation autrichienne, le secrétariat européen ne semble avoir d'autre ambition que d'assurer la « représentation » des syndicats dans les organismes du plan Schuman et du plan Marshall, sans oublier les relations avec le B.I.T. C'est sur le plan européen que les relations avec les syndicats chrétiens doivent être réglées (7) ; on se contente, pour l'instant, de coopérer dans les organismes consultatifs des plans Schuman et Marshall. S'il est un domaine où la jeune C.I.S.L. semble suivre le fâcheux exemple de la somnolente F.S.I. c'est bien celui du secrétariat européen. N'est-ce qu'une apparence ? Espérons-le. Le B.I.T. existe déjà, inutile de le doubler. Mais on souhaiterait un souci d'action vraiment syndicale que rien ne permet pour l'instant de soupçonner. Au fond tout le monde ignore que le secrétariat européen existe.

Alors que le travail ne lui manque pas. Ne parle-t-on pas assez de l'Europe ? Les expériences politiques ou « fédéralistes » n'ont-elles pas été assez bruyantes, ni assez décevantes ? Pourquoi le secrétariat européen ne chercherait-il pas à donner une signification et un contenu social au fédéralisme européen ?

Et puis les syndicats du continent connaissent souvent des difficultés du fait de l'action stabilisée. L'Europe est amputée d'une partie d'elle-même par l'occupation russe. Des peuples entiers n'y attendent plus leur libération que de la guerre. Ne peut-on essayer d'une autre méthode ? Sans doute le problème de la solidarité avec les peuples asservis d'Europe orientale n'est pas qu'euro-péen ; mais il est européen.

Enfin la situation des travailleurs allemands dans un pays ruiné, occupé, divisé après des années

(6) Extrait de la brochure, compte rendu de la conférence de Genève, éditée par le T.U.C.

(7) Nous discutons plus loin l'attitude des organisations chrétiennes à propos de celle de la C.F.T.C.

de tyrannie totalitaire mérite, comme le reste, autre chose qu'une action bureaucratique : dur devoir des tâches urgentes ; enthousiasme des idées neuves et généreuses. C'est bien le cas ici d'écouter l'appel de Liebknecht.

La dernière en date des réunions régionales vient de se tenir à Karachi (28-31 mai). La discussion semble y avoir été fructueuse, en particulier sur les conditions de travail dans les plantations. Les organisations syndicales asiatiques manqueraient-elles aux politesses mondaines ? Elles ont affirmé l'échec de l'Organisation Internationale du Travail à l'égard de l'exploitation esclavagiste des planteurs. Les « restrictions » au droit syndical édictées par le gouvernement Bao Daï ont été condamnées. Par contre, nous ne savons rien d'une résolution sur la Chine renvoyée au Congrès de Milan. Ce bref aperçu laisse soupçonner l'étendue de la tâche à accomplir si l'on veut faire valablement échec à la propagande stalinienne dans les pays de l'Est asiatique ; encore faut-il avoir le souci d'agir pour aider et non pour conduire.

Avant de quitter l'Asie, signalons la position toujours « indécise » des syndicats israéliens, l'Histadrout. Ils ont quitté la F.S.M. et assurent qu'ils ne peuvent aller nulle part tant qu'il y aura plusieurs organisations concurrentes, c'est-à-dire, selon eux, pas d'Internationale du tout. Quoi qu'ils en disent il y a là une attitude de repliement sur soi et le refus d'examiner le problème à fond. Ne peut-on y voir l'un des risques que court tout mouvement nationaliste et qui finit par n'être plus que nationaliste ? Nous retrouverons la question à propos de tous les mouvements d'indépendance d'Asie ou d'Afrique : raison de plus pour les aider à ne pas se scléroser dans l'isolement.

Nous terminons cette revue des diverses régions par l'Afrique. Plus encore que l'Est asiatique où la C.I.S.L. groupe déjà plus de 8 millions de travailleurs (chiffre faible, évidemment, au regard des populations totales), l'Afrique offre l'occasion d'un travail considérable et neuf. La C.I.S.L. y a envoyé deux missions. L'une en Afrique du Nord ; nous aurons l'occasion d'en reparler à propos de la C.G.T.-F.O. L'autre en Afrique centrale et occidentale aboutit à la conférence de Douala. Les rapports de ces deux missions auraient mérité une large diffusion. On y aboutit, en particulier, à ces deux conclusions : que les mouvements syndicaux doivent être développés dans ces régions de façon aussi indépendante que possible des centrales des pays « colonisateurs », que l'effort doit porter sans retard et simultanément sur l'information (au Nigéria, des organisations se sont affiliées à la F.S.M. croyant que c'était la seule internationale) et sur l'éducation syndicale (l'idée d'une cotisation régulière n'est pas généralement admise ; par contre le cas d'une réunion syndicale payante est signalé). Les colonies britanniques offrent le moins de prise à la propagande de la F.S.M. et c'est justement chez elles que le self-government est le plus délibérément recherché à la fois sur le plan de l'administration générale et sur celui des syndicats. Exemple typique : l'un des plus forts syndicats du « Sierra Leone Council of Labour » a fréquenté Ruskin College. Il n'en est pas moins indépendant des T.U.C. Et l'influence stalinienne est nulle en Sierra Leone.

Sans doute, l'Internationale a, dans l'aide aux pays peu développés, une belle occasion d'agir et de se renforcer. Sans vaine considération pour les intérêts des Etats colonisateurs, sans se laisser arrêter par des amours-propres nationaux, elle a une œuvre directe d'éducation à mener à bien. C'est à elle de l'accomplir et à elle seule d'en trouver les moyens, sans rechercher de compro-

mettants appuis gouvernementaux. Ces rapports sont récents et nous ne savons encore rien de l'action décidée ; mais il est certain que chez les travailleurs africains conscients les premiers contacts auront fait naître des espoirs qu'il serait coupable de décevoir. C'est un résultat à l'actif de la C.I.S.L. d'avoir su les faire naître.

Y a-t-il eu une action de la C.I.S.L. ?

On s'étonnera peut-être d'une telle question après ce rapide résumé des laborieuses tâches d'organisation dans lesquelles il fallait bien que le secrétariat et l'exécutif de la C.I.S.L. dépensassent la plus grande partie de leur énergie. Mais ces enquêtes, ces conférences d'organisation sont du travail administratif ; elles construisent un cadre pour l'activité qui, simultanément, doit se développer. Comment le cadre est-il rempli ?

Reprenons d'abord les nettes déclarations d'Oldenbroek à la Conférence de Genève que nous citions plus haut. *Service des publications* d'abord. Le résultat n'est pas brillant. Le *Bulletin d'Informations* bimensuel, ronéotypé, est peu utilisable ; irrégulier, il donne des informations avec beaucoup de retard ; il s'attache plus à collationner les décisions officielles prises par les gouvernements ou les organisations qu'à fournir l'information rapide et vivante du fait social. On est malheureusement persuadé que dans les bureaux des unions et des fédérations qui le reçoivent (on aimerait avoir là-dessus des statistiques), le *Bulletin* est classé et dort dans les tiroirs. Son édition représente un travail coûteux et difficile, mais qui mérite qu'on se donne la peine de le faire puisque rien ou presque rien n'existe, puisque seule une organisation internationale peut avoir les moyens d'information appropriés.

La revue mensuelle, *Monde du Travail Libre*, a un autre objet. Plus largement diffusée (tout au moins elle devrait l'être, mais là encore nous manquons totalement d'informations chiffrées), conçue comme un organe de propagande et d'éducation, elle devrait servir de tribune de confrontation pour les idées et les tendances du mouvement ouvrier ; en même temps elle devrait prouver par lui-même les éléments valables de son information et de l'élaboration de sa politique. Les débuts de la revue ont été le contraire de tout cela : beaucoup trop de place à de très officiels laïus de « grands » dirigeants. Des efforts sont visiblement faits pour que le contenu de la revue puisse intéresser les lecteurs. On reste loin — le but ne peut immédiatement être atteint — de l'organe *indispensable* aux militants ayant la conscience de leurs responsabilités internationales et nécessaire aux militants n'ayant pas encore cette conscience pour l'acquérir.

Limitons-nous à deux exemples. Le plan Schuman n'y a été étudié que fort succinctement par des articles de De Muynck (Belgique) et de Lincoln Evans (Grande-Bretagne) : bien timide essai de débat, sans un éventail suffisant d'interlocuteurs. Nous signalions plus haut — et nous y reviendrons encore — un intéressant rapport sur l'Afrique du Nord ; le condensé à l'eau de rose donné dans la revue est digne du pire « digest ». Manque-t-on de confiance à ce point les uns dans les autres que l'énoncé de la vérité brutale soit impossible ? Le mensonge poli par omission comporte bien d'autres dangers. Et puis si le mouvement ouvrier international doit avoir son « langage diplomatique », il finira par être réduit à une diplomatie comme les autres. A quoi bon ?

Face à la publication de la F.S.M. volumineuse, bimensuelle, et gonflée de slogans kominformistes.

l'action informative et éducative d'une véritable revue sociale peut être efficace.

D'autre part, depuis janvier, l'essai d'une publication, *Lumière*, réservée à des informations sur les pays de dictature où le mouvement syndical n'est pas libre, ne constitue pas une réussite. Loin de là. La presse bourgeoise fait mieux. Informations fragmentaires où l'on puisera peut-être des arguments pour la petite polémique. On aura du mal à y trouver la clé des problèmes posés par les régimes totalitaires ou plus simplement la situation réelle de la vie des travailleurs qui les supportent.

Quelles causes communes y a-t-il à l'origine de cet insuccès ? Sans doute les difficultés matérielles ; il faut une période d'apprentissage ; pas de chance que des gens expérimentés n'aient pas dès le début conseillé, orienté le travail dans une meilleure voie ! N'est-ce pas aussi insuffisance parallèle du *service de recherches* que préconisait pourtant Oldenbroek ? Ce service existe. Serait-il trop préoccupé de formuler des rapports impeccables sur les grands problèmes économiques — alors que la C.I.S.L. elle-même a si peu à dire sur leurs solutions — si préoccupé de ces constructions intellectuelles que l'on passe à côté des plus humbles mais plus tangibles réalités sociales ?

La même interrogation se posera à propos de l'éducation. La première semaine d'études organisée par la C.I.S.L. (Paris, 23-28 avril) avait pour but l'étude du plan Schuman. N'ayant pu en suivre les séances, il nous serait imprudent de les juger. Mais la personnalité des conférenciers, Monnet, Marjolin, ne nous engageait guère à les suivre. L'éducation des militants doit-elle commencer par l'étude des doctrines officielles ?

En tous ces domaines, information et propagande, recherches et éducation, nous n'avons eu que « l'Internationale bon marché » que le secrétaire général avait bien raison de ne pas vouloir du temps où il ne l'était pas. Nous regretterions moins ces faiblesses, ou plutôt nous en prendrions mieux notre parti si nous sentions le ferme désir d'améliorer ces trop timides essais. Nous souhaitons nous tromper : nous voyons plat travail de fonctionnaires là où il faudrait l'enthousiasme qui fait grandir les jeunes entreprises.

* *

Mais ce qui est plus grave c'est la généralisation de cet esprit bureaucratique dans l'action générale que la C.I.S.L. devait mener tout en s'organisant, tout en s'animant. On a vite recherché l'activité dans le cadre de l'Organisation Internationale du Travail ou du Conseil Economique et Social de l'O.N.U. Il fallait bien y être, évidemment, mais ne pas y satisfaire trop facilement sa conscience. Considérez les résultats de ces machines ! Mesurez quel intérêt y portent les travailleurs de ce pays et d'autres continents ! Les travailleurs des plantations de l'Est asiatique, au moins, ont répondu comme il fallait.

La question du travail forcé a bien été posée par la C.I.S.L. Mais croit-on que le problème puisse être résolu par une décision du Conseil Economique et Social de l'O.N.U. ? A propos du travail à entreprendre par le secrétariat européen, nous signalions la difficulté mais aussi l'urgence d'une manifestation concrète et continue de solidarité à l'égard des travailleurs asservis. Dénoncer les exploiters totalitaires est nécessaire mais relativement facile. Faire prendre conscience aux travailleurs organisés dans les syndicats libres que ce problème du travail forcé est aussi leur problème, c'est déjà plus difficile, mais participe à ce travail d'éducation qu'un organe comme *Lumière* devrait entreprendre. Puis il

faut essayer d'atteindre les camps eux-mêmes ; les agents de la F.S.M. n'attendent pas qu'on y parvienne pour accuser les syndicats libres d'espionnage. Il y a de grandes difficultés ; peut-être paraissent-elles insurmontables ; elles le paraîtront longtemps si on les mesure de la terrasse de l'O.N.U. (8).

Sur les plus grands sujets de la politique internationale, on peut craindre que la politique de la C.I.S.L. ne soit que l'édition édulcorée des politiques gouvernementales. Les publications de la C.I.S.L. ont tenté d'atténuer la formule employée par Oldenbroek lors de sa visite à Truman : la C.I.S.L. et le président des U.S.A. « désirent la même chose : la liberté dans le monde ». Formule pour le moins malheureuse ; l'incompatibilité essentielle entre la conception que le mouvement ouvrier peut se faire de la liberté et la conception juridique qu'est bien forcé d'en avoir le président d'un grand Etat, même démocratique, n'a pas été perçue par les grands responsables de la C.I.S.L.

Deux dangers sont à éviter que l'exécutif de la C.I.S.L. ne paraît pas toujours apprécier. Refaire aujourd'hui la vieille internationale d'Amsterdam avec ses routines bureaucratiques et ses satisfactions faciles du bord du lac de Genève serait commettre pire faute que la première fois ; ce barrage immobile n'a pas tenu sous les coups des régimes totalitaires et les parades des démocraties. Combien serait-il plus impuissant aujourd'hui !

Suivre et tout simplement approuver la politique que les démocraties jugent bon d'adapter pour leur défense, c'est l'autre danger. A quoi bon revendiquer une part de responsabilité dans une politique qui ne peut pas être celle de la classe ouvrière et pour le seul profit, justement, d'en partager les pénibles responsabilités ? Est-ce pour compromettre à jamais les chances que ne reparte un jour, authentique et puissant, le mouvement ouvrier international qui, lui, se ferait suivre ? Si nous n'en sommes malheureusement pas là, encore faut-il s'essayer, aussi difficile que ce puisse être, à entretenir les possibilités de cette renaissance. Faute d'enthousiasme, il faudrait que l'espérance continue. Les grands diplomates sceptiques ont la « carrière » officielle pour s'exercer. Des manières à ne pas imiter.

Parlons sans détour : la politique du pacte atlantique peut être jugée nécessaire par des gouvernements qui se croient chargés de la défense d'intérêts nationaux. Nous n'avons pas les moyens d'en discuter et aucun goût pour trancher dans le vif d'une question pour laquelle nous avouons une vaste incompétence. Sans trop de honte parce que nous nous sentons, sur ce point, en pleine égalité avec la majorité des travailleurs des divers pays, U.S.A. et U.R.S.S. compris. Nous avons tous mieux à faire qu'à donner notre avis qui n'a pas plus de prix pour les autres que pour nous. Que la politique du mouvement ouvrier soit d'abord quelque chose à faire et que le mouvement ouvrier seul puisse faire : la défense pied à pied de ses intérêts solidaires, sa propre éducation et la prise de conscience de son existence et de ses aspirations essentielles ! L'action de la C.I.S.L. est bien au-dessus de cet humble idéal ; trop au-dessus.

On ne semble avoir aucun goût pour les initiatives qui viendraient du mouvement ouvrier lui-même. Dans le précédent numéro de la R.P. notre camarade Faucier soulignait avec juste rai-

(8) Le privilège des grands, disait l'Ulysse de Giraudoux, est d'assister aux catastrophes d'une terrasse. Ulysse, lui, avait conscience qu'il ne pouvait pas grand-chose, de là, pour les empêcher.

son les faiblesses du plan de paix de Reuther ; mais ces faiblesses sont d'autant plus visibles, d'autant plus dangereuses que le plan n'a pas été et ne paraît pas devoir être examiné, discuté, amendé par les organisations syndicales internationales. Sur le plan de la propagande, la discussion d'un tel plan aurait été une réponse aux colombes de Stockholm et autres appels aux armes et au patriotisme. On n'a pas plus cherché à affronter directement le stalinisme sur ce plan de la démagogie pacifiste que sur celui du travail forcé. Il ne s'agissait pas d'opposer à sa démagogie une démagogie symétrique mais de rechercher une formule qui parlât autant que l'interdiction de l'arme atomique et qui eût l'avantage d'être idée et réalisation ouvrières : pour quoi pas l'idée que l'Internationale ouvrière était à faire ? Que tous les travailleurs avaient à y contribuer ? On aurait répondu à l'appel aux signatures par une invite en apparence moins alléchante mais qui aurait rempli d'ardeur ceux qui l'auraient comprise : « On embauche pour l'Internationale ! »

Y a-t-il eu une action de la C.I.S.L. ? demandions-nous. Les constatations précédentes paraîtront-elles excessivement et injustement critiques ? Que les soucis d'organisation aient prévalu sur la volonté d'action on le regrettera moins si les organismes mis en place prennent une autre manière d'agir que celle ébauchée jusqu'ici. Nous n'avons pas la naïveté de croire le mouvement ouvrier international si puissant que sa simple apparition suffise à la réalisation de ses buts. Mais, encore une fois, là où l'on espérait sentir une impulsion, là où l'on aurait préféré menus impairs d'une jeune fougue, on est bien obligé de déplorer ce que certains appellent excessive prudence et d'autres stérilité ou manque d'audace.

Les centrales nationales et la C.I.S.L.

Nous n'avons nullement l'intention, ces amères constatations faites, de rechercher les responsabilités et de distribuer les compliments et les blâmes. Il est d'ailleurs évident que les responsabilités sont multiples, que le secrétariat général d'une organisation de ce volume ne peut en avoir qu'une part et que les centrales nationales ont chacune la leur, ainsi que les secrétariats professionnels, dans la mesure où ils ont coopéré à l'œuvre d'ensemble.

A propos de la participation des centrales nationales nous faisons, plus loin, une place à part à celle que nous pouvons le mieux juger. Quant aux autres il faudrait le temps et la place de les étudier individuellement et de l'intérieur, du point de vue de ses militants. Limitons-nous à des remarques générales.

Le sentiment le plus répandu des centrales et de leurs militants responsables à l'égard de la C.I.S.L. paraît être le manque de confiance en elle. Ce n'est évidemment pas le moyen de la renforcer. Mais ce sentiment trouve de multiples façons de se manifester. Les organisations puissantes qui n'ont pas attendu la création de la C.I.S.L. pour agir, à leur façon, dans les affaires internationales continuent à préférer cette méthode qui leur paraît plus directe et plus efficace ; elles oublient alors que leur action est marquée du sceau de leur nationalité et n'a pas ce caractère spécifiquement international que la C.I.S.L. pourrait seule lui donner. Les organisations faibles, au contraire, semblent préférer l'aide directe d'organisations fraternelles (quitte à prendre très vite la mentalité de mendiants professionnels à qui la charité serait due sans compensation de leur part) ; l'aide de la C.I.S.L. aurait une tout autre

efficacité et comporterait l'avantage essentiel de renforcer la cohésion de l'Internationale.

Nous avons signalé aussi que le plan Reuther avait été présenté hors des activités de la C.I.S.L. qui n'en a pas officiellement parlé. L'enquête sur les camps de travail en U.R.S.S., si elle a été une initiative de Rousset, aurait pu être directement soutenue par la C.I.S.L. ; elle l'a été seulement par les syndicats américains.

Fait plus grave : à de rares exceptions près les organisations nationales n'ont pas cherché à orienter certains de leurs militants, ceux qu'elles jugeaient les plus qualifiés vers l'action dans la C.I.S.L. Même si nous voulons croire que le cas de la C.G.T.-F.O. est extrême, les dirigeants ne paraissent pas avoir le souci d'intéresser de larges masses de leurs militants à l'étude des problèmes internationaux. Il serait intéressant, à ce sujet, de savoir comment chaque délégation au prochain congrès de Milan aura été mandatée. Pourquoi ne pas publier une étude sincère de la question dans un prochain numéro de *Monde du Travail libre* ? C'est ainsi que la démocratie se démontre : elle se construit.

Enfin, mal plus profond, il n'est pas douteux que les délégations nationales conservent dans les assises et les organisations internationales un souci d'unité nationale. Il peut arriver que celui-ci soit justifié ; disons plutôt qu'il y a toujours des arguments pour justifier les particularismes et les égoïsmes nationaux. Ce qui est inquiétant, c'est l'oubli dans lequel on tient le plus souvent les arguments contraires. Nous avons participé au congrès des « travailleurs à faux col » (travailleurs non manuels dans le langage officiel) et y avons observé le phénomène. Quand un compatriote fait une proposition, on la désapprouve peut-être, on la vote quand même. Surtout il y a ce sentiment que la délégation a un intérêt national à défendre ; c'est en fonction de celui-ci que l'on croit bon de raisonner, que l'on croit prudent d'agir. Les difficultés de langue n'arrangent rien. On ne peut nier l'effort à faire sur soi pour dépouiller l'homme nationaliste ; mais c'est une œuvre d'éducation à entreprendre ; rien ne vaudrait mieux que l'exemple. Qui le donnera ?

Certains camarades ont souvent exprimé leur espoir dans les secrétariats professionnels ; ils pensaient que leur constitution elle-même leur donnerait plus aisément ce sens international que les militants des centrales paraissent avoir tant de mal à acquérir. Mais nous constatons, plus haut, que la coopération de la C.I.S.L. et des S.P.I. n'était pas illustrée par de nombreux et vastes résultats. N'est-ce pas parce que les tendances nationalistes trop vivaces des centrales font place dans les S.P.I. à un esprit corporatif souvent conservateur ? Et puis, exception faite des Transports, quels sont les secrétariats professionnels dont l'action soit entraînant ? Ils représentent souvent une lourde et coûteuse bureaucratie où les situations acquises de certains responsables en font toute autre chose que des militants. A eux s'applique particulièrement bien le mot de Sartre : « *Toi un pauvre ? Il y a longtemps que tu ne l'es plus, tu es un chef* ». (*Le diable et le bon dieu.*) Cela n'enlève pas tout mérite à l'action des S.P.I. ; on l'a bien vu avec la F.S.M. Mais leurs difficultés avec celle-ci participaient à la paralysie de l'action internationale ; l'absence de ces difficultés ne suffit pas à la stimuler.

Il faudrait enfin se demander si le développement d'une vie syndicale active dans les secrétariats régionaux (ce qui suppose qu'une certaine indépendance leur serait laissée) n'est pas l'une des façons de dépasser les égoïsmes nationaux, de combattre les préjugés nationalistes, et de promouvoir, à une échelle plus facilement, plus immédiatement

accessible, cette conscience internationale, objectif essentiel du mouvement ouvrier.

La C.G.T.-F.O. est-elle affiliée à la C.I.S.L.?

Si nous ne pouvons pas justement ou complètement apprécier la façon dont chaque organisation affiliée participe à la vie de la C.I.S.L. on comprendra que, pour la C.G.T.-F.O. nous puissions mieux connaître les éléments de cette appréciation. Nous savons donc très bien que, selon un article de ses statuts, la C.G.T.-F.O. est affiliée à la C.I.S.L. Le dernier congrès confédéral l'a même voté sans débat ; le premier congrès s'était inutilement attardé, sans profit pour personne, à une discussion sur la F.S.M. ; il aurait été utile au second congrès de discuter sur la C.I.S.L., sur les moyens d'associer les militants aux décisions que doivent y prendre les responsables confédéraux. Rien n'a été fait ; rien n'avait été prévu ; un tel débat doit être préparé par des études et des discussions sérieuses. Jamais les responsables confédéraux n'en ont pris l'initiative. Pensez-ils qu'il s'agit là de problèmes réservés à leur science ? La réflexion que nous en fit une fois l'un d'eux nous le fait penser et les positions défendues par son président nous en persuadent.

La désignation de la délégation au Congrès de Londres, le discours de Jouhaux si remarquable par ce qui n'y était pas et où il exprimait des opinions qui ne pouvaient être que les siennes, tout cela est une vieille histoire sur laquelle il n'est pas utile de revenir. Evidemment un C.C.N. qui s'était tenu quinze jours avant aurait dû mandater la délégation ; mais on pensait que c'était tout simplement l'organisation qui n'était pas au point : on était surpris par la rapidité avec laquelle la conférence de Londres était convoquée.

Eh bien ! on avait raison. L'organisation n'était pas au point. On a eu un an et demi devant soi. Et cette fois ce n'est pas la commission exécutive qui désigne la délégation mais le bureau ; voir *Force Ouvrière* du 17 mai : « *Le Bureau confédéral a procédé à des désignations pour diverses délégations syndicales internationales, en particulier pour la Commission Economique du Secrétariat Européen de la C.I.S.L. et pour le congrès de cette organisation qui se tiendra à Milan au début de juillet.* » Qui aura l'audace de dire que les militants ne sont pas informés ? Ils n'auront qu'à se reporter au *Bulletin Syndical* du 16 juin, bulletin édité par l'administration du plan Marshall, où ils trouveront les noms des délégués de l'A.F.L. et du C.I.O. et ceux de la C.G.T.-F.O. Tout finit donc par se savoir. Courte, cette délégation ; courte mais bonne : Jouhaux, Bothereau, Lafond. On voit que le Bureau confédéral a su faire appel à de nombreux militants extérieurs à lui pour assurer une large participation à la vie internationale !

Il ne reste plus qu'à savoir quand et comment cette délégation sera mandatée, quand et comment elle rendra compte de son travail. Le C.C.N. des 19 et 20 mai a bien abordé quelques questions internationales ; mais on sait seulement que c'est dans la confusion qu'il les a laissées. Encore le débat, selon les informations fragmentaires que nous en avons (le compte rendu de F.O. était d'un laconisme extrême), ne prétendait-il pas embrasser l'ensemble de l'action syndicale internationale, mais insistait sur le plan Schuman. Pour le Bureau, ce plan est, à l'égal du B.I.T. ou du Conseil Economique, une grande merveille ; il sera aussi une bureaucratie où les gens importants auront leurs petites entrées ; on ne souhaite donc pas que les entrées s'élargissent et que la participation syndicale y devienne vivante. De là l'opposition retorse du Bureau à la motion Le Bourre qui, vo-

tée par le C.C.N., fut enterrée par la plus docile des commissions exécutives de service qui soit. Quant à l'intérêt des travaux de cette C.E. on en a une juste idée par les termes du communiqué : « *La C.E. a été informée de l'approbation donnée par la Confédération des Syndicats Allemands au Pool européen de l'acier et du charbon. Elle a été également informée des conversations en cours entre les centrales des pays intéressés pour la représentation du syndicalisme ouvrier dans les instances de la communauté.* » (F.O. du 24 mai). C'est dire qu'aucun débat n'a eu lieu et que la délégation de la C.G.T.-F.O. à Milan ne parlera pas au nom de l'organisation mais seulement au sien.

Deux arguments nous seront opposés. Envoyer plus de monde à Milan, cela coûte cher ; il faudrait que les adhérents pensent à payer des cotisations ; et ce n'est pas au Bureau confédéral à payer unions et fédérations. Tout à fait d'accord. Encore faudrait-il, sur le plan de la C.I.S.L., ne pas annoncer un chiffre d'adhérents au moins triple du chiffre réel. Car d'abord il faut payer pour ces deux tiers de cotisants que l'on n'a pas (et cela aboutit à l'absurdité suivante : quand F.O. paye ses cotisations à la C.I.S.L. un syndiqué F.O. paye 3 fois plus qu'un syndiqué anglais ou américain). Ensuite et surtout, cela ne fait illusion à personne. La rude vérité se sait à Bruxelles. Tout compte fait on aime autant que ce soient les auteurs des pieux mensonges qui aient à Milan la charge de « nous » représenter (nous et les autres, les deux tiers qui n'existent pas).

Autre argument opposé : les militants ne s'intéressent pas aux questions internationales. Evidemment, il faudrait donner au moins l'impression qu'on tiendra compte de leur avis et leur expliquer de quoi il s'agit. A la sortie d'un C.C.N. où Jouhaux avait dit que pour lui il était évident qu'on ne pouvait diviser durablement l'Allemagne sans péril pour ses voisins je lui exprimais mon accord et que, bien entendu, cela valait pour la Sarre. — Ça n'est pas la même chose, me répondit-il, pas la même chose que pour l'Est. Il faudrait qu'on vous explique. — Mais nous attendons encore l'explication. Nous nous doutons qu'elle ressemble à s'y méprendre à l'argumentation des gouvernements qui, comme la C.G.T. de 1946, ont la nostalgie de l'annexion de la rive gauche du Rhin. Si l'on veut persuader, il faut discuter ; pour cela, informer ; autrement que par un communiqué laconique.

Mais l'argument du manque d'intérêt pour les questions internationales est parfois retourné : les militants ont autre chose à faire que de « construire l'Europe ou le monde » ; qu'ils construisent d'abord leurs syndicats. Comme si toutes les questions n'étaient pas liées, comme si les militants ne devaient pas avoir le souci de construire aussi une Confédération, c'est-à-dire de donner à leur réunion un autre sens que le soutien des intérêts individuels sur le plan local ou des intérêts « dits nationaux » sur le plan général. Un autre sens, enfin, que le soutien des positions gouvernementales.

Car là est le mal profond, sensible déjà dans ces petits moyens d'empêcher le contrôle des adhérents, évident dans les manifestations que l'on peut connaître des représentants officiels de F.O. dans la C.I.S.L.

Nous en avons eu un exemple frappant : les rapports des missions envoyées par la C.I.S.L. en Afrique du Nord, d'une part (où Babau représentait F.O.) et en Afrique centrale et occidentale, à laquelle participa Lafond. Les conclusions de ces rapports sont en complète contradiction avec la motion votée par le C.C.N.

Mais il est fort probable que cette motion a été

votee dans l'ignorance de ces rapports. Ceux-ci mériteraient une étude particulière. Mais en dehors des informations précieuses ou parfois étonnantes (9) qu'ils apportent, deux conclusions en sont particulièrement importantes. La première constate que les mouvements nationalistes en Afrique du Nord étant ou interdits ou tracassés beaucoup plus que ne le sont les organisations stalinienne, celles-ci sont renforcées d'abord par des foules de révoltés que la propagande stalinienne peut durablement fourvoyer et aussi par des groupes nationalistes et sincèrement antistaliniens qui voient dans le ralliement aux organisations stalinienne un abri d'où elles pourront continuer leur action. Ruse dangereuse, nous en avons peur ; sait-on d'avance qui mangera l'autre ? Quoi qu'il en soit, une politique de répression gouvernementale stupide jetée dans les bras des staliniens des hommes qui pourraient utilement les combattre. Au contraire, l'U.G.T.T., la centrale tunisienne qui vient de s'affilier à la C.I.S.L. montre une belle résistance à la propagande stalinienne sur les républiques populaires mahométanes d'Asie. Elle ne suit pas les staliniens, ce sont ceux-ci qui la suivent.

La seconde conclusion du rapport est la conséquence de celle-ci sur le plan syndical. Au lieu de s'opposer à la création de centrales indigènes, il est préconisé d'aider à leur constitution. On a déjà cité l'exemple de la Sierra Leone. Mais on ne connaît la position de F.O. que par une motion de C.C.N. dont le vote semble bien avoir été enlevé grâce à l'absence de toute information sincère. On prétend même que le vice-président français de la C.I.S.L. a assisté dès le premier jour à la dernière réunion du sous-comité exécutif pour mieux affirmer son opposition à toute critique de l'administration française au Maroc où le consul de la République n'a pas daigné recevoir la délégation. On prétend même que le Bureau de F.O., dont l'activité au Maroc a un caractère très particulier (sans doute en souvenir du temps où l'un de ses membres y était actionnaire d'une mine de charbon) y serait opposé à l'octroi de la liberté syndicale.

Qu'on ne vienne pas objecter ici que nous soutenons des mouvements nationalistes. Il y a dans ces organisations un mouvement pour l'indépendance ; nous pensons qu'il ne doit pas être contrarié ; mais qu'au lieu de le brimer et de le conduire à se fourvoyer dans l'orbite stalinienne il faut l'aider à se débarrasser de ses préjugés nationalistes et accepter qu'il nous aide à nous débarrasser des nôtres. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que le soutien d'une politique gouvernementale particulièrement stupide n'a jamais été le mandat donné par les syndiqués à leurs responsables.

Ces quelques remarques suffisent à montrer qu'un large débat des questions internationales était nécessaire à l'intérieur de F.O. D'autant plus que ces remarques n'épuisent pas le sujet, loin de là. Faute d'un tel débat la petite délégation de la C.G.T.-F.O. à Milan apparaîtra suffisante dans la mesure où elle n'y dira rien. On lui laissera volontiers la responsabilité de défendre les positions officielles de son président et les prétentions du bureau confédéral. Mais les militants garderont le droit de ne pas reconnaître des décisions qu'ils n'auront pas donné mandat de prendre ni des déclarations dont ils n'auraient pas discuté le fond.

(9) On y trouve par exemple une déclaration de Naegelen reconnaissant qu'il avait bien été forcé de « fabriquer » les élections algériennes, car si ce n'avait pas été lui, c'aurait été les « autres ». Voilà un argument d'homme d'ordre.

Et les autres organisations internationales ne nous auront sans doute pas attendu pour n'attacher aucune importance à la délégation de la C.G.T.-F.O. (10).

Les chrétiens et la C.I.S.L.

Avant de conclure cette trop longue étude, il faut dire quelques mots des rapports des Syndicats chrétiens avec l'Internationale. Les syndicats américains, pour qui l'existence d'un « syndicalisme chrétien » est d'autant plus incompréhensible qu'ils ont beaucoup de chrétiens dans leurs rangs, avaient particulièrement insisté pour inviter les centrales chrétiennes à Londres. Seules la C.F.T.C. et l'organisation italienne présidée par Pastore (C.I.S.L.) acceptèrent. La centrale italienne est devenue membre de l'Internationale et n'a plus de liens avec la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens. La C.F.T.C. au contraire, dans son récent congrès, a refusé de rompre avec la C.I.S.C. (qui groupe des Hollandais, des Belges et des Suisses principalement), au nom de la fidélité.

La minorité « Reconstruction », au sein de la C.F.T.C., avait pourtant prôné l'affiliation à la C.I.S.L. avec des arguments généralement pertinents, principalement sous l'impulsion de Vignaux. Argument essentiel : la solidarité avec le mouvement ouvrier international réel, celui avec lequel la C.F.T.C. collabore déjà dans les cadres de l'application du Plan Marshall et du plan Schuman, celui avec lequel la C.F.T.C. gagnera en influence à s'associer et où elle pourra néanmoins conserver sa personnalité.

Nous ne retenons pas l'argument de Vignaux que la représentation française au sein de la C.I.S.L. en serait renforcée ; nous souhaitons pourtant ce renforcement et surtout un changement mais non pas dans « l'intérêt français » ; plutôt dans l'intérêt de l'Internationale. L'affiliation de la C.F.T.C. à la C.I.S.L. fut combattue par Tessier et la majorité de la C.F.T.C. qui opposèrent à Vignaux et à ses amis des arguments surprenants. Car autant Vignaux prit et prend de précaution pour distinguer toute l'action de « Reconstruction » (11) de celle des « chrétiens-progressistes », autant Tessier et ses amis craignent une rupture trop nette avec la C.G.T. et les staliniens ; le subtil jeu de balance de ces chrétiens — côté évêques — avec ces non moins subtils « communistes » — côté jésuites — pourrait-il continuer si la C.F.T.C. rejoignait l'ensemble, plus cohérent, des organisations libres ?

Nous ne voulons pas ici discuter tout le problème du syndicalisme chrétien. Nous sommes d'ailleurs persuadé que sa situation relativement florissante en France est un phénomène de circonstances dû à la faiblesse du syndicalisme laïque, mais que la poussée de l'évolution internationale va dans le sens des vœux de « Reconstruction » quant à l'affiliation internationale et dans celui de l'unité syndicale, contrairement à la fidélité pluraliste de la C.F.T.C. Mais cela, dans un avenir lointain. Dans l'immédiat, l'effort internationaliste de « Reconstruction » est une nouveauté dans le syndicalisme chrétien, une nouveauté qui mérite d'être suivie avec sympathie et compréhension.

(10) S'il y a dans l'argumentation précédente des erreurs ou des omissions, nous les reconnaitrons d'autant plus volontiers que notre première plainte est justement le manque d'informations.

(11) Qui a peut-être le mérite d'être la seule minorité bien organisée et agissante au sein des grandes organisations actuelles.

LETTRES

Concluons cette trop longue esquisse. Elle ne peut constituer un jugement définitif.

Le congrès qui va se tenir à Milan du 4 au 12 juillet aura certainement du travail. Sa réunion, le rassemblement qu'il provoquera de militants de tous les continents, y compris les exilés du continent czariste, est en lui-même un succès et surtout une promesse. Une force existe. Tant de force ne peut aboutir au simple ronronnement d'une bureaucratie secouée seulement de temps à autre par les nécessités du remplacement des personnalités appelées à de hautes fonctions dans des machines internationales jugées supérieures à la C.I.S.L., parce qu'elles sont plus compliquées. Nous n'entendons pas accuser de trahison des militants qui se laissent prendre à l'appât des fonctions officielles ; nous sommes prêts, même, à comprendre certains de leurs raisons. Mais qu'ils fassent un effort, eux, pour comprendre notre amertume à sentir ainsi toujours s'affadir une grande idée.

Pas de lassitude, disons-nous. Parce que les paroles de Liebknecht nous atteignent encore. Le rude devoir reste pour nous l'humble recherche de la vérité, admettre que nous pouvons nous tromper, refuser de parvenir, ne pas mentir, même à soi. Au fond ce que Oldenbroek, à la Conférence de Genève de 49 disait ainsi : « *N'entrez pas dans l'Internationale pour dominer. N'entrez pas dans l'Internationale pour esquiver vos responsabilités. Entrez dans l'Internationale pour la servir.* » Le rude devoir, il est d'animer l'Internationale. Contre le courant où tout se mêle : les relents du patriotisme que les guerres ont développés jusqu'à l'asphyxie des consciences et aussi bien la lassitude ou le mépris pour une organisation qui n'est pas parfaite, — heureusement ! il y a donc quelque chose à faire, il y aura toujours quelque chose à faire. Le rude devoir, c'est de travailler pour l'Internationale.

Trouvons-nous qu'elle manque de flamme, qu'elle ne porte pas « l'enthousiasme et l'espérance » ? C'est la faute de tous les indifférents, et on est toujours trop indifférent. Nous ne voulons absolument pas nous poser en professeur de morale, sinistre attitude. Nous appelons les camarades à nous aider. Il y a, il y aura longtemps dans les masses de l'Internationale une grande quantité d'hommes animés des meilleures intentions, mais toujours soucieux de respecter les formes dans lesquelles ils auront pris l'habitude de vivre. Mais l'Internationale progressera si l'esprit de Zimmerwald y témoigne et préserve les meilleurs militants des mensonges nationalistes, des illusions des organismes gouvernementaux et super-gouvernementaux, et de la course aux fauteuils. Il y a beaucoup à faire. Presque autant qu'en 1948 alors que la confusion de la F.S.M. commençait à devenir évidente aux plus aveugles, alors que Monatte écrivait ici : « *En attendant la résurrection d'une véritable Internationale, les révolutionnaires de bonne volonté du monde entier ne pourraient-ils tisser un lien entre eux ?* » (R.P. août 48.)

C'est l'appel qui faut de nouveau lancer aujourd'hui. De façon plus pressante encore.

Préparons le Zimmerwald de demain.

G. WALUSINSKI.

P.S. Cet article était composé quand s'est réunie, le 26 juin, la commission exécutive de la C.G.T.-F.O. Devant certaines protestations extérieures à la C.E., le bureau confédéral a fait ratifier ses décisions quant à la délégation à Milan. Il paraît même que la délégation a été étendue ; mais on ne dit pas comment. Elle reste d'ailleurs aussi peu mandatée qu'auparavant : aucun débat n'a eu lieu ; les syndicats de la C.G.T.-F.O. ne seront pas représentés à Milan.

Nouvelles d'Argentine

Nous avons demandé à un camarade d'Argentine un tableau du pays et du régime. Voici sa première réponse :

J'espère trouver la manière de vous donner satisfaction, chose qui n'est pas très facile aujourd'hui, étant donné la très mauvaise situation que traverse le mouvement ouvrier authentique de ce pays.

Les quatre millions de travailleurs que prétend grouper la C.G.T. n'exécutent rien de plus qu'une mission politique gouvernementale, et cela signifie une véritable et honteuse fiction corporative et une réelle fonction... politique dans le but de briser toutes les résistances légitimes qui pourraient se faire jour chez les travailleurs.

L'inflation impossible à contenir et l'opposition du capitalisme, tant du capitalisme privé que du capitalisme d'Etat (et celui-ci est extrêmement important ici, et il prend chaque jour de nouvelles modalités et un volume croissant), obligent l'ouvrier à exiger tous les six mois des augmentations bien naturelles de salaires et de traitements.

En rapport avec ce fait évident, qui s'aggrave tous les jours, on a vu ici depuis quelques années jusqu'à ce jour des mouvements d'ouvriers (et d'employés et même de véritables techniciens, comme cela est arrivé dans les banques et ailleurs) spontanés et « par-dessus toutes les autorités dirigeantes de leurs associations », d'une force et d'une unanimité telles qu'ils ont dû suggérer d'amères réflexions aux prétendus « dirigeants officiels » du mouvement ouvrier et au gouvernement argentin.

Cela s'est trouvé démontré d'une façon irréfutable et péremptoire par les trois dernières grèves que soutint le syndicat des cheminots (plus de 200.000 ouvriers) au cours des mois passés. Ce fut l'événement syndical (et par là même proprement politique) et social le plus important que nous ayons eu dans ce pays depuis de nombreuses années. Il obligea le gouvernement du ménage Peron-Evita à lancer contre les travailleurs toutes les forces de l'Etat que compte ce « fascisme à froid » que nous supportons, et qui conduit le pays à la faillite.

Une autre preuve que les manifestations ouvrières révèlent l'existence d'une véritable force menaçante pour le régime dictatorial (une dictature mi-gant de velours mi-poigne de fer) toléré par le pays, c'est que le gouvernement s'est vu obligé de menacer de la réquisition le syndicat des Cheminots et dut lancer un décret stipulant que le Code militaire serait appliqué au personnel qui ne se serait pas présenté au travail dans les 24 heures ! Chose dont nous n'avions jamais eu exemple ici.

Mais il y a encore un autre symptôme d'importance fondamentale : c'est que, plus que les augmentations nécessaires, les travailleurs du rail « exigeaient la liberté de se réunir en assemblées et le droit d'élire leurs dirigeants sans pressions officielles », ce que le gouvernement ne désire ni ne peut admettre. Tous les prétendus « dirigeants » sont noyamment de vulgaires marionnettes, manœuvrés par la police et par une poignée de philo-fascistes qui font l'assaut des assemblées, dispersent les meetings à coups de bâton et à coups de feu, imposent la terreur par leurs vociférations et vont jusqu'à placer quelques bombes comme cela a été promis à beaucoup de gens qui avaient prêté l'oreille à des orateurs et à des hommes d'idées sociales modérées. Dans certains cas, il y a eu des attaques à main armée contre des sections syndicales et on a réellement fusillé contre le mur des gens qui accomplissaient des fonctions d'agitation et d'organisation syndicales ou politiques. Des leaders ouvriers ont été martyrisés et assassinés dans les propres locaux de la police, et l'application de la « picanica eléctrica », (piqûre électrique — invention argentine), à des ouvrières téléphonistes provoqua l'avortement de l'une de ces femmes détenues dans la déjà tristement fameuse « section spéciale » de la rue Urquiza 555 de cette capitale.

Derrière le rideau de fer

LETTE D'UN SECRETAIRE SYNDICAL ALLEMAND EN ZONE RUSSE

« On ne sait pas ce qui se passe derrière le rideau de fer », me disait un rédacteur de l'Allgemeine ; et, voyant mon étonnement, il ajoutait : « Vous pensez aux nombreux Allemands qui, chaque jour, s'enjuient et viennent vers l'Ouest. Ils arrivent ici pleins d'un ressentiment qu'aggrave la vue de notre « bien-être », de l'abondance, par rapport à la disette ; les souffrances qu'ils ont endurées les ont rendus amers ; il n'est pas facile de trouver un commun langage. Mais, surtout, ils n'ont qu'une information très restreinte, limitée au petit cercle dans lequel ils vivent ; ce sont les conditions d'un régime totalitaire : rien d'autre que l'information officielle — et la propagande ; ils sont, là-bas, coupés du monde, et il y est dangereux d'être trop curieux, de chercher à savoir. » La lettre qu'on va lire confirme ces remarques. Cependant sur les syndicats et sur la vie syndicale — si on peut parler de telles choses — elle apporte d'intéressantes précisions. — A. R.

Je réponds au désir que tu m'as exprimé de fixer par écrit ce que m'ont appris mes propres expériences et celles dont j'ai été témoin en tant que secrétaire syndical dans la zone Est. Je le fais d'autant plus volontiers que c'est, selon moi, un devoir, pour tout syndicaliste conscient de sa responsabilité, de permettre aux ouvriers allemands de savoir exactement ce que sont les conditions, matérielles et morales, créées par les méthodes et pratiques de la Centrale syndicale (Freien Deutschen Gewerkschaftsbund. F.D.G.B.). J'avoue que je n'aurais pas répondu aussi vite si je n'avais été péniblement frappé par le manque de compréhension à cet égard de certains collègues, et aussi de fonctionnaires syndicaux de l'Ouest.

Tu te souviens certainement encore de l'amertume que j'ai ressentie, et à laquelle j'ai donné expression en disant : certains collègues de la zone Ouest semblent considérer comme un mérite personnel de ne pas être forcés de vivre dans la situation engendrée par l'occupation russe, où tout opposant, ou simplement celui qui exprime une opinion personnelle, est exposé au plus grand danger ; le but poursuivi par l'occupant est l'anéantissement de toute personnalité, la mécanisation et l'uniformisation de l'homme et de la société. La bassesse et la trahison sont, certes, sans excuses, et je ne veux pas me faire leur avocat. Mais on oublie souvent que fonctionnaires syndicaux et ouvriers sont à la merci des méthodes policières russes les plus raffinées et aussi de l'Etat, du S.E.D. (parti communiste camouflé en socialiste unitaire) et de son appendice d'exécution qu'est l'appareil « syndical ». Méthodes qui ne permettent pas même d'avoir un ami, qui, pires que sous Hitler, considèrent la réunion la plus inoffensive de collègues, de camarades, comme du travail fractionnel et comme un danger pour le « mouvement ». « Des amitiés particulières ne sont pour l'organisation que des soucis ; donc, plus de telles amitiés », tel est l'avertissement impératif qui figure en tête du carnet-journal de chaque syndiqué.

Je viens de parler des méthodes, pas des méthodes « syndicales » de la F.D.G.B. et j'ai mis « syndicales » entre guillemets. Par là je voulais

souligner que les principes de la F.D.G.B. n'ont rien de commun avec les principes syndicaux. La F.D.G.B. n'est qu'une dépendance, mal camouflée, du S.E.D. et de sa politique, entièrement dévouée à la Russie. Tout ce qu'elle fait, elle le fait sur ordre ; tout ce qu'elle publie a été mille fois contrôlé par le S.E.D. et il faut dire qu'en agissant ainsi elle obéit à ses statuts, car ces statuts comportent un serment de fidélité au S.E.D. et un article 5 a ainsi conçu : « La F.D.G.B. considère le S.E.D. comme le parti de la classe ouvrière ; le parti en est l'avant-garde consciente ; c'est lui qui élabore les programmes économiques ; il est le porte-parole du peuple allemand dans la lutte pour la paix et l'unité nationale. »

J'aurai encore l'occasion de commenter ce texte ; ce que je veux dire maintenant c'est que les statuts n'ont pas été établis au cours de discussions démocratiques à l'intérieur des organisations syndicales, mais qu'ils ont été préparés par un clan de dirigeants du parti dans lequel Ulbricht, le serviteur le moins scrupuleux et le plus cynique de Moscou, a le dernier mot. Il est vrai que les statuts, une fois rédigés, ont été lus dans des réunions de fonctionnaires, mais aucun d'eux n'ignorait que c'était seulement pour approbation, toute critique appelant une sanction. Car il faut toujours craindre la diffamation la plus vile, la plus mensongère, contre laquelle il n'y a aucun moyen de se défendre, et accompagnée de menaces redoutables : mise à l'index et privation de tout moyen d'existence.

Dans ces conditions, les fonctionnaires se résignent ; ils sont fatigués, ils ont le sentiment de leur impuissance ; quoique pleins d'amertume, ils se soumettent, *parce qu'ils veulent vivre*. Tout fonctionnaire syndical, même s'il appartient à la direction, ne le reste qu'aussi longtemps que cela convient à l'appareil du parti, et cet appareil est toujours en mesure de faire exécuter ses ordres.

La mort civile, certaine pour qui n'obéit pas, est une menace très efficace de l'école stalinienne qui agit selon le principe qu'« il faut trouver pour chaque déviation idéologique, pour chaque faiblesse, une formule qui les relie aux agissements de l'impérialisme international et à la lutte contre nous ». En conséquence, durant ces dernières années, les « épurations » sont devenues plus fréquentes. De vieux fonctionnaires syndicaux qui avaient appartenu à la social-démocratie ou à d'autres groupements politiques sont soudain mis en accusation simplement à cause de leur passé ou de leur activité politique, traités de fauteurs de guerre, de criminels de guerre, ou d'agents à la solde des impérialistes. Livrés sans défense à leurs accusateurs, c'est pour eux l'ostracisme et la misère.

« Le parti ne ment pas »

N'ai-je pas, par là, répondu à la question du courage personnel et des limites de la liberté de l'individu dans le mouvement ? Si, malgré tout, on doit constater qu'il y a des fonctionnaires qui acceptent, de plein gré, ces méthodes, la raison en est qu'ici on ignore complètement ce qui se passe dans le monde, qu'on n'y peut lire que la presse du régime ; celle de l'Ouest est introuvable ; se

la procurer illégalement et la lire est un crime sévèrement puni. C'est, dans le jargon actuel, de l' « objectivisme », et l' « objectiviste » est toujours un ennemi des Soviétiques. « Objectiviste » est celui que ne satisfait pas l'ersatz idéologique fabriqué au S.E.D. et qui veut connaître le vrai rapport des choses. Ce que le Parti ou la F.D.G.B. dit doit suffire. Car « le parti ne ment pas ». Ce slogan revient sans cesse ; il répond à tout. Au défenseur d'un ami ou d'un parent victime de la guillotine de l'organisation, on pose la question : « Est-ce que tu voudrais dire, par hasard, que le parti ment ? » Alors on se tait, ou on prend le chemin de ceux qui ont été déjà brisés. J'écris « parti » quoique je veuille parler de syndicat, mais il n'y a pas de syndicat. Il n'y a qu'une F.D.G.B., semblable à une société culturelle prosoviétique, ou à une association démocratique des femmes... des paravents et des façades. Dissèque les. Mélange les morceaux, finalement tu trouves toujours le S.E.D. Si jamais tu es considéré ennemi du parti, tu es aussi un ennemi du syndicat ; mais si ça leur plaît, ils t'appelleront d'abord ennemi du syndicat et ensuite ennemi du parti.

Voici un exemple. J'ai eu, dernièrement, l'occasion de causer avec un fonctionnaire syndical du sommet, en instance d'exclusion pour « antisyndicalisme » et « opportunisme » — il y a des « ismes » de tous genres dans le vocabulaire stalinien. Après une réunion, au cours de laquelle l'épée de Damoclès s'était abattue sur plusieurs de ses collègues, le président du syndicat vint chez lui et lui dit : « Nous nous trouvons dans une situation désagréable. Hier, nous voulions t'exclure mais le parti ne s'est pas encore prononcé, de sorte que nous nous trouvons suspendus dans l'air. » Est-ce que cela n'en dit pas long sur la « liberté » et sur l' « indépendance » de la F.D.G.B. ?

Je dois parler maintenant des séances consacrées à la critique et à l'autocritique ; ce sont d'écœurantes comédies. Critique ? Pas celle des dieux, bien sûr. Tu ne peux critiquer que ton semblable ou ton inférieur, et encore seulement si tu as des nerfs assez solides pour affronter le jeu d'intrigues qui suivra et dont tu seras certainement, un jour, la victime. En général, ce qu'on attend de toi, c'est une autocritique ; tu dois faire ton bilan idéologique pour juger les fautes que tu as commises, les péchés dont tu t'es rendu coupable en pensée. Ceci n'est pas une plaisanterie. Tu dois substituer aux impondérables humains la dureté bolchéviste. Cette autocritique exige une humiliation à un degré repoussant. Qui a vu ces séances spectaculaires ne peut être dupe de leur mensonge foncier. Quand il s'agit de personnages importants et jadis encensés, cela se transforme en tragédie. J'en donnerai deux exemples.

Deux théoriciens font leur autocritique

Le théoricien syndicaliste Lemnitz a toujours été un serviteur dévoué du stalinisme. Dernièrement, des vellétés « objectivistes » l'ont poussé à écrire dans « Arbeit », organe théorique de la F.D.G.B., un article dans lequel il traitait du « rôle historique prépondérant des théoriciens allemands du socialisme ». Et il lui parut tout naturel d'ajouter : « Les Allemands sont en train d'accomplir, encore une fois, ces tâches théoriques fondamentales. » Insolence et arrogance ! Crime de lèse-majesté ! Lemnitz fut sévèrement réprimandé et on lui donna une cuisante leçon. Après quoi, dans le numéro suivant de « Arbeit », il fit son mea culpa. Il désavouait son article, c'était une faute grave, une thèse antisoviétique et antibolchéviste ; mais com-

me la rédaction entière de la revue se sentait responsable de cette chute dans la « boue idéologique », tous les rédacteurs se déclarèrent coupables de manque de vigilance et d'indifférence idéologique.

Plus grave encore fut le crime d'un autre théoricien syndicaliste, K. Fugger. Un livre qu'il avait récemment écrit sur l' « Histoire du mouvement syndical allemand » avait été l'objet de comptes rendus chaleureux dans « Arbeit » et dans « Tribune ». Soudain, sur ordre d'en haut, le livre est retiré de la circulation et on n'en doit pas parler. Puis c'est de nouveau la louange, et de nouveau aussi le blâme et la mise à l'index, cette fois définitive ; les deux organes syndicaux suivent, bien entendu, ces mouvements alternés. L'auteur, communiste et syndicaliste bien connu, consentit, après qu'on l'eut travaillé quelque temps, à reconnaître ses erreurs en une autocritique rappelant les pleurnicheries d'un enfant pris en faute : « La critique collective, écrivit-il, m'a aidé à voir mon tort essentiel ; elle m'a convaincu que j'avais entrepris une tâche trop difficile sans préparation suffisante. » Même un homme comme lui n'avait pas la possibilité d'écrire une histoire, cependant falsifiée mais pas assez au gré de ses censeurs : Staline n'était pas assez glorifié, pas assez cité ; il attaquait les « traîtres » mais tout de même il les mentionnait ; or, ça, c'est de l' « objectivisme ».

Je pourrais donner encore d'autres exemples, mais ceux-ci suffisent bien à montrer comment il faut, aujourd'hui, écrire l'histoire du mouvement syndical. Moi-même, c'est seulement en rédigeant cette lettre que je me rends pleinement compte du caractère réel de la F.D.G.B., des mille particularités de ses méthodes brutales, organisation à peine imaginable car elle a abandonné tous les principes du mouvement ouvrier libre. On peut la comparer au « Front du Travail », de triste mémoire. Il ne serait pas formellement exact de parler d'adhésion forcée mais l'atmosphère politique à peine respirable de cette zone comporte pour les ouvriers tant d'insécurité, de menaces pour celui qui se rebelle contre le mensonge diffus que bien peu résistent.

Il y a dans les statuts l'obligation d'aider les grévistes et les victimes de lock-outs, mais c'est une dérision, la grève étant considérée comme un crime contre l'économie du pays, dans les entreprises nationalisées ou privées. Les cotisations syndicales ne sont, en réalité, qu'un impôt supplémentaire qui sert à organiser des congrès d'opérette, à envoyer des cadeaux aux chefs et à Staline, à publier des journaux de tout genre que personne ne lit.

Les fonctionnaires syndicaux ont leur fiche dans les services policiers de l'occupant russe ; ils sont, de temps à autre, interrogés, pendant des heures, sur leur attitude envers la Russie, sur leur travail politique. Ils doivent rédiger, par écrit, leur autocritique et aussi des dénonciations de collègues qui peuvent, selon les besoins du moment, servir ultérieurement de base pour une mise en accusation. Ils répondent à chaque correction par des remerciements pompeux, et encensent tout ce qui vient de Russie : films et pièces de théâtre. Quand ils oublient de le faire, on leur donne des avertissements dont ils ne peuvent pas ne pas comprendre le sens ; par exemple, on dit à un secrétaire syndical : « Tu as écrit deux fois « Union soviétique » mais cinq fois « Russie » dans ton rapport. » Un discours syndical dans lequel on n'invoque pas cent fois « le grand exemple russe » est considéré comme social-démocrate et jugé sans valeur. Par contre, l' « Histoire (stalinienne) du Parti communiste de l'Union soviétique » est le livre de lecture syndical.

WALTER.

AGITATION EN ESPAGNE

BANDERILLES

Ainsi qu'il était facile de le prévoir (R.P. de mai), les journées de Barcelone ont été suivies, à travers l'Espagne, par d'autres manifestations d'hostilité au régime. La corrida continue. En attendant que sonnent les trompettes de la mise à mort, le peuple espagnol larde les « autorités » de magistrales banderilles.

Le taureau s'affole (il n'est pas brave, tant s'en faut !), gratte la terre du sabot, donne de la corne de tous les côtés, à tort et à travers. En vain !

— 25 avril et jours suivants : Grèves à Saint-Sébastien, Bilbao, Vitoria, et dans les petites villes industrielles des provinces de Viscaya et Guipuzcoa.

— 4 mai : La grève reprend à Vitoria, pour quatre jours.

— 7 mai : Pampelune se dresse. La grève, déclenchée pour 48 heures, durera quatre jours.

Toutes ces grèves ont des caractères communs dans leur point de départ et leur déroulement. Protestations, d'abord, contre la désastreuse situation économique — avec des variantes locales mettant l'accent sur tel ou tel point particulier — elles se prolongent en manifestations contre les mesures stupides ou barbares que prennent les autorités pour essayer de rétablir l'ordre : menaces tour à tour et appels au civisme ; promesses et dérobades ; puis retour offensif, arrestations au hasard, assassinats d'innocentes victimes avant la capitulation honteuse en essayant de sauver la face. « L'ordre » alors revient, mais non l'apaisement. Il reste au cœur de toute la population le plus profond des mépris pour ces pleutres qui se prétendent justiciers.

LA REPRESSION DANS LE PAYS BASQUE

En dépit des enquêtes et des perquisitions, la police n'a pu mettre la main sur les « agents de l'étranger » qui ont fomenté les « manifestations criminelles ». Mais ici encore, il s'agit de sauver la face. Parmi les gens arrêtés lors des grèves pour la seule raison qu'ils figuraient comme antifranquistes sur les fiches de la police, 19 ont été choisis à Bilbao, 14 à Vitoria, 15 à Saint-Sébastien. En les soumettant aux tortures les plus perfectionnées, on essaie de leur faire avouer qu'ils ont participé à un complot inventé de toutes pièces. Un procès doit suivre qui prouvera que l'étranger travaille dans l'ombre à la ruine de l'Espagne, et que le malaise du pays n'a pas d'autre cause.

Tiens, tiens... Après avoir plagié Benito, plagierait-on Joseph ?

PAMPELUNE

Pampelune en grève ! Bien qu'il soit passé presque inaperçu en France, l'événement est tout aussi important que les journées de Barcelone. Pampelune, capitale de la vieille Navarre traditionaliste, comptait à peine en 36 une poignée de républicains. Tous les postes importants y étaient tenus par des éléments de droite ou d'extrême-droite. Elle était une de ces villes pour lesquelles l'instauration de la République n'avait rien modifié du soi-disant « ordre social » de la vieille Espagne royaliste. A peine quelques syndicats

s'étaient-ils créés, qui ne groupaient que de faibles effectifs.

Lors du soulèvement de 1936, la Navarre se rallia aussitôt à Franco sans qu'aucune résistance notable se manifestât dans la province, et elle restait considérée comme une des places fortes du régime.

Et voilà qu'une protestation de femmes au marché à propos d'une petite manœuvre sur le prix des œufs déclenche dans la capitale une grève générale que personne n'attendait, et qui dure quatre jours, s'étendant aux localités des environs !

Franco réalise en effet l'unité de l'Espagne. Mais pas tout à fait celle qu'il attendait.

MADRID, GENEROSITE PHALANGISTE

Le 22 mai, la capitale manifeste à son tour. Nombreux étaient ceux qui attendaient, après la grève estudiantine du 2 avril, un geste d'ensemble de la population madrilène. Nombreux aussi, sans doute, ceux qui espéraient que ce geste ne se limiterait pas à la « grève blanche », c'est-à-dire à la désertion des transports publics, des cafés, et des magasins. Pourtant, Madrid s'en tint là : grève blanche réussie, mais sans plus.

Les autorités ont eu chaud ! Les précédentes grèves ayant manifestement prouvé l'impuissance du régime contre le peuple, on eut recours — entre autres — à un moyen des plus grotesques pour essayer de faire avorter le mouvement prévu. Peu avant le 22 mai, une feuille anonyme fut envoyée à la plupart des anciens « rouges » en liberté conditionnelle. Certains indices permettent de penser que c'est la Direction de la Sécurité qui s'est livrée à cet élégant travail.

Voici le texte du poulet — écrit d'ailleurs en mauvais espagnol — d'après les reproductions qu'en a données la presse de l'émigration :

TOI, ROUGE

Ce n'est pas par faiblesse, mais par générosité que l'on t'a rendu à la vie quotidienne de notre patrie, et que l'on t'a pardonné.

Ta trahison à l'égard de l'Espagne que tu as remise aux francs-maçons et aux communistes,

Tes crimes dans les rues et les prisons (1),
La destruction de nos temples et de nos images,

La ruine de notre économie par la remise de l'or de l'Espagne à la Russie,

Le démantèlement de beaucoup de nos industries,

La douleur que, dans les jours tragiques de 1936, 37, 38 et 39 tu as infligée à d'innombrables familles espagnoles ;

A TOUS ces crimes, tu as participé, trompé ou de mauvaise foi.

Nous le savons, mais : prends garde !

Si ton repentir n'était pas sincère,

Si tu t'es seulement tu par couardise,

Si la rancune renait en toi,

Si tu rêves de revanches et de nouveaux crimes,

Si par tes mensonges et tes calomnies tu propages le mécontentement,

(1) « Checas » : le mot vient de Tchéka. Il désignait, pendant la guerre, les lieux où les rouges parquaient les détenus et où, naturellement, eurent lieu des exécutions.

N.D.L.R. — La plupart des matériaux de cet article sont tirés des journaux espagnols « Solidaridad Obrera » (C.N.T.) et « La Batalla » (P.O.U.M.).

TU DOIS SAVOIR

1° Que nous sommes disposés à défendre par tous les moyens la victoire du 18 juillet.
2° Qu'on ne te pardonnera pas une deuxième fois.

Attention à ce que tu dis et fais ! Nous te surveillons !

Le 22, au travail. Sinon, nous nous verrons dans la rue.

Presque chaque mot de cette feuille est un comble de stupidité ou de présomption qui se passe de commentaires. Pour ce qui est de la générosité, notons cependant les récents assassinats de huit antifascistes à Cuenca, de neuf autres à Grenade, par les gardes civils.

FRANCO PARLE DE L'ESPAGNE

Le 12 mai, s'adressant aux représentants des soi-disant Fraternités de Travailleurs, le caudillo dit des choses savoureuses sur les méchants qui ont fomenté les récents troubles dans le pays.

En particulier, il stigmatisa les manœuvres des organisations marxistes comme la C.N.T. et la F.A.I. pour acheter, lors des élections, les suffrages du prolétariat.

Le chef de l'Etat national-sindicaliste doit être le seul en Espagne à ne pas savoir que la C.N.T. et la F.A.I., libertaires, n'ont rien à voir avec les marxistes, et que, loin de se livrer à des manœuvres électorales, elles se sont toujours déclarées hostiles aux élections à caractère politique !

Bagatelle... Sauf que ces deux organisations ont toujours été, et sont encore, les plus puissantes des organisations prolétariennes d'Espagne.

J'en connais un Autre, génial celui-là, qui dit : Tout ce qui n'est pas stalinien est américano-impérialiste. Traduisez, du russe en espagnol, et vous aurez à peu près : Tout ce qui n'est pas franquiste est stalinien.

LA VERITE SUR BARCELONE

Une presse mensongère nous avait montré les journées de Barcelone comme une protestation unanime de la ville contre l'économie pourrie du régime. Par bonheur, « Mundo Obrero », organe en France des moscovites de langue espagnole, apporte les rectifications qui s'imposaient :

Les manifestations de Catalogne furent l'œuvre du P.S.U.C. stalinien, « âme et guide du peuple catalan ». Depuis longtemps, paraît-il, les militants clandestins du dit P.S.U.C. avaient reçu la consigne de mettre l'accent sur la lutte contre les bandits impérialistes qui préparent une agression contre l'Union Soviétique. Et, lors des journées, le peuple se rallia aux pancartes portant : *Dehors les yankees ! Paix ! Nous ne ferons pas la guerre pour les Américains !* Si vous croyez que c'est une plaisanterie, lisez « Mundo Obrero ».

Et qu'après ça, des vipères lubriques essayent encore de venir nous dire que le P.S.U.C. n'a pratiquement aucune influence en Catalogne !

F

LA LUTTE DES DOCKERS DE NOUVELLE-ZELANDE POUR LA LIBERTÉ SYNDICALE

Le « communisme » a vraiment par trop bon dos : chaque fois qu'un mouvement ouvrier gêne un gouvernement, celui-ci s'empresse de lui coller l'étiquette de « communiste » afin de le déconsidérer.

Il en a été notamment ainsi pour la grève générale, ou plutôt le lock-out, des dockers de la Nouvelle-Zélande — l'ancien pays du « socialisme sans doctrine » — qui dure depuis des mois et qui, non seulement a éclaté pour des motifs purement professionnels, mais est devenu bientôt une action de résistance contre les tentatives gouvernementales de supprimer la liberté syndicale.

L'article que nous publions ici, traduit du Socialist Leader, a été écrit par un militant néo-zélandais, membre du Conseil national du Syndicat des Dockers.

Le Herald, journal de Nouvelle-Zélande, a publié le 3 mai dernier des extraits du journal londonien News Chronicle, annonçant que Holland, le premier ministre de la Nouvelle-Zélande, avait fait appel à des volontaires pour « empêcher le renversement par la force du gouvernement ». Les Anglais sont donc en droit de croire que la Nouvelle-Zélande fut sur le bord d'une révolution suscitée et conduite par les communistes.

En fait, voici les événements qui ont conduit à la situation présente.

Le lock-out

Au début de février, cette année, le tribunal d'arbitrage ordonna une augmentation générale des salaires de 15 % pour tous les travailleurs couverts par la législation relative à l'arbitrage. Cette augmentation fut jugée insuffisante, même par les secrétaires de syndicats les plus réactionnaires, notamment par F. P. Walsh qui est le grand maître de la politique de la Fédération du Travail de Nouvelle-Zélande et qui est l'homme dont se sert le présent gouvernement, tout comme son prédécesseur, le défunt gouvernement travailliste, pour faire

avaler toute législation impopulaire ou antiouvrière.

Le syndicat des Travailleurs des quais, qui ne dépendait point des tribunaux d'arbitrage, avait ses salaires et ses conditions de travail déterminés par le Service du Contrôle des Ports, mais, à l'époque de l'augmentation générale de 15 %, celui-ci avait été suspendu par le gouvernement.

Les représentants des travailleurs des quais se mirent donc directement en rapport avec les propriétaires de navires, et ceux-ci offrirent tout juste une augmentation de salaire de 9 %, qu'ils présentèrent comme étant « à prendre ou à laisser ». Les négociations furent rompues.

A la suite de quoi, dans deux ports, les dockers décidèrent spontanément et unanimement de refuser de faire des heures supplémentaires. Il en fut bientôt de même dans tous les autres ports. Précisons bien que l'accord qui liait les ouvriers à leurs employeurs leur reconnaissait le droit de refuser de faire des heures supplémentaires et que la loi néo-zélandaise fixe la semaine de travail à 40 heures.

Les propriétaires de navires répondirent en lock-outant les dockers jusqu'au jour où ceux-ci acceptèrent de travailler plus de 8 heures par jour.

L'intervention du gouvernement

Quelques jours après, le gouvernement intervenait à son tour, il supprimait l'enregistrement du syndicat (en Nouvelle-Zélande tout syndicat doit être enregistré) et il déclarait l'état de siège. Cela se passait le 22 février.

Les fonds du syndicat furent alors saisis, les livres et les procès-verbaux emportés, les fonctionnaires syndicaux sortis de leurs bureaux. Ce devint un délit, punissable de peines sévères, de tenir des réunions, de collecter des fonds pour la grève ou la subsistance des dockers et de leurs familles, de faire circuler des tracts, ou de se rassembler en groupes.

Les autorités ne reculèrent devant rien ; elles allèrent jusqu'à confisquer les fonds qui sont recueillis chaque semaine parmi les marins et les dockers pour acheter des cigarettes et des douceurs à ceux d'entre eux malades à l'hôpital. Avec l'autorisation des tribunaux, les propriétaires de navires refusèrent de payer les salaires qu'ils devaient à leurs ouvriers pour le travail effectué précédemment. Il fallait absolument affamer les dockers.

Des soldats furent mis au travail dans de nombreux ports. Les journaux firent un silence total sur les causes du conflit et jamais les dockers ne parvinrent à exposer leur cas devant le public. En revanche, un déluge de mensonges et de « propagande » fut déversé quotidiennement par la presse et la radio, par les soins des ministres et de fonctionnaires syndicaux conduits par Walsh ! Le thème en était que les travailleurs des docks étaient victimes d'une conspiration communiste mondiale visant à arrêter le travail dans tous les ports britanniques.

Les « archi-conspirateurs » de Nouvelle-Zélande se nommaient Jack Barnes et Toby Hill, respectivement président et secrétaire du syndicat des Travailleurs des quais. Ces deux hommes sont devenus pour le grand public, à la suite des vitupérations de la presse pendant plusieurs années, l'équivalent de Lénine et de Trotsky. Leurs deux noms sont toujours accolés : c'est une hydre à deux têtes !

Le gouvernement se refusa à toute négociation, tant que les travailleurs ne retourneraient pas au travail en acceptant de faire des heures supplémentaires, et, même en ce cas, il entendait ne négocier qu'avec des représentants du syndicat qu'il « accepterait » ! Barnes et Hill ne pouvant être ni achetés ni intimidés, il fallait les écarter. Mais les dockers se tinrent fermes sur leur position que toute négociation devait avoir lieu par l'intermédiaire de leurs représentants, librement et démocratiquement élus.

Notons qu'aucun des permanents du syndicat n'est communiste et qu'il n'y a non plus aucun communiste dans la Commission exécutive. Il y en a deux seulement dans le Conseil syndical national sur un total de 50 membres, et leur influence est en proportion de l'insignifiance de leur nombre.

Barnes et Hill n'appartiennent à aucun parti politique et sont opposés au parti communiste.

Mais, tout comme en Australie sous le gouvernement de Menzies, il suffit d'être un militant ouvrier pour être « communiste », et, comme tel, supprimé, légalement ou non.

Le gouvernement refuse de négocier

Durant ce temps, d'autres syndicats, notamment ceux des mineurs, des marins, de l'industrie du Froid, se livraient à des démonstrations en faveur des dockers et contre les mesures d'état de siège.

Au début de mars, Holland, le premier ministre,

établit une « formule » en sept points contenant de nouvelles conditions de travail, l'établissement d'un « syndicat ouvert » sur les quais et il demanda que ces négociations aient lieu sur ces bases. Le 16 mars, le syndicat acceptait de négocier dans ces conditions, mais son offre, bien que faite par écrit, fut ignorée du gouvernement, et ni la presse ni la radio n'en firent mention. En pleine conformité avec leur conception tout à fait particulière de la démocratie, ils continuèrent les uns et les autres à déverser des torrents d'injures sur les dockers et leurs représentants.

Les choses allèrent ainsi jusqu'au 17 avril, jour où le premier ministre demanda à M. Nash, chef du Labour Party, de lui faire avoir une lettre du syndicat fixant la position de celui-ci à l'égard de la « formule ». Le syndicat répondit en acceptant de nouveau la « formule » comme base de négociation, mais en ajoutant comme condition que tous les syndicats dont on avait supprimé l'enregistrement devaient à nouveau être enregistrés, c'est-à-dire devenir légaux.

Ce même soir, M. Holland (1) prit la parole à la radio et prétendit qu'il avait reçu du syndicat une communication inattendue qui lui était arrivée comme une bombe. Il déclara qu'il ne réenregistrerait aucun syndicat et que de nouveaux syndicats purement locaux devraient être formés, avec des fonctionnaires approuvés par le gouvernement, aucune organisation nationale n'étant acceptée.

Il devint alors absolument clair que depuis le début du conflit le gouvernement n'avait jamais eu l'intention de négocier, que son seul but était de détruire le syndicat et d'abattre ceux qui avaient participé activement à la lutte.

« Jusqu'au bout »

Les dockers, bien que désireux d'un règlement du conflit, mais d'un règlement honorable, réagirent immédiatement : dans tous les grands ports, et dans la plupart des petits, ils décidèrent de continuer la lutte « jusqu'au bout ». Le gouvernement ne parvint à faire recommencer le travail que dans un petit nombre de très petits ports, à l'aide de quelques douzaines de jaunes et de travailleurs occasionnels.

Le 28 avril, le gouvernement fit appel aux jaunes pour former un « nouveau syndicat » à Auckland. Une réunion eut lieu à cet effet à l'hôtel de ville, réunion où il y eut tout juste 102 assistants, sur lesquels il n'y avait que cinq membres du syndicat désenregistré sur un total de 2.250 membres que celui-ci comprenait.

Quelques-uns de ces « nouveaux syndiqués » reçurent une petite leçon des dockers comme ils quittaient la salle en dépit de la protection de 200 policiers.

Cet incident et un *soi-disant* essai de faire sauter un pont voisin d'une mine à ciel ouvert où travaillaient des mineurs jaunes furent le prétexte que prit le gouvernement pour demander l'établissement d'une police spéciale volontaire dans toute la Nouvelle-Zélande. Environ 20.000 de ces nouveaux « sturmtruppers » furent enrôlés afin d'assister la police et l'armée dans l'emploi de la terreur contre de paisibles grévistes. Il y a même quelques journaux, notamment le *Auckland Star*, qui réclamèrent l'usage des armes contre les lock-outés qui, à part les quelques-uns qui prirent à partie ceux qui avaient assisté à la réunion de l'hôtel de ville, se sont conduits pendant tout le conflit de la manière la plus paisible et la plus ordonnée.

GIB SMITH.

(1) Notons que ce monsieur vient d'être tout récemment décoré par le gouvernement travailliste (sic !) de Londres. (Note du traducteur.)

La classe contre les cohues

Nous ne sommes pas ému par les résultats des élections du 17 juin, qui d'ailleurs n'annoncent pas un tournant décisif dans la politique française. D'autres facteurs déterminent celle-ci. Et la composition de l'Assemblée nationale favorise — plus qu'on ne pourrait le croire — des majorités de rechange et les opérations « des meneurs de jeu ».

L'histoire de ce demi-siècle nous offre quelques exemples de sinistres désaveux des consultations populaires.

En 1914, une kermesse saluait l'entrée de cent députés socialistes au Palais-Bourbon. Une majorité de gauche renversait dès sa constitution un ministère Ribot, modéré et poincariste... Trois mois plus tard, la démocratie et le socialisme s'endormaient sous les fanfares de l'Union sacrée.

La grande victoire du Bloc des Gauches de 1924 aboutit, deux ans plus tard, au retour de Poincaré.

Celle de 1932 nous mena, par la déflation, le scandale Stavisky, l'émeute du 6 février 1934, à la constitution d'une Union nationale personnifiée par un Doumergue et un Laval, c'est-à-dire par la médiocrité sordide et la corruption crapuleuse.

C'est la Chambre élue en 1936 sous les lampions du Rassemblement populaire qui accorda en 1940 les pleins pouvoirs à Pétain.

Stabilité politique et sociale

On se gardera donc de prévoir l'avenir, par des observations arithmétiques ou géographiques sur la densité des groupes et la division de l'hexagone parlementaire...

C'est la consultation en elle-même, par les sondages qu'elle provoque et les mouvements d'opinion qu'elle repère, qui mérite quelque attention.

Le 20 juin on accordait :

5.001.618 voix communistes contre 5.489.000 en 1946.

2.744.924 voix socialistes contre 3.432.000 en 1946.

2.194.213 voix radicales contre 2.381.000 en 1946.

2.225.353 voix M.R.P. contre 5.058.000 en 1946.

2.472.016 voix modérées contre 2.237.000 en 1946 et 4.039.889 voix R.P.F., qui n'existait pas en 1946.

Ce qui est frappant dans ce tableau, c'est qu'il n'y a déplacement massif que dans le mouvement du M.R.P. au R.P.F., c'est-à-dire au sein de deux formations relativement nouvelles. Mais ce déplacement n'est pas récent. Il a suffi que le gaullisme se groupât en parti, pour qu'en un an (de 1946 à 1947) sa montée en flèche corresponde presque exactement à la chute verticale du M.R.P. Il a plafonné immédiatement et des deux côtés, c'est un mouvement en sens contraire — beaucoup plus lent — que l'on peut facilement repérer.

Au reste, l'année 1947 — selon les résultats des élections municipales — apparaît comme « l'année-tournant », l'année du point culminant pour le parti communiste et le gaullisme, et du point le plus bas pour le parti socialiste et le M.R.P.

Aux élections municipales et cantonales, des influences locales jouent sans nul doute — elles ne peuvent expliquer des variations « en flèche »...

Si l'on veut situer « socialement » les partis, il convient donc de liquider d'abord une équivoque. Pendant les deux premières années d'après guerre,

le M.R.P. a groupé avec tous les éléments du « christianisme social » — d'un parti populaire de même tendance que les démocrates-chrétiens d'Italie, d'Allemagne, de Belgique — cette masse flottante de la petite bourgeoisie désaxée et apeurée qui attend le salut d'une autorité « paternaliste », d'une tête mystique et... casquée... d'un nouveau « capucin botté »... La rupture avec de Gaulle, la fin du tripartisme, les grèves Molotov, le retour de la petite bourgeoisie aux vomissements nationalistes, à la xénophobie anti-européenne et anti-américaine... ont brisé une unité réalisée dans le concert des cuivres et des cloches de la Libération.

Le christianisme social se stabilise, ce que confirme le renforcement de la Confédération des Travailleurs chrétiens, sous le drapeau du Vatican poursuivant sa grande politique d'unité de l'Europe continentale, de résistance à « l'étatisme païen » dont Bismarck et Hitler éprouvèrent la force. En quatre ans, le R.P.F., au contraire, a perdu un million de voix environ. Cela n'exclut pas le danger « gaulliste ». Mais le phénomène proprement « fasciste » d'un rassemblement « tentaculaire » disloquant les vieux partis ne s'est pas produit, malgré le « complexe d'infériorité » et la déficience morale et intellectuelle de la grande bourgeoisie. De Gaulle finira-t-il comme Boulanger ou La Rocque... ou se hissera-t-il comme Pétain sur les ruines d'un nouveau désastre militaire ? Cela ne dépend plus de lui. Bouche-trou... peut-être ? Certainement pas, l'homme « providentiel » porté par l'enthousiasme de l'inconscience...

Que l'on s'en réjouisse ou non, c'est là un signe de stabilité politique et sociale. Aussi les vieux partis traditionnels, les radicaux et les modérés se maintiennent-ils sur des courbes presque horizontales. Quant aux socialistes, ils ont fortement baissé de 1945 à 1947... peut-être tout simplement par l'abandon d'éléments démocrates et « antimarxistes » séduits à la Libération... par « l'humanisme » de Léon Blum. Ils ont remonté sensiblement depuis l'année-tournant 1947.

Dans aucun département, leurs pertes ne sont compensées par des gains communistes. Dans la grande majorité des cas, le mouvement des deux partis s'oriente dans le même sens. Dans la Seine, quelques gains socialistes ne compensent pas les pertes communistes. Si l'on se fie à des observations personnelles, on retrouve dans les groupes communistes et communistes perdus dans les groupes communistes indépendants ou trotskystes, neutralistes, progressistes, etc., ou parmi les bulletins « nuls »... (1). Mais tout cela reste de faible amplitude. Le parti communiste et le parti socialiste se stabilisent également, comme le M.R.P. depuis

(1) Une preuve encore de stabilité. L'impossibilité de constituer un parti ouvrier entre le parti socialiste et le parti communiste. L'échec des neutralistes (Bourdet, Rivet) est plutôt réjouissant. Celui des communistes indépendants l'est moins. Faiblesse d'une propagande gênée par le terrorisme stalinien ? Infériorité d'hommes ayant subi la servitude stalinienne ? Méfiance des ouvriers pour les « trans-fuges »... justifiée par de retentissantes cabrioles du stalinisme au fascisme ? Tout cela a joué. Mais c'est d'abord sur le plan ouvrier et syndical que le redressement doit s'effectuer. Il faut que cette fois les oppositions s'unissent avant de se disperser...

1947. Il suffit de consulter le tableau électoral des départements pour constater que ces trois partis groupent des ouvriers, des employés, des paysans, des petits commerçants et des fonctionnaires. Une étude plus minutieuse, distinguant les scrutins urbains et ruraux, comparant ceux-là aux résultats des élections aux caisses de Sécurité Sociale, s'enrichissant des témoignages d'amis de Paris et de province, aboutirait peut-être à une évaluation approximative de la répartition des voix ouvrières entre les trois partis. Ce n'est pas là seulement un problème de majorité. Ce qui est important au contraire, c'est de distinguer les noyaux ouvriers — même numériquement faibles — qui échappent à l'obsession stalinienne. Ce qui est également important, c'est d'apprécier dans les motifs des votes la part de l'affirmation dans la confiance et celle de la négation dans l'opposition. Nous avons déjà écrit que depuis 1936 et surtout depuis 1945, l'adhésion syndicale à la C.G.T. ou à la C.F.T.C. dépendait dans la majorité des cas d'un choix entre des politiques et des politiciens — et que c'était là peut-être la cause essentielle de la décadence du syndicalisme. Il n'est pas vraisemblable qu'il en soit de même pour l'adhésion à F.O. Il suffit d'entendre des militants socialistes parler de leurs ministres et de leurs députés pour douter du dynamisme de la confiance inspirée par leur parti. De ce côté, la négation domine. Tout ce que l'on peut déduire de la stabilité relative des effectifs électoraux des deux partis dits « marxistes »... c'est qu'elle exprime plus la passivité et l'esprit conservateur que des aspirations révolutionnaires.

Le changement qualitatif se traduit ordinairement par un changement « quantitatif », que ce soit progrès ou régression numérique.

Un mouvement lent

Mais ce qui caractérise les vieilles démocraties, c'est justement la faible densité des déplacements de voix, même lorsque ceux-ci imposent un changement d'orientation politique. Dans les deux pays bipartis, l'Angleterre et les Etats-Unis, les majorités ont toujours été relativement faibles. Encore la masse flottante qui oscille là entre les conservateurs et les travaillistes, ici entre les démocrates et les républicains n'est-elle pas négligeable. L'importance en France d'une petite bourgeoisie — généralement conservatrice dans les campagnes, et plutôt « progressiste » chez les fonctionnaires des villes — a favorisé la multiplicité des groupes et provoqué jusqu'à la dernière guerre un mouvement constant et lent vers la gauche... de l'opportunisme au radicalisme puis au socialisme réformiste. Les opérations électorales cachent la réalité profonde et illusionnent sur l'importance des mouvements d'opinion.

En 1919, par exemple, par le jeu de la loi électorale le parti socialiste subit une défaite sérieuse. Or il avait recueilli plus de voix qu'en 1914. En 1924, le Cartel des Gauches l'emporta sur le Bloc national, sans que la répartition des suffrages soit fort différente de celle de 1919.

En 1936, la victoire du Rassemblement populaire parut écrasante. Or les partis qui le constituaient avaient groupé, en 1932, 5.113.181 voix. Ils en recueillaient 5.298.106 en 1936 (on en annonça 5.515.446, en tenant compte de petits partis intermédiaires ralliés par la victoire). Un déplacement de 150.000 voix suffit pour porter Blum au pouvoir. Le parti socialiste triomphant avait perdu 70.000 voix sur 1932 (1.887.000 contre 1.964.000), enlevés par les néo-socialistes de Marcel Déat.

Le parti radical tombait de 1.836.000 voix en 1932 à 1.401.974 en 1936. Seul le parti communiste enregistrait une avance exceptionnelle. En 1932,

il appliquait la tactique « classe contre classe », il s'opposait brutalement aux partis démocrates. En 1936 — au lendemain des tentatives pseudo-fascistes de 1934 — il se posait en aile marchante de la démocratie. Aussi, passait-il de 796.000 voix en 1932, à 1.453.923 en 1936. Intéressante observation : son gain correspondait dans une large mesure à la perte radicale — c'est-à-dire qu'il ralliait une fraction de la petite bourgeoisie séduite par son jacobinisme verbal...

Cependant, le mouvement d'opinion de 1934 à 1936 fut centripète plus que centrifuge. Il se manifesta presque exclusivement à l'intérieur des « masses » déjà conquises par les partis de gauche, pour contraindre ceux-ci à l'accord sur un programme commun, au respect d'une discipline commune. Programme suffisamment vague pour que l'on puisse s'y référer sans inquiétude. Un esprit de « résistance » — déjà ! — cimentait l'union — de résistance, c'est-à-dire de réaction et de conservation. Ce fut l'offensive ouvrière de juin 1936 qui obtint des conquêtes sociales se situant bien au delà des espoirs formulés par le Rassemblement. Sans doute fut-elle facilitée par un changement de climat qui ne détermina pas cependant une rupture de la stabilité relative des groupements politiques. En quelques semaines nous avons vécu un « raccourci » de l'évolution de la III^e République. La démocratie opposant un mur aux entreprises légales et extra-légales de l'oligarchie. La classe ouvrière profitant de la défaite et du désarroi de celle-ci pour s'assurer de nouvelles conquêtes par son action spontanée.

Le flux communiste de 1945

Nous aboutissons donc à une double conclusion. Jusqu'en 1936, inclusivement, une stabilisation relative de ce que l'on peut appeler — d'un terme volontairement vague — les masses dites démocratiques.

De 1945 à 1951 — compte tenu de l'équivoque au départ du M.R.P. — une même stabilité, les changements numériques constatés n'atteignant même pas l'ordre de grandeur du renouvellement normal des générations.

La stabilité de 1951 prolonge-t-elle simplement celle de 1936 ? Un premier élément d'appréciation, c'est la solidité des vieilles formations traditionnelles : socialistes, radicaux, modérés... Pour les deux premières, l'indifférence du calculateur s'oppose encore à la fantaisie du publiciste.

En 1945 le vote des femmes a plus que doublé les contingents électoraux (sur 32 millions de Français âgés de plus de 14 ans, on compte 17 millions de femmes et 15 millions d'hommes). En doublant les voix obtenues par les partis socialiste et radical en 1936, on obtient 3.774.000 pour les socialistes et 2.907.000 pour les radicaux. Ceux-là obtinrent en 1946 : 3.432.000 voix et ceux-ci 2.381.000. Or le parti socialiste, sous prétexte d'épuration, a subi en fait en 1945 une scission dans ses cadres départementaux et locaux, beaucoup plus profonde que celle du néo-socialisme de Déat. On peut même dire qu'il a perdu ce que Jean Longuet appelait autrefois orgueilleusement « la parure intellectuelle du socialisme ». Le parti radical semblait égaré sur une voie de garage et son antiféminisme chronique lui a certainement nui chez les électrices... Dans ces conditions, on n'abuse pas en constatant le maintien de ces deux formations sur la plupart de leurs positions d'avant-guerre. Et l'on constaterait la même « constance » dans la grande bourgeoisie libérale, fidèle aux partis modérés et indépendants, héritiers du vieil opportunisme.

Le phénomène typique, c'est la croissance du parti communiste. Ne parlons pas de « saut », car

en dix ans le phénomène a pu suivre une courbe plus rapprochée de l'horizontale que de la verticale. Cependant, en doublant le nombre des voix communistes de 1936, on obtient 2.803.000 voix. En 1946 le parti communiste plafonnait avec 5.489.000 voix — soit près de 4 électeurs ou électrices en 1946 contre 1 électeur en 1936. Dans l'histoire de ce demi-siècle, il n'existe qu'un précédent : celui de l'invasion du Reichstag par la marée hitlérienne de 1930. N'insistons pas sur les explications connues : les moyens astronomiques de propagande, la surenchère démagogique, la fabrication en série des slogans et des mensonges, l'installation « manu militari » aux postes de commande de la presse, des syndicats, des administrations — canaux d'irrigation qui utilisent efficacement la crue, mais ne la provoquent pas. Cherchons des hypothèses, impossibles à démontrer mais que les chiffres vérifient :

1° Le P.C., comme le M.R.P., a bénéficié dans une proportion assez forte des nouveaux suffrages féminins. Ce n'est pas l'inexpérience politique qu'il convient d'incriminer — mais le manque de conscience de classe. La femme réagit sainement lorsqu'elle préfère les formules claires aux circonlocutions tortueuses des politiciens traditionnels. On ne peut pas reprocher aux femmes — dont on juge anormale, même lorsqu'on l'accepte, la participation à la production — de penser davantage à la famille qu'à l'atelier. Or les communistes et les catholiques portent la lourde responsabilité d'une politique « familiale » qui a déprécié le salaire professionnel et encouragé une « repopulation » dont la charge écrasera pendant plusieurs générations la population active. Responsabilité partagée par les incurables réactionnaires — égarés dans les rangs ouvriers — qui s'attendent sur « la femme au foyer ».

2° Il n'est pas davantage contestable que le parti communiste a largement bénéficié des suffrages des nouvelles générations électorales qui ont grandi dans l'atmosphère trouble de l'occupation et des maquis. Là encore, comme dans la masse électorale féminine, comme dans la jeunesse allemande de la crise d'après l'autre guerre, l'éloignement de l'atelier facilite toutes les corruptions. Le drame de la jeunesse d'après guerre a été trop fréquemment décrit pour qu'on y revienne. Mais en province — plus qu'à Paris — la nostalgie des maquis, des expéditions, des expropriations, de la vie dangereuse et facile a dressé un mur d'incompréhension et d'hostilité entre les générations. Le stalinisme, comme l'hitlérisme, a trouvé là son climat (2).

3° Dans l'appauvrissement intellectuel de la France — dont les intellectuels portent témoignage par leurs lâches complaisances et leur avilissement — le parti communiste tire sa plus grande force du caractère « irrationnel » de son action. Sans doute, la « grande politique » impose-t-elle toujours des contradictions, des reniements, des trahisons. Léon Blum s'épuisait en exercices de subtile dialectique pour justifier les variations socialistes. Marcel Déat nous amusait quelquefois en tentant d'expliquer les « diktats » d'Hitler. Rien de comparable chez les publicistes staliniens. Il ne s'agit ni de justifier ni d'expliquer, mais de traduire, de maintenir l'appareil, de porter l'agitation sur les points choisis. Cette puissance n'est pas inspirée par la foi, mais déterminée par le rite, les gestes d'adhésion ou d'exécution. « *On ne se met pas à genoux, parce que l'on prie... on prie, parce que*

(2) Notons que cela souligne l'importance de la **défense du métier, de la qualification professionnelle, de l'apprentissage**. Nous y reviendrons... ainsi que sur la question des possibilités de chômage dans la jeunesse intellectuelle.

l'on se met à genoux... », disaient de vieux sociologues. Cette formule s'applique exactement au « miracle » stalinien. Un professeur de bolchévisation — qui termina sa carrière politique dans la peau d'un ministre de Pétain — avait inventé autrefois « *la volupté d'obéir* ». Ajoutons celle « *d'imiter les gestes* » et nous aurons tout le secret de l'alignement des intellectuels staliniens, et nous comprendrons mieux la séduction exercée sur les intellectuels qui demeurent des « pas staliniens, mais... ».

Et quelle simplicité, en fin de compte ! Le Parti seul juge de vos actes, seul comptable de votre honneur et de votre vie. Un professeur de lycée, leader communiste d'avant-guerre, avait indigné tous ses collègues par son loyalisme à l'égard du gouvernement de Pétain. On parla de l'épurer — pas longtemps — car la puissance tutélaire le protégea — comme elle protégea Racamond et Marcel Cachin. La consigne épargne à la conscience le trouble de l'incertitude et des remords.

Inexpérience et vocation familiale des femmes, déclassement de la jeunesse, servilité des intellectuels — tout cela a servi sans nul doute la propagande stalinienne, comme elle avait servi la propagande hitlérienne. Tout cela n'explique pas la conquête — consolidée — de la majorité ouvrière. Faut-il croire encore en la volonté révolutionnaire de celle-ci ? On le voudrait. Compte tenu de la monstrueuse duperie que représente le stalinisme, on se réjouirait que le mensonge de la révolution russe excitât encore la volonté de puissance du prolétariat.

Tentons cependant de procéder par analogie. Nous avons évoqué les journées de juin 1936 que nous avons vécues. Un mouvement spontané d'où jaillit librement une discipline joyeusement acceptée.

Rien de comparable en 1944 et en 1945 au prodigieux et tragique désordre de la période héroïque de la Révolution russe.

Rien de spontané, rien de vraiment libre, aucune responsabilité précise à la base. Un désordre voulu, dirigé, orienté... jusqu'à l'atrocité. Et la fièvre tombée, une aspiration presque générale, vers la sécurité. Nous avons déjà opposé la méfiance des ouvriers à l'égard de tout ce qui n'émanait pas d'eux-mêmes s'affirmant dans la première Internationale, comme dans la C.G.T. de 1906 — à cette confiance servile de la classe ouvrière envers l'Etat et le Parti, qui aboutit au dirigisme de 1945. Une classe révolutionnaire n'abdique pas avant d'avoir combattu. Le stalinisme traduit le complexe d'infériorité de la classe ouvrière, comme le gaullisme celui de la bourgeoisie.

Et le même sentiment explique les succès staliniens aux élections purement ouvrières — pour les délégués d'entreprise, les organismes paritaires, les administrateurs de la Sécurité sociale. On ne vote pas pour les communistes parce que l'on veut se battre, mais pour éviter de se battre...

Cohue mouvante

La stabilité relative des effectifs électoraux du Parti communiste, comme les pertes subies par le R.P.F., prouve sans nul doute que les possibilités d'un phénomène fasciste, ou plutôt « national-socialiste » ont diminué depuis 1946 ; car on n'assiste pas à l'affaiblissement rapide des formations politiques traditionnelles, à la progression de la « cohue » dans la confusion des classes sociales. L'influence stalinienne a atteint son plafond.

Mais si la classe ouvrière fidèle au parti stalinien nourrissait encore des ambitions révolutionnaires, on assisterait comme en 1928 et en 1932 à une rupture entre les éléments prolétariens et les éléments petit-bourgeois groupés à l'extrême-gauche.

Si paradoxal que cela paraisse, un recul important sur le plan électoral du parti communiste aurait eu peut-être des effets plus dangereux pour le régime. En n'avancan pas numériquement, il perd l'espoir proche d'une conquête légale du pouvoir. En reculant notablement, il serait peut-être revenu à ses ambitions d'autrefois de prise insurrectionnelle du pouvoir. Cela n'exclut pas d'ailleurs l'hypothèse du « putsch » imposé de l'extérieur.

Nous avons déjà utilisé le terme de « cohue » pour l'opposer à celui de « classe ». C'était en 1934, lorsque l'on rêvait de « rassemblements anti-capitalistes » autour d'un plan conçu par des hommes que leur « éminence intellectuelle » (!?) his-sait au-dessus des partis et des classes.

Pour nous, à cette époque — et aujourd'hui encore — une classe sociale se caractérise par la conscience de son indépendance, la fidélité à des traditions, la permanence des intérêts, le développement d'institutions autonomes.

Pour rassembler la cohue, le nombre seul importait. Il fallait mépriser les traditions, subordonner les intérêts à de vagues impératifs doctrinaux, mettre au premier plan les accidents de l'actualité, appuyer, sur des formations confuses et mouvantes, l'autorité d'une phalange disciplinée. Sans doute les groupements électoraux présentent-ils pas mal des caractères d'une cohue. Seulement cette confusion ne dépasse pas l'urne, et même dans celle-ci les intérêts permanents, essentiels, pour être mal exprimés, ne sont pas négligés. Le danger est beaucoup plus grave, lorsque la cohue persiste, après le vidage de l'urne, ou lorsque la phalange totalitaire y trouve confirmation de sa force invincible...

Plus encore que le parti gaulliste, le parti stalinien présente tous les caractères de la phalange « pyramidale » s'imposant par la cohue comme le national-socialisme.

C'est donc encore une fois en revenant à l'esprit de classe, à la conscience pure de classe que l'on s'opposera efficacement aux entreprises totalitaires et fascistes.

Exemples d'agitations accidentelles

Ces commentaires des résultats des élections — rédigés au cours d'une période d'inaction forcée — ne m'ont éloigné qu'en apparence de nos préoccupations syndicales. J'avoue même qu'en cherchant mes conclusions, je pense à mes amis de l'Enseignement qui n'ont pas toujours compris les véritables motifs de mon attitude présente. A la veille du congrès du S.N. des Instituteurs, je voudrais m'adresser à eux avec le maximum d'objectivité.

Pour combattre « l'esprit de cohue », il convient d'écarter tous les motifs d'agitation « accidentelle », de mettre l'accent sur ce qui est *essentiel* et *permanent*, sur les intérêts de classe, sur la conscience de classe, sur les institutions de classe.

A titre d'exemples, je prends trois cas d'agitation accidentelle propres à entretenir « l'esprit de cohue » :

1° *La défense de la Résistance.* — Il n'est pas question de condamner celle-ci, de justifier a *posteriori* ceux qui ont accepté — et non subi — les contraintes du paternalisme vichyssois et de la domination nazie. Mais les violations du Droit, les atrocités commises à la Libération, compensent largement les défaillances et les trahisons commises sous l'occupation. La justice objective et impartiale ne peut rien réparer aujourd'hui. Et sur le plan syndical, il est inconcevable que l'on ait accepté l'intervention de la loi, de la police et des bandes armées faussant le libre jeu de la démocratie syndicale. La réaction de socialistes et de

syndicalistes devant tout projet d'amnistie m'inspire plus de tristesse que de colère. Qu'une libérale sympathique, secrétaire d'un syndicat de Fonctionnaires F.O., ait pu se joindre au chœur des exploités des cadavres de la Résistance, pour s'opposer à la révision de mesures iniques dont dans la majorité des cas de pauvres bougres furent les seules victimes, voilà une preuve nouvelle du danger de certaines solidarités pesantes.

Surtout, la Résistance — pour nécessaire qu'elle fût — (et qu'elle serait demain contre un néonazisme) ne pouvait pas avoir le caractère d'une lutte de classe. Nous avons suffisamment souffert dans le passé de la mentalité « ancien combattant ». Encore pouvait-on s'entendre sur une définition claire. Les titres de résistance sont « homologués » selon les caprices des majorités... Et la clandestinité permet tous les alibis. Certains se glorifient d'une action qui fut tellement clandestine qu'elle échappa à leur propre conscience...

Dépoignons, une fois pour toutes, de leurs uniformes les cadavres des victimes. Et méditons sur les vers lancés par Marcel Martinet, dans les « Temps Maudits » :

Heureux ceux qui sont morts en habits d'ouvriers !

2° *La défense laïque.* — Branle-bas de combat à nouveau ! La République a tremblé sur ses bases. Parce que l'on a tenté de faire voter des subventions indirectes aux écoles libres par l'Assemblée défunte. Le fait méritait sans doute d'être relevé. Mais fallait-il lancer le Comité de Défense laïque — dont les staliniens forment la minorité agissante — dans la bagarre électorale ?

Bien sûr, le Syndicat national des instituteurs n'a pas voulu condamner explicitement la nouvelle loi électorale, comme demandaient les staliniens. Mais en lançant le slogan : Votez laïque, il a condamné implicitement les apparentements, avec le M.R.P., ce qui indique une curieuse conception de la neutralité électorale.

Au risque de scandaliser quelques amis, j'ajoute simplement les observations suivantes :

Il n'est pas question de nier le danger clérical représenté par l'enseignement libre. Mais il n'est pas vrai que le danger soit plus grand, lorsqu'on réclame des subventions pour les écoles libres. C'est au contraire un signe d'affaiblissement (3).

D'autre part, l'obligation laïque se conçoit mal, lorsque l'Etat ne peut offrir suffisamment d'écoles aux usagers. C'est donc sur ce plan que l'action doit être menée. C'est aussi par des réalisations et des constructions — dans le domaine des œuvres sociales, péri et post-scolaires — et non par une politique de « verboten » — que la Foi laïque prouvera son efficacité agissante. Effort qui n'aura pas pour seul but de satisfaire la clientèle masonic ou stalinienne.

Je répète encore que mener la défense laïque de concert avec les staliniens (fortement accrochés à la Ligue de l'Enseignement) est une abominable imposture. Je pose encore une fois la question à Senèze et à Lavergne. Auriez-vous accepté de vous associer, dans la lutte contre le cléricalisme de Vichy, à Déat et à Albertini, dont le laïcisme étatique n'était pas contestable ?

(3) Précisons bien notre pensée. La défense laïque doit avoir une *base de classe*. Au lieu de centraliser, il faudrait encore *distinguer* et varier les formes de lutte, selon les conditions locales. Dans l'Ouest, où l'enseignement libre a une clientèle sensiblement égale à celle de l'enseignement public, le problème ne se pose pas dans les mêmes termes que dans le reste de la France. Rappelons simplement que pendant l'entre-deux-guerres, l'action laïque la plus efficace fut menée par le syndicat des Instituteurs du Finistère, également à la pointe du combat contre la colonisation communiste des syndicats.

Enfin, c'est *uniquement* sur le terrain de classe qu'il convient de se placer lorsque l'on étudie les rapports avec les syndicats chrétiens ? Le syndicalisme chrétien est en soi une absurdité... Mais je me refuse à mépriser les militants du syndicat chrétien de l'Education Nationale... pas plus que les instituteurs des écoles libres qui se refusent à se « décharner » pour assurer le salut des âmes de leurs patrons, et qui revendiquent à leur tour, avec quelque impatience. Marceau Pivert m'en voudra de cette affirmation imprudente. C'est pourtant son maître Jules Guesde qui dénonçait l'aberration anticléricale.

3° *L'antifascisme* ? — Déjà on entend la fameuse musique... On entend déjà les cris de ralliement... Il faut, par tous les moyens, avec tous les alliés possibles, s'opposer à de Gaulle !

Il convient d'abord de s'entendre sur les termes. Le fascisme italien fut une entreprise menée par une bande de « déclassés » s'emparant du pouvoir, par un coup de force, grâce à la défaite ouvrière et au désarroi d'une bourgeoisie sans base économique solide.

L'hitlérisme conquit les masses populaires « hors-classes » et s'installa légalement au pouvoir, dont la classe ouvrière allemande n'avait pas accepté la charge, dès que la crise mondiale eut sapé les bases des gigantesques constructions du capitalisme allemand. Nous avons déjà noté l'analogie avec le stalinisme. Le fascisme ne fut jamais qu'une carapace sous laquelle s'agitait le peuple italien. L'hitlérisme reposait sur le parti unique, présent et actif dans toutes les agglomérations et institutions.

De Gaulle, jusqu'ici, cherche ou place son personnel dans les institutions officielles : parlement, municipalités, armée, police. Il n'est pas exclu que le patronat l'utilise comme moyen de pression ou de chantage. Il n'est pas exclu que la dictature militaire paraisse efficace, en cas de conflit international, à quelques affairistes américains. Ce sont des possibilités réactionnaires, bonapartistes, comme nous en avons déjà connu, auxquelles on s'opposera normalement par l'action nationale et internationale des syndicats libres. Mais le véritable parti « totalitaire » siège à l'extrême-gauche. S'il peut, derrière la cohue antigauliste renouveler et réussir sa tentative avortée de 1945, c'est alors que se posera pour nous le dilemme tragique — seule la guerre pourra délivrer ceux qui survivront...

Réfaire la classe ouvrière

Ce ne sont là que trois exemples... Mais il ne suffit pas d'opposer l'esprit de classe à l'esprit de cohue. Un ami m'écrit « qu'une bonne partie du temps consacré, à combattre les cocos serait plus utilement employé à poursuivre et intensifier cette besogne d'instruction de la classe ouvrière qui me semble primordiale ».

Nous ne nous proposons pas ici d'autre but que d'armer ceux qui dans les ateliers, les bureaux, les écoles, s'efforcent de libérer les travailleurs du stalinisme. Mais ce n'est pas là, en effet, notre tâche essentielle. Il importe de s'accrocher aux « noyaux ouvriers » de résistance, non pour y jouer le rôle de chefs, de guides, d'instructeurs, mais pour y remplir modestement celui d'auxiliaires. C'est ce que nous tentons dans les Unions, comme au Centre confédéral d'éducation ouvrière. Il faut bien le répéter, puisque nos lecteurs les plus attentifs nous entendent si mal. C'est parce que nous considérons dans le syndicalisme, non seulement son action, mais ses institutions, que nous avons choisi la solution F.O. Les métallurgistes comme les cheminots n'ont pas besoin de nos services pour mener leurs luttes corporatives. Mais pour s'élever à la conscience de classe, il importe

d'abord que chaque militant — des Services publics et des industries privées — atteste par sa présence dans une Union de syndicats que la solidarité ouvrière a pour lui plus d'importance que toute idéologie ou doctrine.

J'accepte cependant toutes les initiatives qui tendent au regroupement à la base, à la seule condition qu'il s'agisse de reconstruire, de consolider ou d'étendre l'institution de classe et non de rassembler une nouvelle cohue. C'est, je le pense, l'esprit qui anime nos amis de la Loire. Il m'importe peu qu'ils demeurent autonomes provisoirement, s'ils combattent avec nous l'autonomisme de l'Enseignement, négation du syndicalisme universitaire. Je suis prêt à rencontrer des cégétistes ou des exclus de la C.G.T. s'ils sont vraiment conscients de la colonisation de leur centrale. Je suis prêt à rencontrer des libertaires et des anarchistes, s'ils ne sacrifient pas l'organisation à la propagande. Je suis prêt à rencontrer des socialistes, s'ils daignent comprendre qu'il n'est pas de socialisme concevable sans syndicalisme libre et s'ils collaborent effectivement au renforcement de celui-ci.

Rien de nouveau, rien d'original dans cette attitude, aucune subtilité byzantine. Un choix définitif, que confirme encore l'examen de la décevante consultation électorale du 17 juin 1951. Pour reprendre la phrase par laquelle Léon Trotsky caractérisait les Soviétiques et qui s'applique beaucoup plus exactement aux syndicats : *Ici la pensée ouvrière s'exprime non par un résultat arithmétique, mais par une volonté d'action.*

Roger HAGNAUER.

Colonisation soviétique

Les dirigeants de l'U.R.S.S. ont acquis non seulement le montant des réparations qu'ils imposèrent aux pays ex-ennemis payables en matériel industriel en produits manufacturés et en matières premières, mais encore le monopole de leurs industries, soit en invoquant ces réparations fixées à un taux plus qu'élevé, soit en confisquant à leur profit toutes les participations que l'Allemagne possédait dans les industries de ces pays. Et lorsque les peuples de ces pays, condamnés par un « Etat socialiste » à payer les frais de leurs anciens exploiters, furent au bord d'un effroyable effondrement économique, l'U.R.S.S. leur imposa, sous couvert d'assistance, ses « sociétés mixtes » grâce auxquelles elle s'octroya plus de la moitié des actions dans tous les domaines. Elle en fit de même en Pologne, en Tchécoslovaquie, intégrant ainsi à son économie celle de toutes les démocraties populaires, leur imposant des accords commerciaux tels qu'elle pouvait leur vendre ses produits aux mêmes tarifs que les prix mondiaux pratiqués par les Etats capitalistes alors qu'elle leur achetait leur production à des taux bien inférieurs.

Nous ne voyons guère dans ces procédés une différence d'attitude avec les mœurs impérialistes vis-à-vis des peuples coloniaux. Nous en voyons encore moins lorsque nous constatons que cette vassalisation économique des Démocraties populaires se trouve accompagnée, dans ces Etats, par la mise en place à la tête des armées, des chemins de fer, etc., d'officiers et de spécialistes russes.

LA LUTTE

Bulletin des Communistes indépendants, 14 décembre 1950.

Notes d'Economie et de Politique

NON, M. BRADLEY, L'ESPAGNE N'EST POINT UN ACTIF MILITAIRE

Au cours de son récent voyage en Europe, le chef d'état-major général des Etats-Unis a déclaré que « du point de vue purement militaire » il serait désirable que l'Espagne fasse partie du pacte atlantique.

On ne saurait commettre erreur plus grave et plus lourde de conséquences.

M. Bradley a l'air de s'imaginer que la force d'une armée s'estime au nombre de ses soldats : ajoutez un million d'hommes à un autre million d'hommes, et cela fait une armée deux fois plus forte. Grossière erreur ! La force d'une armée ne s'évalue pas par le nombre de ses soldats, mais par sa valeur morale, par la volonté de combattre qui l'anime.

C'est ce que, pour une fois, l'état-major français avait compris, au début de ce siècle, à la lumière du courage déployé par les Japonais dans leur guerre de 1904 contre les Russes, lorsqu'il enseignait par la bouche d'un de ses professeurs à l'école de guerre qu'au combat, le facteur moral n'est point le « principal facteur », mais le « seul facteur » qui compte en dernière analyse, car les autres n'interviennent que dans la mesure où ils agissent sur lui.

Or, cette vérité première, le général Bradley semble l'ignorer.

Cela se comprend d'ailleurs, l'armée américaine s'étant trouvée avoir toujours eu un moral à peu près en rapport avec le degré des épreuves qu'elle avait à subir. Mais nous autres Français avons, en ces matières, une tout autre expérience qu'un général américain. Nous savons que si les armées de la Révolution et de l'Empire ont été, en leur temps, les premières du monde, c'est qu'à cette époque, le moral du soldat français, alors seul soldat-citoyen, était le plus élevé du monde, et nous savons aussi, par contre, que ce même soldat français, sous le Second Empire, foutait le camp !

Nous savons que si, en 1914, le soldat français a « tenu », c'est qu'il voulait « tenir », du fait qu'il était convaincu qu'en abattant le militarisme allemand, il écarterait pour longtemps le spectre de la guerre, et nous savons aussi que si, en 1940, il s'est effondré sans combattre, c'est qu'il ne se souciait point de se battre pour un fascisme contre un autre fascisme, pour celui qu'était en train d'instituer M. Daladier contre celui déjà installé par Hitler.

Ayez le même nombre d'hommes, donnez-leur les mêmes armes ! Et vous serez victorieux ou vaincu selon que ces hommes voudront se battre, ou qu'ils ne le voudront pas.

Or, qui pourrait prétendre que l'armée de Franco, sauf un tout petit nombre de phalangistes profiteurs du régime, acceptera de se battre sous les ordres pour le compte d'un régime que le peuple espagnol vomit chaque jour davantage ?

Qu'on ne vienne pas prétendre que l'augmentation de la puissance destructrice des armes a changé ce que nous venons de dire ! On le prétendait déjà lorsque le combat à l'arme blanche fut remplacé par le feu de mousqueterie et le boulet de canon ; on le prétendit à nouveau lorsque apparurent le canon à tir rapide et la mitrailleuse ; les événements ont montré combien l'on avait tort. Et aujourd'hui même, l'événement montre que le courage du soldat continue à être un facteur primordial, même

contre l'avion et le napalm : en Corée, les Nations Unies disposent d'une aviation massive, entièrement maîtresse de l'air et ayant à sa disposition, même contre l'infanterie, des armes extrêmement redoutables ; or, cela n'empêche pas les Sino-Coréens de marcher à l'assaut en vagues serrées et d'emporter des positions, alors qu'il y a onze ans, une aviation allemande, bien moins maîtresse de l'air que l'aviation américaine de Corée et disposant de moyens de destruction beaucoup moins puissants, n'avait qu'à faire son apparition sur les champs de bataille pour frapper de terreur et mettre en déroute des régiments entiers de Français. Que sera-ce avec l'armée franquiste, quand elle sera en présence des avions russes !

La question que pose la déclaration de Bradley est de savoir si l'Amérique va renouveler en Europe, avec Franco, la monstrueuse gaffe qu'elle a commise en Asie, avec Chang Kai-shek, et qu'elle traîne comme un boulet. Chang Kai-shek avait, lui aussi, des tas de soldats et des tas de divisions, munis des armes américaines les plus récentes et les plus perfectionnées, et aussi des dollars à gogo. Sur le papier il était infiniment plus fort que Mao Tse-tung, mais cela ne l'a pas empêché de s'effondrer dès la première attaque résolue de celui-ci. L'actif que représentait, du « point de vue strictement militaire », comme dirait Bradley, le nombre de ses divisions, s'est révélé un passif, du point de vue militaire.

Passif encore plus lourd au point de vue politique. Il y a peu de temps encore, les Etats-Unis ne comptaient guère en Asie que des amis, les peuples asiatiques voyant en eux un défenseur à la fois contre la colonisation européenne et contre l'impérialisme japonais. Il a suffi de quelques mois pour changer cette amitié en hostilité. L'attitude de l'Inde est un excellent baromètre à cet égard. Le refus de l'Amérique de laisser la Chine se gouverner par d'autres que par Chang Kai-shek, couplé avec sa volte-face en Indochine, a fait se dresser contre elle toute l'Asie (à l'exception peut-être du Japon qui voit sans doute dans cette nouvelle situation l'occasion pour lui de tenter à nouveau l'aventure de régner sur l'Asie, grâce à l'aide, cette fois, de l'Amérique).

Etait-ce ce que l'Amérique cherchait en soutenant Chang Kai-shek ? En tout cas, c'est ce qu'elle a trouvé. Voilà où l'ont menée les beaux comptes des militaires faisant le calcul des soldats de Chang !

L'alliance de Chang Kai-shek a valu à l'Amérique la perte de l'Asie ; l'alliance avec Franco, si les militaires et le petit groupe de sénateurs à la solde du dictateur parviennent à l'imposer, lui vaudra la perte de l'Europe, car l'Europe libérale, l'Europe révolutionnaire, l'Europe populaire, la seule qui compte, en dernière analyse, sur les champs de bataille, ne voudra point se battre, ni pour Franco, ni avec Franco.

Chang Kai-shek, Franco, deux régimes pourris, deux régimes hais. S'unir à une pourriture conduit nécessairement à se pourrir soi-même, et à se faire haïr.

APRES LA PERTE DE L'EXTREME-ORIENT, CELLE DU PROCHE-ORIENT ?

En Extrême-Orient, c'est l'Amérique qui gaffe ; dans le Proche-Orient, c'est l'Angleterre.

Jusqu'à hier, le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient, de l'Indus aux Célèbes, étaient soumis à une domination coloniale stricte, alors que le Proche-Orient n'était que semi-colonisé. Tandis que le roi d'An-

gleterre était empereur des Indes, il ne dominait l'Égypte, l'Arabie et la Perse que par personnes interposées, celles des souverains locaux pour lesquels ses « conseils » étaient des ordres.

Tout naturellement, c'est là où la domination n'était point camouflée : que la réaction a été la plus violente : l'Angleterre a dû abandonner l'Inde de force, et la Hollande l'Indonésie, et il faut bien espérer que la France devra, un jour prochain, abandonner l'Indochine. Mais les pays semi-colonisés aspirent eux aussi à leur indépendance, à leur indépendance réelle. Si la réaction n'a pas eu besoin d'y être aussi violente, elle ne s'y poursuit pas moins d'une façon progressive.

En Égypte, depuis qu'en 1914 elle déposa le Khédive dans un dernier sursaut d'autorité, l'Angleterre a dû successivement abandonner presque toutes ses positions ; en Perse, dont elle put encore déposer le shah en 1942, il lui faut maintenant les abandonner aussi : la nationalisation de l'Anglo-Iranien en est le premier et solennel avertissement.

Si l'État persan s'est décidé à nationaliser l'Anglo-Iranien, c'est-à-dire, pour parler plus exactement, à se substituer à l'État britannique qui était le principal actionnaire de cette compagnie, comme propriétaire des gisements de pétrole de son pays, c'est que l'État persan veut désormais être maître chez lui, et qu'il ne le pouvait tant que la principale source de ses revenus, celle qui alimente la plus grosse part de son budget, dépendait d'un État étranger.

Chose très simple et très légitime, mais que le gouvernement britannique s'obstine à ne pas vouloir comprendre. Ce manque de compréhension est, entre bien d'autres, la preuve de l'« usure » du gouvernement travailliste. Lorsque celui-ci vint au pouvoir il y a six ans, il comprit aussitôt — et c'est son grand titre de gloire — qu'il ne servirait plus à rien de continuer à finasser, comme ses prédécesseurs, avec la volonté d'indépendance des peuples du Moyen-Orient : sans barguigner et très franchement, il proclama l'indépendance de l'Inde, de la Birmanie et de Ceylan. Par contre, maintenant qu'aujourd'hui il a perdu tout son élan, toute son intelligence, il se montre incapable de suivre une politique analogue dans le Proche-Orient.

Hier, il n'hésitait pas à reconnaître le droit de l'Inde à l'indépendance ; aujourd'hui, il se refuse à reconnaître à la Perse le droit de nationaliser l'une de ses industries ! Lui qui a nationalisé à tour de bras, en Angleterre même ! Car, qu'il ne vienne pas dire, comme il va essayer de le soutenir à La Haye, que la Perse n'a pas le droit de nationaliser parce que le contrat de concession de l'Anglo-Iranien porte l'engagement de ne pas nationaliser durant tout le temps de la concession. Le droit de nationaliser, d'« exproprier pour cause d'utilité publique » est un droit souverain de l'État, donc un droit auquel celui-ci ne peut renoncer. Toute clause contraire est nulle de plein droit, aussi nulle que l'est, en droit moderne, l'engagement pris par un individu de se faire esclave.

Il est vrai que s'enferrant toujours davantage dans ses grossières « habiletés », Morrison a finalement déclaré qu'il acceptait le « principe de la nationalisation ». Mais lorsque la Perse veut appliquer la nationalisation, Morrison déclare qu'il en a reconnu le « principe », mais que c'est lui qui doit décider de la manière dont s'opérera cette nationalisation ! Autrement dit, on dénie à la Perse le droit de faire elle-même ses lois, et de les appliquer sans le consentement de ceux auxquels elles s'appliquent ! C'est absolument grotesque ! Si la Cour de La Haye adoptait une thèse aussi monstrueuse, elle perdrait tout droit à se dire encore un tribunal.

Au moment où j'écris, je ne sais encore quelles

seront les ultimes décisions qui seront prises par le Cabinet britannique, mais ce dont je suis bien sûr, c'est qu'il n'est qu'un moyen pour la Grande-Bretagne de ne pas perdre complètement pied dans le Proche-Orient, c'est de jouer aussi franc jeu en Perse qu'elle le fit, finalement, aux Indes : accepter catégoriquement, non seulement le « principe » de la nationalisation, mais toute la loi de nationalisation elle-même, et, en outre, aider la Perse à faire de cette nationalisation un succès, en l'aidant résolument, aux points de vue technique, commercial et administratif, dans l'exploitation des gisements et de la raffinerie.

En abandonnant ses « droits » sur l'Inde, l'Angleterre s'est assurée dans l'Inde des positions politiques et économiques de premier ordre — malgré le passé de sang qui séparait les deux peuples ; en abandonnant ses « droits » sur le pétrole persan, l'Angleterre peut s'assurer également des positions politiques, économiques et stratégiques de premier ordre dans un État dont l'indépendance à l'égard de la Russie est, comme c'est le cas de la Perse, d'un intérêt capital, aussi bien pour l'Angleterre elle-même que pour tout l'Occident.

AMUSER LE TAPIS

Nous ne saurions trop le répéter — car on a toujours tendance à oublier ce à quoi l'on préfère ne pas penser — le fait capital qui domine notre époque — et la dominera jusqu'à ce que soit créé un État mondial — est la guerre ; et ce qui domine aujourd'hui toute la tactique et la stratégie guerrières est la désagrégation de l'atome.

Aussi est-ce dans les questions relatives à cette dernière qu'il faut chercher la clef qui explique tous les « mystères » de la diplomatie soviétique.

Si la Russie a, l'an dernier, proposé une conférence à quatre pour discuter du réarmement allemand, et si elle a fait durer la conférence préliminaire des suppléants plus de soixante séances et ne demandait qu'à la faire durer encore, c'est qu'il s'agissait pour elle, par ce moyen, de ralentir, d'endormir, d'énerver l'effort de réarmement occidental, et de faire ajourner tout particulièrement le réarmement allemand... cependant qu'elle constituait son stock de bombes atomiques.

Pour que la Russie puisse tenter la guerre avec succès, il faut qu'elle puisse disposer d'un stock suffisant de bombes atomiques avant que le réarmement européen ne soit un fait accompli et ne vienne équilibrer les forces terrestres. Avec un déséquilibre considérable entre les forces terrestres de l'Occident et celles de la Russie, comme celui qui existe aujourd'hui, et un équilibre à peu près réalisé dans les forces atomiques, la Russie peut espérer en une guerre éclair qui lui assurerait la maîtrise du monde. Donc nécessité pour elle de maintenir le plus possible l'actuel déséquilibre terrestre jusqu'à ce qu'elle ait réalisé l'équilibre atomique. La conférence des quatre n'avait pas d'autre but et elle n'a pas mal réussi puisqu'elle a réussi à arrêter l'armement de l'Allemagne.

Mais voilà que l'Occident met fin à la conférence des « suppléants » et qu'on annonce que l'Amérique est prête à exiger d'urgence de ses alliés le réarmement de l'Allemagne, pour lequel les plans sont maintenant prêts. Une nouvelle manœuvre était donc nécessaire pour réendormir l'Occident en le réassurant, et l'amener ainsi à éloigner une fois de plus le calice d'avoir à se tenir prêt pour la guerre : d'où la proposition Malik de cesser le feu en Corée.

Tout cela est d'un machiavélisme enfantin. Mais pour les *minus habens* que sont nos hommes d'État, c'est bien suffisant.

R. LOUZON.

La renaissance du Syndicalisme

La C.G.T. au Palais des Mirages

Plus encore qu'en 1948, il est inutile de faire du récent congrès de la C.G.T. un compte rendu classique, puisque les interventions furent presque intégralement reproduites dans « Le Peuple ». Aucune n'étant spontanée ou improvisée mais au contraire dûment approuvée auparavant, il fut facile aux journaux communistes de faire preuve généralement d'une belle « loyauté » dans leur reproduction. Il est donc seulement nécessaire d'essayer, en quelques notes, de recréer l'atmosphère combien spéciale de ces assises dites « syndicales ».

Cette simple impression est d'ailleurs primordiale. Car je crois que, plus que les textes, elle prouve irréfutablement que la C.G.T. est complètement russifiée.

On était accueilli au congrès par un service d'ordre sévère et soupçonneux formé de jeunes gens de l'U.J.R.F. convoqués par l'Union des syndicats de la région parisienne. Leur nombre et leur attitude faisait invinciblement penser à un entraînement pour le futur M.V.D. français.

On pénétrait dans une sorte de kermesse où les journaux stalinien — *Peuple, V.O., Servir, France nouvelle* — avaient leur stand et où les principales fédérations exposaient, soit des statistiques, soit des rétrospectives de presse syndicale, soit des chefs-d'œuvre d'écoles professionnelles, comme dans les patronages bien pensants. On y proposait de la littérature orthodoxe, on y quêtait, on y demandait des signatures dont on acceptait facilement la multiplication, on y promenait des sourires de béatitude et de complicité entre initiés. Bref, assez l'ambiance d'une fabrique paroissiale de chef-lieu de canton. Puis on entra dans la salle du congrès.

Dominant une assemblée de plusieurs milliers d'assistants, une immense tribune où siège un præsidium pléthorique comprenant des éléments extrasyndicaux, tel Yves Farge. De grandes draperies rouges encadrent cette tribune, surmontées des slogans du jour et agrémentées de colossales photographies de Frachon, Croizat et Le Léap. Au milieu de la salle, le carré compact des « inorganisés », très attentifs au signal du chef de claqué (je ne force point la note). Les délégués réguliers n'ont qu'à suivre...

Dans l'enceinte de la presse, généralement aucun journaliste professionnel, mais une centaine de néo-rabors, employés administratifs des deux sexes appartenant aux fédérations d'industrie, à l'Union des syndicats parisiens et à l'appareil confédéral, qui font péniblement un exercice de compte rendu pour leur journal professionnel ou leur organe de cellule. Ils préparent de ce chef leur incorporation dans la phalange des 3.000 « journalistes — sic » qui doivent dénoncer dans *l'Humanité* l'occupation américaine. On les a pourvus d'une carte de *l'Avant-Garde* ou de la *V.O.* pour le cas où un journaliste, syndiqué à la C.G.T. mais insuffisamment averti, s'étonnerait de cette invasion de confrères et consœurs inconnus.

N'exagérant rien et pesant mes mots, je peux dire : un militant syndicaliste français ayant vécu de nombreux congrès se sentait complètement étranger à ce qui se déroulait au Palais des expositions. Tombé d'avion au milieu d'une cérémonie rituelle en Papouasie, voire chez les adventistes du septième jour, il aurait été aussi à son aise. Une chose m'a cependant rassuré : c'est de ne pas être tout seul de mon avis. D'autres militants égarés en ce congrès m'ont avoué leur impuissance à apprécier ce qu'ils nommaient, eux, tout uni-

ment, spectacle de music-hall. Certains m'ont dit qu'ils ne reviendraient plus dans les mêmes conditions et pour le même travail. Si je ne les désigne pas plus clairement, c'est pour ne pas augmenter leurs difficultés dans les jours qui viennent.

Mais revenons au congrès. Le rite observé peut se résumer ainsi : On ne discute pas, on adopte les interminables rapports approuvés à l'avance par l'état-major stalinien. Ces rapports, qui contenaient d'ailleurs la seule autocritique permise à ce congrès, alternant avec les interventions tonitrueuses pour lire les adresses des C.G.T. vietnamienne, polonaise, etc., et leurs réponses ainsi qu'avec les vedettes-surprises : secrétaire de syndicat de dix membres ayant quitté F.O. ou la C.F.T.C. avec son organisation de masse, ou détachement de communistes de chez Renault s'alignant en bleus impeccables sur la tribune, pendant que le préposé de service lit au micro l'adresse que lui a transmise la veille le responsable local du parti.

Chaque fois l'U.R.S.S., notre grand camarade Chose, notre cher camarade Machin sont cités, et chaque fois, à chacun de ces mots-clés, sur le signe du chef de claqué, les applaudissements rythmés stoppent l'orateur confédéral ou le chef de délégation. On peut bien dire stopper, car on a repris les applaudissements « chemin de fer » imitant le bruit d'un train. Honegger n'avait pas prévu cela.

Monmousseau le gaffeur

Parfois on remplaçait le « chemin de fer » par des slogans ou le nom de l'orateur scandés autant que hurlés : « Le-fas-cisme-ne-passera-pas » ; « Durand, Du-rand ». On scanda une fois : « Gas-ton, Gas-ton ». Et c'est là qu'on put commencer à sourire. Monmousseau présidait. On l'avait chargé de faire un laïus-appel pour la journée de la paix du 15 juillet. Le bougre a donné suffisamment de gages et, bien qu'il s'essaye chaque semaine dans la *V.O.* à jouer les Colas Breugnon de prix-uni-ques (au fait, un Colas Breugnon peut-il écrire en U.R.S.S. ?) on pensait pouvoir lui faire confiance, ne pas avoir besoin de lui remettre un texte. Or nous ne pouvons faire mieux que de citer *Franc-Tireur* pour résumer ce que ça a donné :

— Il ne faut pas vivre sur le passé, déclara Monmousseau, si l'on veut sauver l'avenir et la paix. Les travailleurs allemands ne veulent pas faire la guerre...

« Moi, camarades, alors qu'il m'arrive rarement d'y faire allusion, je vais vous dire une chose : j'avais un grand fils qui a été arrêté par la police de Pétain et de Laval. Il est mort dans les camps de la mort lente. Eh bien ! je vous dis qu'il faut savoir oublier le passé ! (L'assemblée, stupéfaite, reste froide comme marbre.) Je sais qu'il y a des souvenirs pénibles, que le bruit des bottes nazies résonne encore à nos oreilles, mais il est nécessaire de mettre le passé un peu plus loin lorsqu'il s'agit de sauver la Paix ! »

Pour une fois, le mécanisme du congrès était en défaut. On avait bien dit à Gaston d'inviter les militants à se préparer à côtoyer, dans cette journée de la paix, les bons Allemands, c'est-à-dire ceux qui sont bien notés en zone orientale, mais pas de les inciter à effectuer ce tournant en épingle à cheveux. Ceux-ci, qu'on barattinait encore

cinq minutes plus tôt de chauvinisme, restaient figés. Il y eut incontestablement un grand malaise, mais cette scène se traduisit ainsi dans *l'Huma* du lendemain :

La salle est bondée quand s'ouvre la séance. Les militants acclament Gaston Monmousseau qui préside et qui, en termes émouvants, a fait revivre les heures inoubliables de la Conférence européenne de Berlin. Monmousseau rappelle l'événement exceptionnel que représentait cette conférence, mettant face à face 148 délégués de nos usines et 400 délégués des entreprises de l'Allemagne occidentale, ainsi que des délégués de nombreux autres pays.

Les délégués français et allemands, explique le secrétaire de la C.G.T., se sont trouvés d'accord, ont manifesté fortement leur volonté d'action commune contre le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest, leur volonté de s'unir pour empêcher la guerre. « Il ne faut pas, déclare-t-il, que le bruit des bottes nazies qui résonne encore sur notre sol nous empêche d'entendre le bruit actuel des bottes américaines. »

Le surlendemain, ayant pris connaissance de *Franc-Tireur*, notre chère *Huma* publiait :

UNE INFAMIE

La presse américaine de langue française s'attaquait hier à Gaston Monmousseau, qu'elle accusait (*Franc-Tireur* dixit) « d'être prêt à oublier les nazis et l'occupation et les camps de concentration ».

Ladite presse n'était représentée au Congrès de la C.G.T. que par le représentant de l'A.F.P., Beaufrière.

L'agence gouvernementale a odieusement truqué les déclarations du secrétaire de la C.G.T. à la réunion consacrée à la Paix.

Les agents de Truman ne pardonnent pas à Monmousseau, dont le fils est mort dans les camps nazis, d'avoir été l'animateur de la Conférence ouvrière de Berlin et de faire confiance au peuple allemand opposé à la guerre.

Car, ainsi que Monmousseau l'a dit, « l'écho du bruit des bottes nazies ne saurait nous empêcher d'entendre celui des bottes américaines qui foulent notre sol ».

Et nul travailleur honnête ne confond les Allemands d'Adenauer, de Schumacher et de Carlo Schmidt avec la classe ouvrière qui suit le chemin tracé par Thaelmann.

Or non seulement les propos relevés par *Franc-Tireur* sont authentiques, mais Monmousseau les répéta plusieurs fois à l'ahurissement grandissant de nombre de délégués. On aurait dit un leitmotiv provocateur en ce congrès où l'on s'inspirait plus de Jeanne d'Arc que de Louise Michel. Ce n'est pas non plus la ridicule « Adresse à la presse de « désinformation » que publia ensuite le *Peuple* qui changera la vérité. Tant d'insistance dans le mensonge fait seulement penser que Gaston révéla brusquement un nouveau tournant qu'on ne voulait amorcer que prudemment.

Je termine ces impressions en signalant l'intervention de Baudin, secrétaire général de la Fédération des ports et docks. Exception à la règle, elle eut lieu dans une ambiance glacée, ne recueillant finalement que les applaudissements des quelques camarades de son organisation présents dans la salle. Sans doute voulait-on sanctionner ainsi les échecs que les dockers ont éprouvés ces derniers mois dans leur action anti-américaine, mais on ne s'expliqua point.

Enfin, autre progrès incontestable de ce congrès, l'autocritique fut réservée aux leaders confédéraux. C'est-à-dire qu'on ne ménagea même plus les apparences d'une libre discussion par l'audition d'une opposition de sa Majesté.

HELLEMES.

P.S. — Les chiffres officiels de la C.G.T. indiquent une perte de 813.000 syndiqués entre le Congrès de 1948 (4.428.000) et celui de 1951 (3.615.000).

PETITES NOTES

Le « clou » du congrès de la C.G.T.

Congrès ou spectacle de music-hall ? nous demandions-nous le mois dernier. Le music-hall l'a emporté. La plus excitante exhibition a été celle de l'abbé Barreau et du postier Turc.

L'abbé Barreau est un prêtre ouvrier, présentement secrétaire de l'Union des Métaux de la Seine. Turc, un ancien secrétaire de l'Union départementale F.O. du Vaucluse.

Avec Frachon, sérieux comme un pape, ils ont formé le grand tableau symbolique, leurs trois mains levées haut et serrées, à la tribune du congrès.

Admettons que le jeune Turc et le prêtre ouvrier Barreau soient de bonne foi. L'hypothèse est parfaitement plausible en ces drôles de temps. Turc a pu être gravement déçu par son ancienne Fédération postale et par la C.G.T.-F.O. On comprend ça. L'abbé Barreau peut se figurer qu'il a rejoint la classe ouvrière en se mêlant aux stalinien.

Nous nous demandons seulement ce qu'ils penseront l'un et l'autre dans six mois, ou dans six ans. Six mois s'ils sont intelligents. Six ans, s'ils sont durs de la comprenote. Il est difficile qu'ils ne reconnaissent pas alors qu'ils ont été joués dans cette comédie de l'unité syndicale.

L'Internationale du baisemain

Dans le *Monde* du 31 mai, Favrel peint ce tableau contemplé à l'aéro-gare de Berlin-Est :

« ...Le hasard nous réservait une surprise : sur le seuil de la porte, tournant le dos à l'indifférence d'une sentinelle soviétique, la camarade Vaillant-Couturier donnait sa main à baiser à un personnage plié, talons joints, à l'angle droit d'une révérence de grand style.

« ...Ce baisemain royalement consenti par la camarade Vaillant-Couturier à son admirateur anonyme n'était qu'un avant-goût de tous ceux qui à chaque pas marquent en Pologne les rapports des sexes. Baisemain par-ci, baisemain par-là, à toute heure, en tous lieux, à domicile, au bureau, au magasin, à l'hôtel, au café, sur le trottoir, dans le tramway, sur les ruines... ».

L'Internationale communiste devenue l'Internationale du baise-main, Lénine n'avait pas prévu ça.

Pour le dossier de Clauzet, l'instituteur stalinien

Versons-y ce petit texte. Il explique pourquoi un philosophe russe a cinq pour cent de chances de mourir de mort naturelle.

Nous l'empruntons à *Preuves* de mai, d'après les souvenirs d'un étudiant yougoslave « J'ai vécu deux ans parmi les étudiants russes ».

« Il m'avait fallu un certain temps, je dois le dire, pour m'apercevoir qu'en U.R.S.S. s'était effectuée une brutale révision de la philosophie marxiste et je m'étais souvent demandé pourquoi tant de philosophes, si hautement cités en exemple autrefois, avaient peu à peu disparu de la scène.

J'en eus la première explication à Leningrad. J'avais été consulter, à la bibliothèque, les numéros de la *Revue Philosophique* de 1922 à 1943. Un article paru en 1936, sous le titre « La Volonté du Peuple Soviétique », m'apprit que les philosophes Karev, Sten, Raltchevitch, Dmitriev et Adamian Fourchtchik avaient été fusillés comme ennemis du peuple. Karev et Sten, philosophes très distingués, étaient la main droite et la main gauche de Debordine, depuis 1930 leader du front philosophique de l'U.R.S.S. Quand Debordine fut abattu comme « idéaliste menchevik » en 1936, Fourchtchik avait été salué, par son maître Miti, comme « la force nouvelle de la philosophie dont il

fallait beaucoup attendre ». Puis tous deux avaient été liquidés à leur tour, toujours par « la volonté du peuple soviétique ». Dans le numéro 2 de la *Revue Philosophique* de 1937, sous le titre « La bande trotskyste », Moskaliov expliquait les raisons de ces liquidations. Mais dix ans plus tard, lui-même disparaissait à son tour...

On pouvait admettre, dans ces conditions, que ceux qui restaient préféraient se condamner au silence ou devenaient comme nos professeurs des poupées de son.

Le soir, je demandai à un camarade :

— Devine ce que c'est qu'un philosophe ?

— Eh, me dit-il, c'est un homme qui s'intéresse à la philosophie.

— Non, répliquai-je, c'est un homme qui a cinq pour cent de chances de mourir de mort naturelle ! »

Les révélations d'Olga

Nous ne versons pas ces propos d'Olga Tournade, secrétaire de la C.G.T., au dossier de Clauzet. Ils y sont déjà, forcément.

Nous les signalons aux enseignants et à tous ceux que préoccupent les problèmes de l'école.

Dans un avant-propos à la brochure *Où en est l'École soviétique ?* Olga Tournade résume ainsi les deux buts principaux de l'école en Staline :

« 1° Donner des bases scientifiques aux élèves pour leur permettre de devenir de véritables bâtisseurs ;

« 2° Donner aux élèves les bases de l'éducation communiste avec son développement naturel : amour de la Patrie, du travail, de la famille, amour du Parti Communiste Bolchevik et de son chef aimé Joseph Staline ; en un mot, donner les bases à partir desquelles se forme « L'Homme Moderne ».

Plutôt très vieil homme, cet homme nouveau que prépare le surcléricisme stalinien.

Déjà en juin 1948

Nous avons trop penché vers F.O., nous reprochions parfois. Nous n'aurions pas assez soutenu les efforts tentés ces dernières années pour rassembler les éléments révolutionnaires appartenant aux centrales différentes.

Ce n'est pas aussi vrai qu'on se plaît à le dire. Au lendemain de la déclaration d'Angers, donc au début de F.O., à l'occasion d'un premier Cartel de rassemblement, Monatte écrivait, dans la « R.P. » de juin 1948, ceci qui pourrait fort bien être repris aujourd'hui :

« Que faut-il faire ?

A mon avis, demander aux syndicalistes révolutionnaires partout où ils se trouvent de ne pas s'endormir, de travailler pour leurs idées, de ne pas se regarder en chiens de faïence pour des questions de Confédération.

Les syndicalistes qui sont à la C.G.T. ne font certainement pas ce qu'ils pourraient faire.

Ceux qui sont à F.O. non plus.

De même ceux qui sont à la C.N.T. Ou dans les syndicats autonomes ou indépendants.

Qu'un lien soit utile entre tous, je n'en disconvierai pas. Il suffit qu'on sente et réagisse de même dans les grandes questions pour que ce lien soit possible.

Quand on lit sous la plume d'un militant ouvrier chrétien ce que nous reproduisons aux Documents sur l'usine Renault on est amené à penser que ce lien pourrait couvrir un fameux espace.

Lien d'opinion, pas lien d'organisation.

Si c'est ainsi qu'on comprend la Confédération des syndicalistes révolutionnaires dont il est question, elle pourra peut-être donner quelques fruits ; si l'on veut rabattre pour une centrale syndicale, j'ai grand-peur que cela ne donne rien de bon. »

La gauche de la C.F.T.C.

Au dernier congrès de la C.F.T.C. la gauche a courageusement défendu son point de vue. Particulièrement sur l'affiliation à la Confédération internationale des syndicats libres. Maintenir l'adhésion à l'Internationale chrétienne, a-t-elle dit, c'est se condamner à une politique d'isolement confessionnel sur le plan international.

On savourera la réponse de Tessier. C'est pour ne pas se couper davantage de la C.G.T., qu'il ne va pas à la C.I.S.L.

Saluons particulièrement cette déclaration de la gauche :

« Si révolution signifie transformation consciente de la structure économique et des rapports sociaux, le syndicalisme français doit être aujourd'hui techniquement révolutionnaire. C'est dire qu'il doit détruire en lui d'abord toute survivance, toute médiocrité petite-bourgeoise. »

Une grande différence

Parlant à des journalistes français, lors du dernier Congrès de l'Auto du C.I.O., Walter Reuther aurait fait, d'après le *Bulletin syndical* du 14 mai, les déclarations suivantes :

« Une grande différence existe entre les organisations syndicales américaines et les syndicats français. Chaque mois, les 1.251.231 membres de l'U.A.W. paient leur cotisation. »

Nous comprenons que Reuther soit fier de son organisation. Nous lui avouons que nous ne sommes pas toujours fiers des nôtres. Cependant nous ne nous attendions pas à ce langage dans sa bouche.

Les syndiqués français ne paient pas leurs cotisations ! Cette chanson vous a un vieux relent social-démocrate. L'avons-nous assez entendue dans la bouche d'un tas de chefs syndicaux allemands depuis cinquante ans !

Gribouille

Fêtant le cinéaste russe Poudovkine, salle Pleyel, un soir de fin avril, M. Claude Autant-Lara s'est écrié :

« Nous vous envions, nous qui désirerions tant porter à l'écran les problèmes du jour et les traiter avec franchise et exactitude, nous qui sommes prisonniers de consignes ou d'interdictions plus ou moins avouées. »

Le plus sidéré fut certainement Poudovkine. Il ne s'attendait pas à être envié pour la liberté dont il jouit.

Quelle idée se fait donc du cinéma russe M. Autant-Lara ? N'aurait-il qu'un œil ou guère de cervelle ? Un œil tourné obstinément du côté d'Hollywood. Une cervelle incapable de comprendre que s'il est difficile de traiter en pays capitaliste les problèmes du jour avec franchise et exactitude, c'est impossible en pays totalitaire stalinien.

M. Autant-Lara appartient à la race des bourgeois et patrons français qui ne sont plus capables que de jouer les gribouilles.

Deux cent mille nouveaux permanents

J'avais lu je ne sais plus où que le parti stalinien italien projetait de se donner deux cent mille nouveaux permanents.

Ça doit être une coquille, m'étais-je dit.

Il paraît que non.

Dans *Preuves* de mai, au cours d'un portrait de Togliatti, on trouve sous la signature de P. Bonuzzi :

« ...Diverses mesures... tendent à une refonte de l'organisation de base (du parti), à un renforcement des organes de contrôle et, d'après le rapport de Secchia, à la formation accélérée de deux cent mille nouveaux permanents ! »

Ce n'était donc pas une coquille.

LIVRES

REVUES

UPTON SINCLAIR : O Shepherd, speak ! Haldeman-Julius Publications, Girard, Kansas.

Ce livre est le dixième d'une série commencée en 1940 et la conclusion d'un projet ambitieux qu'Upton Sinclair a mené à bonne fin. C'est, sous une forme romancée, l'histoire de notre temps, de la période mouvementée qui va de 1913 à 1946.

Au fond, cette œuvre considérable, par son étendue et par la grandeur des événements qu'elle évoque, ne se différencie pas essentiellement des ouvrages qui l'ont précédée. Quand Upton Sinclair écrivait « La Jungle », ou « Boston », ou « Jimmie Higgins », c'était toujours un fragment de la vie américaine qu'il décrivait avec le souci de substituer la vérité aux mensonges. Si cette collection de dix volumes, qui se suivaient régulièrement d'année en année, est quelque chose de nouveau, c'est avant tout par sa dimension, par le nombre de personnages s'agitant au centre d'événements qui ébranlent le monde.

En un appendice au présent volume, Upton Sinclair raconte comment il a été amené à entreprendre une œuvre de cette sorte ; en réalité, explique-t-il, elle s'est imposée à lui. Il s'était toujours intéressé à ce qui se passe dans le vaste monde, mais pour son œuvre d'écrivain, il se limitait volontairement à l'Amérique ; le monde, c'était alors trop grand. « Je suis en Amérique, et l'Amérique c'est assez pour moi », se disait-il. Il écrivit « Oil » (le pétrole), parce qu'il voyait des derricks dans son voisinage et jusque dans la mer ; « Boston » parce qu'il fallait fixer la vérité sur l'affaire Sacco-Vanzetti.

Mais les événements qui se déroulent dans le monde entre les deux guerres sont si graves et si menaçants qu'un grand thème s'impose à son esprit. C'avait été l'avènement de Mussolini, puis de Hitler, puis de Franco, la terrible agonie de l'Espagne, Munich. C'est alors qu'il se dit : « C'est la fin, la fin de notre monde. » Le premier volume qu'il publiera en 1940 a justement pour titre « World's End » (La fin du monde).

Un jour, comme amené par un déclic soudain, un tableau surgit devant lui : une longue suite d'événements, avec les réactions qu'ils provoquent, et un ensemble de personnages, des bons et des mauvais, des vieux et des jeunes, des riches et des pauvres. Jamais un sujet ne s'était emparé de lui avec cette force ; impossible de résister, il fallait écrire. En trente-six heures, pendant lesquelles il ne peut penser à rien d'autre, il met en place personnages, vrais et fictifs, et les événements. C'est le schéma de « World's End ».

Pour relier tout cela, pour conduire aisément son récit, aussi pour avoir la possibilité de parler pour son compte mais par personne interposée, il imagine un personnage, fils d'un « marchand de canons » américain, socialisant, anarchisant, que sa situation sociale met en contact avec toutes sortes de gens, un peu partout en Europe et en Amérique. Pour décrire en témoin les grandes rencontres internationales, les conférences secrètes des « trois grands », il en fait un homme de confiance de Roosevelt, un « agent présidentiel » qui, ainsi, est partout présent.

La fiction côtoie constamment, on le voit, la réalité. Le genre admis, il faut reconnaître qu'Upton Sinclair a brillamment réalisé son dessein. Ces dix gros volumes sont d'une lecture agréable ; ils ont eu, tous, un grand succès, figurant l'un après l'autre sur la liste des best-sellers ; leurs nombreux lecteurs, en Amérique et dans la plupart des pays où des traductions ont paru, trouvent là, sans effort, une histoire populaire des deux guerres mondiales, une histoire de trente années constamment secouées par des événements qui retentissent dans le monde entier.

Mais il ne faudrait pas croire qu'histoire populaire signifie histoire fantaisiste. Elle est de tendance très rooseveltienne, l'auteur n'a pas songé à le dissimuler, mais le souci de vérité et de fidélité n'en est jamais absent. Pour éviter des erreurs possibles dans un travail de ce genre et de cette im-

portance, Upton Sinclair a pris toutes les précautions possibles, se reportant aux ouvrages, nombreux, de mémoires, de souvenirs, questionnant, interrogeant les hommes qu'il mettait en scène, tous ceux capables de vérifier certains points de son récit.

Du soin et de la minutie qu'il apporte dans ces vérifications, nous avons eu récemment un exemple ici même quand il nous écrivit pour préciser un passage de sa lettre du 19 février dernier, insérée dans le numéro d'avril. La destruction à laquelle il était fait allusion n'était pas celle de la « puissance » chinoise mais des barrages qui alimentent la Mandchourie en force électrique.

Une traduction française est publiée en Belgique, mais on la voit très peu en France pour des raisons que j'ignore ; je crois cependant que les Français, qui ont été si pauvrement informés pendant la guerre, s'y intéresseraient. — **A. ROSMER.**

P.S. — **L'Age Nouveau** vient de publier, dans sa livraison de juin, la traduction d'une « Lettre de Sinclair aux ouvriers anglais », écrite le 29 décembre 1950. Ayant appris que la propagande russe se servait de plusieurs de ses ouvrages, notamment de « La Jungle », pour dire : Voilà la condition des ouvriers américains, il rappela que son livre datait de cinquante ans et que les faits, par lui rapportés, exacts il y a un demi-siècle, ne correspondaient pas à la réalité d'aujourd'hui. Mais Radio-Moscou ne pouvait l'admettre : Sinclair était un renégat.

DANIEL GUERIN : Où va le peuple américain ?

La révolte agraire. La révolte nègre. Julliard, édit.

Le second volume de cet ouvrage présente les mêmes caractéristiques que le premier. Même abondance de citations et de références, recueillies et commentées selon cette simplification « gauchiste » et livresque qui permet des jugements tranchants, et avait conduit l'auteur à écrire que les jeunes syndicats du C.I.O. sont déjà sclérosés, leurs dirigeants des traîtres, à présenter les trusts en monstres de mélodrame, à dénoncer la « machine totalitaire de l'impérialisme américain ». Comme il disait avoir étouffé pendant les deux années qu'il avait passées aux Etats-Unis, et n'avoir vu que des gens qui étouffaient aussi, ces appréciations, si elles étaient contestables, n'étaient pas trop surprenantes.

La condition des nègres lui offrait un sujet où l'état d'esprit dans lequel il avait abordé son travail risquait moins de l'égarer tant le traitement partirait au quel les nègres sont soumis est encore aujourd'hui, par tant de côtés, révoltant. Il l'empêche cependant de présenter le problème dans sa vraie perspective, de l'étudier en ses divers développements avec ce souci d'objectivité scientifique qu'il prétend être le sien.

Les deux guerres mondiales, en provoquant l'exode de milliers de nègres vivant dans l'atmosphère esclavagiste des Etats du Sud vers les grandes villes du Nord, et en les incorporant dans l'industrie, ont eu une influence considérable : pour ceux qui ont quitté le Sud pour n'y plus revenir, et aussi pour les nègres dans leur ensemble. La vie commune dans des conditions de travail pour une bonne part identiques a contribué à atténuer la virulence des antagonismes raciaux.

Guérin ne manque pas d'en donner des exemples. Seulement, n'étant pas « dominé par la haine et la peur du stalinisme — comme l'est quiconque se permet de souligner ses extravagantes comparaisons qui font douter de son jugement — il ne manque jamais, après les avoir exposés, de les faire suivre d'un « mais... ». Parlant de mesures dirigées contre la ségrégation, il ajoute : « Mais les brèches... ont été grégation, il ajoute : « Après avoir énuméré les efforts faits et les résultats obtenus par le C.I.O. et le syndicat de l'Auto pour rapprocher la condition de l'ouvrier noir de celle du blanc, il écrit que ni l'un ni l'autre n'ont encore résolu « de façon entièrement satisfaisante le problème des relations interraciales ». Quand on sait combien profondément les préjugés, même des ouvriers, étaient enracinés, quel courant il fallait remonter, ce pédantisme ultra-gauche est bien insupportable.

Les défenseurs de la « suprématie du blanc » ne se rencontrent pas seulement parmi les esclavagistes des Etats du Sud. Le plus résolu d'entre eux que j'aie rencontré, précisément dans ces régions, était un

Français, un ingénieur d'humble origine auvergnate; quand il répétait l'antienne : le nègre est paresseux, menteur, voleur, il était persuadé d'avoir tranché définitivement le problème.

Examinant l'attitude des partis politiques, Guérin écrit que le parti communiste est « le seul des mouvements blancs qui se soit identifié entièrement et sans restriction à la cause nègre » — oubliant de « petits groupements d'avant-garde » qu'il rattrape dans une note. Cependant cet « unique » a commis des « erreurs », notamment par son tournant du 22 juin 1941, quand ses dirigeants ont abandonné complètement les noirs parce qu'« il fallait remettre la lutte à des temps meilleurs ». Ainsi, le parti communiste s'identifie à la cause nègre quand il plait à Staline.

En lisant cet ouvrage, on a l'impression que Guérin n'est pas toujours maître de sa plume. Un livre à peine paru, il lui arrive d'oublier des choses, cependant importantes, qu'il vient d'écrire ; si vous les lui rappelez, il vous demande de lui indiquer la page.

Guérin est un homme singulier. En même temps qu'il vous accable d'amitié et de fraternité il vous qualifie d'« ancien internationaliste », ce qui ne serait que risible s'il ne laissait entendre que lui seul écrit librement, et s'il n'extrayait deux mots d'une longue lettre pour insinuer que, selon moi, on égarerait dangereusement le public français en lui disant la vérité sur l'Amérique. Un peu moins d'hommages fraternels et un peu plus d'honnêteté vaudrait mieux. — A. R.

Lettre à Daniel Guérin

Qu'a donc écrit Monatte à Daniel Guérin ? Celui-ci l'a diablement gardé sur le cœur.

Le plus simple est de publier cette lettre qui remonte à plus d'un an, exactement au 28 mars 1950 :

Mon cher Guérin,

Pas moyen de publier les extraits de votre livre sur l'Amérique. Nous sommes en désaccord sur trop de points importants avec les chapitres publiés dans **Temps modernes**.

Vous ne supposez pas, j'imagine, que nous pensons que le C.I.O. est un simple agent d'exécution de la guerre froide et une annexe du département d'Etat. Vous ne regardez pas le C.I.O. dans le milieu ouvrier américain et vous oubliez le progrès qu'il représente. Vous l'examinez sous un angle politique trotskiste.

Le même angle d'ailleurs qui vous fait répéter la blague de votre lettre publiée par **l'Humanité**. Vous parlez du bain de sang dans lequel Jules Moch se serait souillé les mains. Que vous n'avez pas vu d'Amérique les difficultés qu'entraînent ici les grèves Molotov et leur recherche de la grande flaque de sang, possible ; mais laissez-moi vous répéter que c'est un miracle d'avoir évité, jusqu'ici, le véritable bain de sang cherché avec acharnement par les staliniens.

Il vous manque, mon cher Guérin, d'avoir été faire un tour chez eux. C'est à ce prix que vous cesserez d'être leur dupe.

Bien à vous.

P. M.

Monatte disait cela en mars 50. Aujourd'hui, en juillet 1951, il ne voit pas grand-chose à en retirer. Il verrait plutôt pas mal de choses à y ajouter.

On ne comprend plus en France que l'invective, la personnalité, l'injure ; on s'abreuve de calomnie, de fiel et de satire : ce sont les formes de la pensée. Pour les gens qu'on appelle lettrés, le cercle où ils se meuvent est si étroit et leur arrogance si haute, qu'il n'y a pas moyen de s'entendre avec eux.

P.-J. PROUDHON

Lettre à M. Bergmann, 22 février 1840.

Décidément l'Anarchisme fait recette — façon de parler d'ailleurs. — Nous avons eu en 49 **Sous les plis du drapeau noir** de Manevy et Diolo, œuvre de journalistes qui s'attachèrent avant tout au côté terroriste du mouvement, encadrant d'ailleurs de façon inconsidérée les actes de Ravachol et de ses continuateurs entre l'affaire Duval et les exploits de la bande à Bonnot. La même année Harmel et Sergent nous donnaient leur **Histoire de l'Anarchie** dont nous espérons lire bientôt le tome deuxième.

En 1950 Alain Sergent nous a présenté un **Alexandre Jacob** dont P. Monatte rend compte ici même tandis que Benoit P. Heppner faisait paraître aux éditions Rivière un **Bakounine et le Panslavisme révolutionnaire**. 320 p. 600 fr. Ce fort volume groupe cinq essais sur l'histoire des idées en Russie et en Europe. Le panslavisme révolutionnaire n'occupe qu'une centaine de pages, les dernières, et l'analyse déborde largement la personne de Bakounine. L'auteur nous entretient successivement du message français et de ses échos russes (1760-1825), de Bakounine et des cénacles moscovites, de l'aventure hégélienne de Bielinski, du nihilisme, avant d'en arriver au cinquième essai mentionné plus haut. Bien que trop philosophique à mon gré, l'ouvrage de Heppner n'en est pas moins intéressant dans son effort pour « remonter aux sources lointaines de certaines idées et attitudes qui occupent le premier plan de l'actualité mondiale ».

Selon Heppner, le Bakounine de 1848, dont il s'efforce de découvrir les ancêtres intellectuels, se trouve être un des lointains inspirateurs du bolchévisme. Des problèmes aussi actuels que les relations de l'individu et de l'Etat, les rapports de la morale et de la politique ou ceux du nationalisme et de l'internationalisme, la coexistence des deux blocs de puissances, la question allemande, le complexe d'infériorité ou celui de supériorité chez les peuples slaves, la conception enfin que ceux-ci, en particulier le peuple russe, sont prédestinés à devenir les porte-flambeaux de la révolution sociale, seraient en gestation depuis cette époque lointaine... Livre extrêmement riche en conséquence, et qui mérite lecture attentive.

L'année 1951 a déjà vu et verra encore d'autres apports « anarchistes ». Louis Louvet a entrepris une **Histoire mondiale de l'Anarchisme** en fascicules trimestriels de 128 p. dont le premier tome : **Aux Sources de l'Anarchie**, a paru en février. La maison d'édition F. Chambriand met en vente **Les Anarchistes**, d'A. Sergent déjà nommé, 200 p., 550 francs. Nous espérons lire prochainement ces deux ouvrages et en rendre compte. Aujourd'hui nous analyserons **L'Anarchisme** que H. Avron, agrégé de l'Université, vient de faire paraître aux Presses Universitaires dans la collection « Que Sais-je ? »

Entreprise difficile que celle de donner en 128 pages l'essentiel de ce qu'il faut savoir de l'Anarchisme tant au point de vue philosophique qu'historique, national qu'international. L'auteur a divisé son sujet en quatre parties : Les origines de l'Anarchisme, les Théoriciens de l'Anarchisme, et il retient les noms de Godwin, Stirner, P.-J. Proudhon, Bakounine, Tolstoï, les Conceptions générales de l'Anarchisme, enfin le Mouvement anarchiste.

En ce qui concerne les théoriciens, il fallait bien faire un choix, et je ne chicanerai pas M. Avron. Je pense toutefois qu'il a tort d'accoler au nom de J. Grave, qu'il cite incidemment, l'épithète de « syndicaliste ». Ce militant, certes, accorda place dans ses **Temps Nouveaux** à une rubrique ouvrière que rédigeaient F. Pelloutier, P. Delesalle, P. Monatte, A. Dunois, etc., mais Grave lui-même ne fut jamais, à proprement parler, un militant syndicaliste.

Dans son étude des Conceptions générales de l'Anarchisme, M. Avron estime que distinguer l'anarchisme individualiste de l'anarchisme communiste c'est « aborder le problème par la bande ». Personnellement je ne le pense pas. Cela le conduit à donner « l'antisocialisme » comme un des caractères politiques de l'anarchisme. Bien entendu il se réfère à Stirner et à Proudhon mais cela risque d'induire en

erreur sur le véritable caractère du mouvement anarchiste dans le dernier quart du XIX^e siècle en France, sans parler de l'Espagne et de l'Italie.

L'étude du Mouvement anarchiste se répartit en trois chapitres : La Première Internationale, La Propagande par le fait, Le Syndicalisme révolutionnaire. 36 pages, y compris la conclusion.

Gageure évidemment et il convient de se montrer raisonnable dans la critique. Pourquoi faut-il cependant que deux pages soient consacrées aux rapports de Stirner et de Marx alors que 16 lignes suffisent pour parler de la Fédération jurassienne ? Quant à la propagande par le fait, il est inexact de dire qu'elle est sortie « des flancs du nihilisme russe ». Si l'on s'en réfère aux initiateurs, Cafiero et Malatesta, elle devait consister en leçons de choses de socialisme. Certes les bombes russes dénaturèrent ce caractère mais ce n'est pas la « nietchaïevstina » qui détermina les actes de Ravachol, de Vaillant, d'E. Henry ou de Caserio.

On trouvera peut-être que j'examine à la loupe mais je ne puis cependant laisser passer qu'en 1894 « les publications anarchistes les plus importantes sont *Les Temps Nouveaux*, hebdomadaire de Jean Grave, *Le Libertaire*, *L'Education libertaire*, *Le Révolté*, *Le Père Peinard*, d'Emile Pouget ». Seul ce dernier journal paraissait à cette époque. Quant aux autres, ou bien ils avaient disparu (*Le Révolté* fait place à *La Révolte* en 1887), ou bien étaient encore à naître. (*Le Libertaire* et *Les Temps Nouveaux* 1895-1914, *L'Education Libertaire* 1899-1901). J'ajoute que, si j'avais à citer les principaux journaux anarchistes — de 1880 à 1914 — j'éliminerais *L'Education Libertaire* (10 numéros environ) et ferais place à *L'Anarchie* de Libertad (484 numéros de 1905 à 1914).

En ce qui concerne les « bandits tragiques », M. Avron exprime une curieuse opinion. « De même, écrit-il, que de nos jours personne ne songerait à mettre toutes les excentricités de Saint-Germain-des-Près sur le dos de l'existentialisme, nous nous refusons à voir en eux les ultimes adeptes de la propagande par le fait. » Certes Duval d'abord, Jacob, Bonnot et sa bande ensuite, Lacombe enfin, n'ont rien à voir avec les propagandistes par le fait. Parce qu'ils sont des excentriques ? Non pas. Tout simplement parce que leur conception de l'anarchie n'est pas celle des lanceurs de bombe de 1892-94. Ravachol, Vaillant, Henry, Caserio songent à émanciper leurs frères lorsqu'ils se sacrifient. Bonnot et les autres ne songent qu'à leur propre émancipation quand ils volent ou qu'ils tuent. Il y a là plus qu'une nuance... Ceci dit, les illégalistes appartiennent bien — qu'on approuve ou que l'on condamne leurs actes — à la famille anarchiste.

Passons au « troisième et dernier avatar » de l'anarchisme, au syndicalisme révolutionnaire. L'auteur le définit comme un essai de la part des anarchistes pour « faire route commune avec le socialisme » et comme réalisant avec ce dernier un « mariage de raison ». Je pense que le marxiste Guesde et l'anarchiste Pelloutier, pour ne parler que de ceux-là, eussent été d'un autre avis... Je noterai encore, à côté d'excellentes choses sur les Bourses du Travail et l'esprit qui les animait, une tendance erronée, je crois, à juger le syndicalisme révolutionnaire au travers des intellectuels G. Sorel, E. Berth ou H. Lagardelle qui n'ont fait que codifier, et après coup, la pratique ouvrière que fut avant tout le syndicalisme révolutionnaire.

Que ces critiques, pour nombreuses qu'elles soient, ne donnent pas à penser qu'il convient de faire fi du petit livre de M. Avron. Il se lit facilement, le style en est alerte et ceux qui ignorent tout de l'anarchisme en prendront connaissance avec profit, quitte à réviser ensuite certains jugements lorsqu'ils approfondiront leur étude.

Je disais en débutant cette chronique que l'année 1951 verra d'autres apports « anarchistes ». En voici deux. Ma thèse d'abord dont je corrige les épreuves. Dans quelques mois je serai donc sur la sellette. Ce sera bien mon tour ! Un album ensuite, reproduction de manuscrits et de photographies, la plupart inédites que Chambelland et moi mettons au point... Il ne reste plus qu'à trouver l'éditeur. Problème dépourvu d'intérêt mais non de difficultés !

J. MAITRON.

Capitalisme, Socialisme et Démocratie, par J. Schumpeter, traduit de l'anglais avec une introduction par G. Fain, directeur de l'Ecole nationale d'organisation économique et sociale. Payot éditeur. 462 pages. 1.300 francs.

J. Schumpeter, né en Autriche en 1883, fut professeur à l'Université de Vienne. Après la première guerre mondiale, en 1919-1920, il devint ministre des finances autrichien comme membre du parti chrétien social. A partir de 1932, il professe l'économie politique à l'Université Harvard où il demeure jusqu'à sa mort en 1950.

Capitalisme, Socialisme et Démocratie comprend quatre parties (une cinquième, Histoire résumée des partis socialistes, a été élaguée, cette histoire étant connue en France). La première est consacrée à l'exposé de la doctrine marxiste, la seconde et la troisième : Le capitalisme peut-il survivre ? Le Socialisme peut-il fonctionner ? ont conduit M. Schumpeter à montrer « qu'un type socialiste de société émergera inévitablement de la décomposition non moins inévitable de la société capitaliste ». La quatrième partie pose la question de savoir si le socialisme est compatible ou non avec la démocratie et l'auteur conclut par l'affirmative.

C'est avec beaucoup de respect, de sympathie aussi, que j'ai ouvert ce livre, « aboutissement d'un effort de presque quarante ans de réflexions, d'observations et de recherches relatives au thème du socialisme », livre traduit en sept langues, « ouvrage classique qu'aucun économiste ou politique ne pourra ignorer » au cours de ses prochaines années.

Las ! Quelle déception ! Il y aurait trop à dire et je me bornerai à trois citations.

Pour quelles raisons un salarié critique-t-il le socialisme ?

« Le travailleur désapprouve le capitalisme parce qu'on lui dit qu'il se doit de le faire. » « Cette désapprobation est en grande partie causée par les influences auxquelles il est soumis. » P. 330.

A quoi aspire un socialiste ?

« L'individu socialiste considère, naïvement mais naturellement, l'avènement du socialisme comme étant synonyme de son accession personnelle au pouvoir. » P. 322.

Que sera l'économie socialiste ?

« Après tout, gestion effective de l'économie socialiste est synonyme de dictature à l'usine, non pas du prolétariat, mais sur le prolétariat. » P. 447.

Tirons l'échelle. Notre conception du socialisme n'est pas celle de M. Schumpeter. — J. M.

LES SYNDICATS AUX ETATS-UNIS ; leur force et leur originalité, par Pierre Waline, 190 p. — 550 fr. Cahier n° 22 de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. — A. Colin éditeur.

Ce livre pourra rendre service. Sous une forme simple et complète, il présente un tableau de la situation actuelle des syndicats aux Etats-Unis. Délibérément l'auteur ne revient pas sur l'histoire du syndicalisme américain ; il considère que l'ouvrage d'André Philip (1927) et celui de Robert Marjolin (1936) suffisent. C'est évidemment inexact et l'évolution qui s'est produite durant les quinze dernières années mérite plus que les allusions auxquelles l'auteur recourt en plusieurs points de son exposé. Ces allusions ne peuvent suffire à appréhender dans leur complexité vivante l'organisation et l'action syndicales et surtout à expliquer pourquoi elles sont devenues ce qu'elles sont et comment elles risquent de se transformer.

Mais aussi bien les intentions de l'auteur ne paraissent pas être axées sur ces préoccupations. Il veut seulement faire le point de la situation présente et essaye de conduire son travail à la façon détachée et apparemment impartiale des auteurs de dictionnaires. La présentation du livre y fait penser ; c'est en tout cas bien pratique.

Ayant situé quelles sont les organisations, leur puissance, leurs organismes et leurs chefs, leurs tendances sont sommairement précisées. Leur action politique est décrite dans un chapitre spécial. Puis ayant fait un rapide schéma de l'organisation patronale, l'auteur traite des conventions collectives, de l'action du syndicat dans l'entreprise et des grèves.

Dans chaque chapitre, des titres de paragraphe mis en évidence permettront au lecteur pressé ou tout simplement à celui qui cherche une information particulière de la trouver rapidement. Ou plutôt de trouver rapidement un premier renseignement sur le sujet qui l'intéresse ; le plus souvent il aura envie d'en savoir plus.

L'information de l'auteur est pourtant large. On ne sait si l'auteur a vu, a étudié sur place ce dont il parle ; il ne le semble pas ; mais il a lu des documents en français et en anglais. La bibliographie présentée et qui se reconnaît partiellement déjà beaucoup de choses. Elle ignore le livre de Guérin ; quoi qu'on en pense, il faut le citer, et les prochaines éditions devraient aussi signaler celui de Crozier, à consulter sur le sujet de l'action du syndicat dans l'entreprise. Enfin l'auteur se réfère souvent à l'opinion du professeur S. Slichter, professeur d'économie à l'Université de Harvard, dont l'indépendance vis-à-vis des milieux d'affaires est plus que douteuse.

Mais il serait bien naïf de demander à M. Waline, qui, lui aussi, est lié aux organisations patronales en France, de ne pas raisonner comme il le lui est professionnellement nécessaire de le faire. Cela se sent peut-être plus particulièrement dans le chapitre sur les syndicats et la libre entreprise. M. Waline constate l'absence d'esprit de classe dans les syndicats américains. Peut-être pourrait-on dire que cela est un peu vrai de toute la société américaine. Mais, même en admettant que les classes soient plus mobiles qu'en France, cela n'empêche pas leur lutte d'exister. Comme trop souvent enfin M. Waline voit dans certains cas de « promotion ouvrière » (en réalité il s'agit d'hommes parvenus à la direction d'entreprises en sortant du rang) la mise en évidence d'un bon fonctionnement du système de la libre entreprise. Faute de place il ne peut rien nous dire sur les diverses manières de parvenir. Or tout est là.

Nous ne voulons pas ici faire une critique au microscope. Mais certaines expressions montrent bien que M. Waline n'est pas placé pour tout comprendre de la chose syndicale. Parler de « parti unique » à propos d'« *Union shop* », c'est-à-dire de l'unicité du syndicat représentatif dans l'entreprise, c'est révéler cette confusion, soigneusement entretenue par les politiciens dans le syndicalisme, sur les rapports des partis politiques et des syndicats.

Ces remarques faites, en n'oubliant pas la qualité de l'auteur, on lira son ouvrage avec intérêt, on pourra s'y reporter avec profit. — **G. W.**

Georges DEJOINT : La Politique économique du Directoire. Edité par Rivière et Cie, 31, rue Jacob, Paris-6^e. Collection de la Bibliothèque d'Histoire économique et sociale, dirigée par Bourgin, Dolléans et Labrousse, 280 pages, 800 francs.

Le Directoire. On en sait surtout les variations politiques ponctuées de coups d'Etat, le luxe des nantis et des Merveilleuses, la corruption, la misère ouvrière. On évoque un Barras et son costume de carnaval ; on entend le cri solitaire d'un Babeuf vite étouffé par la boue du régime.

C'est un autre aspect du Directoire que présente G. Dejoint. Il étudie la politique économique du régime, encore mal connue, dans un ouvrage difficile à lire en ses débuts, où le lecteur se perd, dans le maquis des faits, des lois, décrets et arrêtés, des rapports, des discours et des traités, eux-mêmes empestés dans une phrase lourde souvent, imprécise parfois. Cependant le texte s'aère, chacun des éléments débarrassé de sa gangue d'idéal trouve place dans l'ensemble et l'action économique menée par le pouvoir directorial au profit de la bourgeoisie apparaît clairement dans les derniers chapitres.

L'histoire de la Révolution française est dominée par le conflit économique qui oppose France et Angleterre. Le traité de 1786, en livrant nos marchés à l'Angleterre, a exacerbé cet antagonisme. Notre rivale domine le monde par ses capitaux, son industrie, ses bateaux. La bourgeoisie française veut, non seulement se libérer de cet asservissement en recourant au prohibitionnisme, mais assurer son propre développement industriel en supplantant les Anglais sur le continent.

Un seul moyen : la guerre, et la guerre de conquêtes. Nos troupes s'installent sur l'Escaut, en Hollande, sur le Rhin, en Italie, au nom de la liberté des

peuples, satisfaisant ainsi la revendication si populaire des frontières naturelles.

Commencée sous la Législative, reprise par la Convention, la politique impérialiste s'épanouit sous le Directoire. Elle ne va pas sans résistance de la part des peuples qui ont su garder une certaine indépendance politique. Il n'en est pas de même avec les Républiques batave, cisalpine et autres ; on les appelait « sœurs » à cette époque. Totalemment vassalisées, dotées de gouvernements fantoches, elles sont vidées de toute substance économique. Quant aux villes libres, Mulhouse et Genève, la menace et l'asphyxie économique ont raison de leur indépendance, elles-mêmes demandent leur rattachement à la France ; l'annexion de Mulhouse était préparée depuis 1793.

Cette continuité de la politique française n'est pas nettement marquée par les différents régimes. Elle est souvent coupée de considérations secondaires qui en masquent les buts. En réalité l'action des gouvernants est fonction des circonstances, mais c'est sous le Directoire, après la campagne d'Italie, qu'elle se dégage avec netteté.

Le Directoire a bien mérité de la bourgeoisie. Celle-ci attend maintenant l'homme providentiel, lequel, en assurant ordre et stabilité, lui permettra d'affirmer ses prétentions au titre de classe dominante. — **L. LERAY.**

Les Editions de la Vigie présentent de J. Varisère : **Pétain avait raison.**

Il est permis d'être d'un autre avis. — **J.M.**

La Voie Libre par Cl. Aveline, J. Cassou, L. Martin-Chauffier, Vercors. Editeur : Flammarion, 184 p., 325 francs.

Suite à l'inquiétude déjà exprimée en 1947 dans **L'heure du choix**, par ces quatre écrivains, compagnons de route du communisme stalinien.

Leur inquiétude est devenue angoisse. Quelle sera leur évolution ? C'est avec intérêt que nous attendons la suite de leurs réflexions. — **J. M.**

Description du marxisme, par R. Caillois. Gallimard, éditeur. 60 pages, 100 francs.

Le livre de R. Caillois est plus une méditation qu'une description. Méditation sur le sort réservé à la doctrine de Marx et d'Engels depuis qu'elle est devenue une orthodoxie, c'est-à-dire une vérité politique qui tire sa justification de la puissance des partis communistes. On peut ne pas être toujours d'accord avec R. Caillois, il faut bien reconnaître cependant qu'il a souvent raison. Marx le regretterait comme nous, lui qui dit un jour : « Je ne suis pas marxiste ». — **J. M.**

F. Engels : Dialectique de la nature. Préface, introduction et notes de P. Naville. Rivière éditeur. 454 pages, 900 francs.

Première traduction française de fragments rédigés par Engels de 1870 à 1882. Leur principal intérêt consiste moins dans un apport scientifique ou philosophique que dans leur « tentative pour analyser directement certaines découvertes des sciences physiques et naturelles à la lumière de la dialectique rationnelle ». — **J. M.**

Histoire du Radicalisme, par A. Milhaud. Editions S.E.F.I., Paris. 416 p.

Ouvrage écrit à la gloire du parti radical, de ce parti radical dont l'idéal social peut se formuler ainsi : suppression du salariat par l'accession de tous à la petite propriété, gage de liberté, de bien-être et de dignité. (Cf. Manifeste de juillet 1919. P. 166). Et ceci suffit, je pense, pour montrer — en admettant la sincérité de ceux qui la définissent — le caractère utopique de la doctrine.

Les annexes — 180 pages — ont le mérite de rassembler des textes : déclarations, programmes, discours... aujourd'hui épars et difficilement accessibles. — **J. M.**

J. MALARA et Lucienne REY : Les syndicats polonais sous la botte. (Librairie syndicale).

Une page d'histoire syndicale, dit le surtitre. L'histoire des syndicats polonais de 1944 à maintenant, c'est un aspect de la mainmise stalinienne, grâce à l'armée russe, sur le gouvernement d'abord, sur la classe ouvrière ensuite. Les auteurs ne rappellent pas la trahison de l'insurrection de Varsovie. Ils commencent à la liquidation du mouvement de résistance, des partis démocratiques, socialiste et paysan, et des militants syndicaux d'avant guerre, en général socialistes.

Dès le premier congrès syndical, novembre 1945, la Commission centrale comprendra uniquement des partisans du gouvernement. Le parti polonais socialiste tentera de résister à la base ; aux élections pour les comités d'entreprise en 1946 il remportera une victoire significative dans le bassin minier de Silésie et de Dombrowa, ainsi que dans nombre de syndicats, notamment celui des cheminots de Varsovie ; mais victoire sans lendemain, les stalinien sachant comment on décime une opposition et comment on brise des grèves.

En mai-juin 1947, la police politique arrêta 200 militants syndicaux et socialistes, entre autres Zdanowski, le secrétaire de la C.G.T. polonaise d'avant guerre, et Szczerkowski, le président de la Fédération du textile. En novembre 1948, ils devaient être l'objet d'un procès spectaculaire à Varsovie. Zdanowski n'y figura pas ; torturé pendant l'instruction, il était mort en janvier.

C'est vers cette époque que se place la « révolte » de Gomulka, le leader des communistes du « groupe national », restés en Pologne pendant la guerre et ayant participé à la résistance. Ils avaient espéré que « la voie polonaise vers le socialisme différerait de celle choisie par l'U.R.S.S. ». Espérance démentie là comme ailleurs.

Le deuxième congrès syndical, en juin 1949, avait été préparé selon les règles et selon les règles il se déroula dans l'enthousiasme, aux cris scandés de : *Staline ! Bié-rut !* La Confédération syndicale fut dotée d'un président reluisant, le vice-président du Conseil des ministres, Zawadzki en personne.

Quelle est la situation présente des travailleurs polonais ? Les salaires actuels réels représenteraient à peine 50 % de ceux en vigueur en 1939, déjà très bas. La légende des hauts salaires a été ruinée par un tableau de l'Office des statistiques de Varsovie ; le fascicule contenant ce secret d'Etat a été retiré de la vente peu après sa parution.

Forcément, une résistance sourde se manifeste parmi les travailleurs, allant parfois jusqu'à une lutte que déconseille la prudence, mais à laquelle pousse l'instinct ouvrier. Cette lutte demande l'aide de l'extérieur, disent en conclusion Malara et Lucienne Rey. Une aide surtout morale, précisent-ils. Cette aide pourrait se manifester en faisant connaître cette brochure aux nombreux ouvriers polonais restés en France ; en la mettant sous le nez des stalinien chaque fois qu'ils vantent le régime des travaux forcés infligé, au mépris du socialisme, aux ouvriers de Pologne ; en demandant aux journalistes, à la Favrel, qui font bouillir leur imagination au cours de voyages de huit ou quinze jours, comment concilier les faits relatés dans une telle brochure avec ce qu'ils disent avoir vu et entendu. — **P. M.**

Paysan ! défends ta liberté. Cahiers (no 4) des Amis de la Liberté.

Une étude intéressante montrant l'écart entre les promesses de libération des ouvriers agricoles et des petits paysans faites par les communistes, de Renaud Jean à Waldeck Rochet, et les réalisations dans le domaine agricole de l'Etat totalitaire russe.

Peut-être manque-t-il en fond de tableau ce qu'était la paysannerie russe avant 1917. Peut-être aussi n'a-t-on pas évité de tomber dans un certain esprit conservateur. Le problème de la Révolution russe, comme de toute révolution sociale, était double. Il ne pouvait s'agir de conserver ce qui existait. Il fallait dégager un monde nouveau, abandonnant les formes arriérées de production et s'engageant dans une voie progressive pour les hommes et pour leur travail. — **P. M.**

Roger BOUTEFU : *Veille de fête.* Editions du Seuil, 230 p.

Comme on a envie de prendre un bain d'eau pure après avoir lu la première partie du livre ! Le dégoût submerge tout.

Il n'était pas besoin de tant accumuler de bassesses et de saletés pour rendre plus méritoire l'effort du héros à se trouver et à comprendre. J'aime plus de discrétion et de sobriété... C'est pourquoi la deuxième et surtout la troisième partie du livre m'ont apporté un soulagement véritable. On sort du cloaque. Cela ne dépasse plus l'humain. — **M. G.**

B. CACERES : La rencontre des hommes. Editions du Seuil — 219 pages.

La simple leçon d'un honnête homme qui, tout en étant avide d'apprendre, avide de connaître les beautés artistiques et intellectuelles et les émotions qu'elles procurent, veut rester ce qu'il est : un ouvrier.

Je donne cette phrase à la méditation des gens cultivés :

« Je sens mieux maintenant que toutes les connaissances de la terre ne feront jamais de quelqu'un un homme cultivé s'il ne réfléchit à ce qui lui arrive, au monde qui l'entoure, à celui qui le précède, à celui qu'il faut créer. » — **M. GOURDON.**

A. MENNAN TEBELEN : Carnet d'un Diplomate. (Editions Denoël, 348 pages, 495 francs).

Diplomate turc, l'auteur a été, au début de sa carrière, membre du protocole à Ankara, ce qui explique sans doute l'intérêt qu'il porte aux réceptions. Il donne par ailleurs, sans éclaircissements nouveaux, un bref aperçu des événements qui se sont succédés de 1931 à 1947. — **J. GUEGUEN.**

Etudes matérialistes, mai 1951.

Un stalinien disait dernièrement que la « R.P. » était « une revue confidentielle ». Je lui donne tout à fait raison. Connue de quelques initiés, elle se meut dans un cercle étroit. Chaque abonné l'attend avec intérêt, en savoure la lecture... puis la range soigneusement sur quelque planchette à livres. Craint-il, en étendant son rayonnement, d'avoir à partager le gâteau ? On le croirait... Combien de centaines d'exemplaires du dernier numéro ont-ils été diffusés, accompagnés d'un bulletin d'abonnement, parmi les dockers du Havre ? L'enquête si intéressante d'Aubery pouvait gagner — je suis modeste — quelques dizaines de lecteurs. Un seul docker l'aura-t-il lue ? (1).

Mais je sors de mon domaine. Je voulais parler d'une sœur de la « R. P. », des **Etudes matérialistes** de Louzon, tout aussi confidentielles et même un peu plus. Quel dommage ! Le dernier numéro est passionnant. Louzon lui a donné pour titre : « Les Quanta et la faillite de la science ». Après avoir exposé les raisons pour lesquelles l'Eglise stalinienne condamna récemment les théories mendéliennes sur l'hérédité et la théorie des quanta comme dans le même temps l'Eglise romaine condamnait le polygénisme, Louzon montre que le socialisme, et plus qu'un autre le socialisme marxiste, ne saurait adopter une attitude traditionaliste mais bien au contraire accepter — et avec joie — de reconnaître pour faux ce qui était considéré comme la vérité hier, puisque cette reconnaissance est la condition du progrès et de l'ascension de l'esprit vers une vérité supérieure.

La théorie des quanta, selon Louzon, est l'équivalent, dans le domaine de la connaissance, de la découverte de la désagrégation de l'atome, dans le domaine physique. Elle révolutionne certaines de nos conceptions et notamment les notions de temps et d'espace. Louzon explique cela avec beaucoup de clarté à ceux qui comme moi ne sont ni mathématiciens, ni philosophes. Il explique de même comment ces acquisitions nouvelles sont susceptibles d'aider à résoudre certaines énigmes que le monde se pose depuis l'antiquité.

Cependant, dit Louzon, nous ne comprenons pas, nous ne nous représentons pas ce temps et cet es-

N.D.L.R. — Cent exemplaires vendus au Havre.

pace discontinus que suppose la théorie des quanta et la raison en est dans un retard de la technique sur la science. Ce retard peut être comblé. Il le sera sans doute si ne triomphe pas l'obscurantisme des Eglises c'est-à-dire la contre-révolution.

Pour obtenir le service des **Etudes matérialistes**, écrire à R. Louzon, avenue Fragonard à Cannes (A.-M.). Il est fait gratuitement pendant cinq mois et continué par la suite, si une souscription, dont le montant est facultatif, a été versée. — J. M.

La Nef, 30, rue de l'Université, a publié un numéro spécial en mai. Tableau politique de la France à la veille des élections. 272 pages, 400 francs.

Questions actuelles du Socialisme est la nouvelle revue mensuelle éditée par l'Agence yougoslave d'information, 30, rue Louis-le-Grand, Paris-2^e.

OUVRAGES PARUS

- Y. Arnaud-Ulliet : **Le mondialisme contre la guerre**. La Technique du Livre, 256 p., 270 francs.
- J. Gunther : **Derrière le rideau de fer**. Gallimard, 376 p., 650 francs.
- **Les Poètes de la Commune - Anthologie**. Editeurs français réunis, 176 p., 220 francs.
- A. de Tocqueville : **De la démocratie en Amérique**. Gallimard, 2 vol., 1.200 p., 750 francs le volume.

FAITS et DOCUMENTS

Un quotidien syndical américain — Une initiative originale vient d'être prise par le syndicat des journalistes américains du C.I.O. Le *Bulletin Syndical* en donne le récit, rappelant une récente expérience de Pittsburgh reprise au congrès de l'Auto.

Avec les fonds provenant des bénéfices réalisés par la publication du *Pittsburgh Daily Reporter*, les collaborateurs de ce journal, qui parut on s'en souvient 34 jours pendant le lock-out des journaux de Pittsburgh, avaient rédigé et fait imprimer un exemplaire spécimen sous le titre de « National Reporter ».

Cet échantillon de ce que pourrait être éventuellement un journal syndical quotidien a été étudié lors de la dernière réunion du Bureau Exécutif du Syndicat des Journalistes Américains (ANG-CIO).

A l'unanimité le Bureau s'est déclaré d'accord sur le principe de la publication d'un organe syndical quotidien. Il a chargé le comité pour le développement de la presse syndicale, élu lors du dernier congrès du syndicat, de poursuivre activement l'étude de ce projet et de le mener à bonnes fins.

Le but de ce journal serait de fournir une source d'informations supplémentaires sur des nouvelles qui présentent un intérêt pour le mouvement ouvrier et d'exprimer le point de vue syndical sur l'actualité.

Le comité a précisé que ce journal ne concurrencerait en aucune façon les autres publications syndicales, mais qu'au contraire il pourrait rendre de multiples services.

En outre il a donné l'assurance qu'une telle entreprise serait appelée très rapidement à devenir financièrement autonome et qu'en tout cas elle n'exécéderait pas les possibilités des syndicats américains.

Lors de son congrès national, qui s'est tenu à Cleveland au début d'avril, le syndicat de l'Automobile (U.A.W.-C.I.O.) a voté une résolution en faveur de la publication commune par les syndicats d'un journal qui exprimerait les vues du mouvement ouvrier.

Au nom de la famille on va augmenter la consommation de l'alcool

Juste avant les élections, et sous le prétexte de se procurer les ressources nécessaires à l'équilibre du budget des prestations familiales agricoles, le gouvernement et le Parlement ont d'un commun accord autorisé la fabrication et la vente des apéritifs à base d'alcools et d'essences. Cette mesure ne manquera pas d'augmenter la consommation d'alcool en France qui atteint déjà un niveau inquiétant. Et ce n'est pas le moindre paradoxe de cet article de loi voté par 304 voix contre 282 qu'il ait pour but de venir en aide aux familles paysannes alors qu'en encourageant le développement de la consommation de l'alcool, il lui porte par derrière un coup souvent fatal.

Avec ses 500.000 bistrotts, la France, où l'on consomme 20 litres d'alcool pur par tête d'habitant chaque année et même en réalité 25 litres si l'on tient compte de l'alcool mis en circulation par les bouilleurs de cru, est le pays le plus alcoolisé du monde. En Norvège et dans les pays du Nord de l'Europe, la consommation atteint moins de 3 litres par habitant. Détenir ce triste record coûte cher en crimes, en internements dans les asiles, en tuberculose, en taudis, en accidents du travail, en pertes de salaires. Les accidents du travail sont trois fois plus nombreux chez les alcooliques que chez les non-alcooliques. Détail remarquable, ils sont toujours plus fréquents le lundi, l'abus de l'alcool étant généralement pratiqué le dimanche.

Ecartons un préjugé. Beaucoup de gens croient que ces méfaits, drames privés, accidents ou maladies n'accablent qu'une minorité d'alcooliques invétérés. Les études médicales montrent au contraire que ce qui constitue l'alcoolisme, c'est la consommation quotidienne de quantités d'alcool qui n'ont pas besoin d'être énormes. L'absorption de plus d'un litre de vin par jour pendant une période de longue durée peut suffire à faire un alcoolique. Il ne faudrait jamais perdre de vue que :

1^o Une boisson alcoolisée prise en dehors des repas a toujours un effet nocif, dès que son degré en alcool dépasse 4^o ;

2^o Tous les apéritifs alcoolisés, à base de vin ou non, sont à déconseiller ;

3^o Les expériences faites jusqu'à ce jour suggèrent qu'un apéritif, même à base de vin, s'il contient des essences (amers, anis, etc.), est plus nuisible que le verre de vin de même degré alcoolique ;

4^o L'importance de la quantité consommée est plus dangereuse pour la santé que la nature des apéritifs bus.

Cela dit, il nous faut réfuter un argument répété à satiété au Parlement, dans la presse et dans les conversations privées, « L'interdiction du « pastis », dit-on, est une pure hypocrisie, puisqu'il est servi ouvertement dans tous les cafés. Elle fait perdre des ressources à l'Etat sans limiter pour cela la consommation ». En réalité le « pastis » et les autres apéritifs vendus sous le nom de « digestifs » ne sont pas fabriqués à base d'alcools industriels. L'alcool qui sert à leur confection est produit par les bouilleurs de cru. Ainsi les quantités d'alcool consommées sous forme de « pastis » et autres soi-disant « digestifs » ne le sont pas sous forme d'eaux-de-vie d'appellations diverses. La France produit et distille suffisamment de vins, cidres, poirés pour que leur consommation crée un danger national dont nous avons souligné l'ampleur. Mais l'autorisation des apéritifs à base d'alcools industriels, additionnés d'essences anisées ou amères, permettra de multiplier les possibilités de consommation. On sait que la politique des prix garantis pour la betterave entraîne la production annuelle de milliers d'hectolitres d'alcool éthylique stockés par la Régie des alcools et dont le gouvernement ne sait que faire. L'an dernier une partie du stock a été vendu aux Etats-Unis pour fabriquer du caoutchouc synthétique. L'expérience du mélange alcool-essence pour les moteurs ayant été peu avantageuse, va-t-on essayer de faire absorber l'excédent des stocks par les estomacs des Français ?

La fabrication des apéritifs à base d'alcool peut être pratiquement illimitée. Elle est sous le contrôle de puissants groupes industriels, dont il faut constater qu'ils ne sont pas sans influence sur le Parlement.

Ils espèrent pouvoir reconquérir le marché dans les trois quarts de la France où il leur avait échappé au profit de la consommation du vin.

La loi votée le 23 mai comporte l'interdiction de la publicité en faveur des apéritifs nouvellement autorisés. Ne peut-on voir dans cette disposition une sorte d'aveu de mauvaise conscience ? Ou bien encore, pour ne pas se démasquer trop ouvertement, les intérêts qui ont inspiré l'autorisation des apéritifs à base d'alcool préféraient-ils agir en deux temps ? Avec la suppression de l'interdiction de fabriquer, l'obstacle principal est tombé. La publicité, qui permettra la reconquête du marché et son extension, viendra ensuite.

Il est remarquable, qu'à part de rarissimes exceptions, la grande presse n'a pas fait campagne contre les apéritifs à base d'alcool. C'est qu'elle espère, le jour où la publicité sera permise, signer avec les marchands d'alcool, comme elle le faisait avant la guerre, des contrats qui lui assureront des recettes stables de plusieurs milliards par an. C'est pourquoi tant de journaux qui se prétendent soucieux de défendre la collectivité contre tous les fléaux sociaux observent pour le moins une neutralité bienveillante dès qu'il s'agit des apéritifs à base d'alcool.

Loin de nous la pensée de souhaiter qu'on impose aux Français une politique d'abstinence qui se heurterait à des habitudes séculaires. La consommation du vin fait partie du mode de vie national. Nous sommes même persuadé qu'une « cuite » occasionnelle ne saurait nuire ni à la santé du corps ni à l'équilibre moral. Mais encourager la multiplication des bistrots et des occasions de boire à bon compte aboutit à saper profondément la santé de la race. C'est un véritable suicide à terme en contradiction flagrante avec la politique d'amélioration de la santé publique par la sécurité sociale, de lutte contre le taudis, le crime et la délinquance juvénile. Car il n'y a pas de lutte sérieuse contre l'alcoolisme sans limitation de la consommation. — **Pierre AUBERY.**

Une nouvelle version de l'affaire Toukatchewski

Toukatchewski M. Ian Colvin dans « l'Amiral Canaris » publiée par le *Figaro*. On y voit un Staline joué de belle manière et un Hitler expert en faux documents :

Le fait que son armée n'ait jamais abandonné l'idée d'une entente secrète avec l'armée rouge, idée qui avait prévalu dans la République de Weimar, représentait l'une des obsessions du führer. D'autre part, Staline, à en juger par son attitude ultérieure, n'aurait pas demandé mieux que de proroger l'accord militaire de 1926.

Et si les généraux allemands et russes allaient se réunir secrètement et se dire :

« Nous autres, soldats, nous nous comprenons mutuellement : ce sont ces deux systèmes politiques, bolchevisme et national-socialisme, qui font de nos peuples des ennemis ; que ces régimes soient détruits et ces peuples pourront s'entendre ! »

Cette pensée dut empêcher Hitler de dormir.

Staline était également mécontent de quelques-uns de ses propres généraux. Il avait appris que le maréchal Toukatchewski, chef adjoint au commissariat de la Défense, qui se rendit à Londres pour représenter son pays aux funérailles du roi George V, en février 1936, et le général Putna, attaché militaire russe, s'étaient entretenus secrètement, dans la capitale britannique, avec les émissaires du général Miller et des émigrés russes de Paris. A son voyage de retour à Moscou, Toukatchewski s'arrêta à Berlin pour voir son attaché militaire. Là, un agent allemand nommé Blimiel s'arrangea pour assister à une petite réunion privée qui réunissait le maréchal et quelques-uns des émigrés russes de la capitale allemande. Blimiel en informa l'ambassade soviétique le lendemain matin. Et, revenu à Moscou, Toukatchewski fut finalement arrêté.

Dans la seconde moitié de 1936, Heydrich se rendit quai Tirpitz pour demander à Canaris des fac-similés de l'accord d'instruction militaire germano-russe, venu à expiration, et qui portait les noms des généraux qui l'avaient signé : Toukatchewski, Seeckt

et Hammerstein. Il demanda, en outre, que l'on mit à sa disposition des experts en écriture capables de contrefaire ces signatures, en déclarant que le führer l'avait chargé d'une mission secrète pour laquelle ces faux documents étaient nécessaires. Il s'agissait de fournir aux Russes des renseignements erronés. Selon Abshagen, Canaris refusa la collaboration de l'Abwehr, ce qui provoqua une discussion assez violente entre lui et Heydrich.

Le 12 juin 1937, on annonça à Moscou que le maréchal Toukatchewski et sept autres généraux russes avaient été fusillés pour haute trahison. L'épuration sanglante du corps des officiers russes se poursuivit jusqu'à la fin de l'année.

Heydrich revint quai Tirpitz et déclara à Canaris avec une satisfaction non déguisée qu'il avait employé d'autres moyens pour fabriquer une correspondance secrète entre les chefs de l'armée allemande et le maréchal Toukatchewski. Il souligna que l'idée en revenait à Hitler et que la ruse avait réussi puisqu'elle avait provoqué une véritable « saignée » et frappé l'armée russe d'anémie pour des années.

Grande « purge » à la C.G.T.

Il nous semble intéressant de reproduire cette information diffusée le 15 juin par l'Agence France Presse. Elle donne des indications sérieuses sur la grande « purge » qui vient d'être pratiquée à la C.G.T. (en toute démocratie syndicale, bien entendu) :

Dans les milieux syndicalistes, on a quelque peu commenté certaines modifications récentes survenues dans la composition des directions de grandes fédérations d'industrie C.G.T.

A la fédération du Bâtiment, M. Arrachard, secrétaire général, ancien secrétaire général du comité central de grève durant les mouvements de novembre 1947, a été relevé de ses fonctions sur sa demande (!) au cours d'un comité national en mai dernier. Il a été remplacé par M. Le Quéré.

A la fédération des P.T.T., M. Fernand Picot, leader incontesté de la fédération postale depuis la libération, s'est vu remplacer par M. Friechmann.

A la fédération du Textile, M. Aubert, secrétaire général, était depuis le congrès de sa fédération qui s'est tenu l'an dernier à Lille, très en retrait. Depuis, il a laissé pratiquement la direction du bureau fédéral à Mme Andrée Fragne, élue à la C.A. confédérale.

A la fédération de l'Alimentation, un des plus estimés de ses militants, M. Simonin, était écarté du secrétariat général pour raison de santé, au profit de Mme Germaine Guille qui, il y a peu de temps encore, était une inconnue, et qui siège aujourd'hui au bureau confédéral aux côtés de M. Benoit Frachon.

La fédération de la Métallurgie a été elle-même très secouée par cette crise, surtout après le décès de M. Ambroise Croizat, son secrétaire général et ancien ministre du Travail. Dans les milieux syndicalistes, on fut très surpris de voir la succession de M. Croizat échoir à M. Jean Breteau, qui a été préféré par la direction de la C.G.T. à M. Raymond Semat, principal collaborateur de l'ancien ministre du Travail et qui était considéré au sein de la fédération des métallurgistes comme « dauphin ». Cette succession a été l'origine de nombreux remous parmi les métallurgistes C.G.T., plus particulièrement parmi ceux de la région parisienne.

A la fédération de l'Eclairage, M. Marcel Paul, président de cette fédération, a vu son prestige diminuer par la venue en novembre 1950 de M. Léon Mauvais qui, depuis, a été élu à la C. A. confédérale tandis que M. Marcel Paul restait dans l'ombre.

Enfin, à la fédération des Cheminots, la situation de M. Tournemine n'est plus la même qu'en 1947. M. Hernio, militant actif, qui a déjà une grande expérience à la fédération, prend de plus en plus d'importance au bureau fédéral surtout depuis le dernier congrès de la C.G.T. où le bureau confédéral lui a accordé son entière confiance en le faisant élire à la C.A. confédérale.

ENTRE NOUS

Congé non payé

La « Révolution prolétarienne » ne paraîtra pas le mois prochain. Nous avons pensé que nous pouvions nous accorder ce mois de congé non payé, en supprimant le numéro d'août. D'abord, parce que, comme tout le monde, nous avons besoin de repos. Aussi parce que nous ne léserons en rien nos abonnés, puisque, grâce à nos deux numéros de 48 pages (celui consacré à Monatte en janvier, et celui de mai), nous leur avons fourni, en sept mois, la matière de huit numéros de 32 pages.

Le prochain numéro paraîtra au début de septembre.

Est-ce à dire que nous allons rester totalement inactifs ? Non. Nous voulons profiter de ces vacances pour réfléchir à la situation de la revue, à ses possibilités de développement, pour étudier les moyens d'élargir sa diffusion et, par cela même, son influence.

La diminution du nombre d'abonnés que nous signalons à la couverture de ce numéro ne nous alarme pas outre mesure parce que, comme nous l'avons déjà signalé, nous en sommes en grande partie les auteurs. En effet, nous supprimons l'envoi de la revue lorsque les abonnements expirés ne sont pas renouvelés, soit directement, soit par le paiement de la carte-remboursement que nous avons pris l'habitude de faire présenter aux retardataires. Il nous serait aisé d'annoncer un nombre d'abonnés plus fort en y comprenant les abonnés qui ne paient pas. Mais cela nous paraît incompatible avec une administration sérieuse. (Etant toujours bien entendu que, lorsqu'on veut bien nous prévenir, nous continuons l'envoi à tout abonné momentanément gêné.)

Ce que nous voulons examiner, pendant ces vacances, c'est, d'une part, comment rédiger une revue plus lisible, plus actuelle, plus attrayante, mieux capable de conserver ses lecteurs et d'en intéresser de nouveaux. C'est, d'autre part, comment augmenter sa diffusion, comment élargir sa zone de vente, comment sortir du cadre étroit de la revue d'abonnés, comment mettre la « R. P. » dans le public, comment la faire connaître à ceux qui seraient susceptibles de la lire et de s'y intéresser — mais qui l'ignorent.

Renouvelez !

Nous continuerons d'informer nos lecteurs de la fin de leur abonnement par une inscription sur la bande d'envoi.

Actuellement, un certain nombre d'abonnements expirés en mars et avril 1951 n'ont pas encore été renouvelés.

Nous prévenons les camarades que, peu de jours après la réception du présent numéro, il leur sera présenté par le facteur une carte-remboursement pour un renouvellement d'un an, 500 francs, augmentée de 50 francs pour les frais. (Ces 50 francs constituent le remboursement strict des frais postaux.) Nous espérons que nos cartes trouveront bon accueil.

Ceux de nos amis dont les abonnements se terminent en mai, juin et juillet sont priés, d'autre part, de renouveler le plus rapidement possible. Si, en effet, nous voulons procéder à un « lancement » au mois d'octobre, il nous faut de l'argent. D'avance, merci à tous les camarades !

Remarques...

E. Reynaud (Ardèche) : « Je me plais toujours à constater la liberté et la franchise avec laquelle s'expriment dans la « R.P. » des militants de tendances différentes ou, tout simplement, des camarades qui sur tel ou tel problème donné, ont des opinions divergentes. D'accord avec Louzon et Hagnauer quant à la hiérarchie des périls. Cependant, je reprocherais peut-être à Louzon son acceptation quelque peu fataliste de l'inévitabilité de la guerre ; qu'il me pardonne si je me suis mépris. J'estime qu'il convient d'organiser au plus tôt un vaste ras-

semblement des organisations syndicales, des groupements pacifistes et des partis — pourquoi pas ? — qui accepteraient de mener une campagne énergique en faveur du désarmement général, contrôlé et simultané, de l'ouverture de toutes les frontières afin de permettre la libre circulation des idées et des hommes dans le monde. Il faut mobiliser l'opinion sur ces mots d'ordre clairs et précis. Je crois qu'il n'est que temps d'agir. »

Maurice Ruffin (Paris) : « J'estime toujours la « R. P. » et si les « paradoxes » de Louzon font regimber, c'est qu'ils font réfléchir. C'est beaucoup. »

Louis Nédelec (Seine-Inférieure) : « Bravo ! la « R. P. » Lorsque votre revue me parvient, c'est un souffle d'air pur que vous m'apportez. Il m'importe peu d'être entièrement ou pas d'accord avec vous. Dans cette cohue de croyants politiques, religieux, de conformistes de tous clans, vous vous dressiez à peu près seuls « contre le courant » ; n'est-ce pas déjà quelque chose ? »

Maurice Vassort (Seine-et-Oise) : « Continuez à présenter les différents sons de cloche. Cet état d'esprit de libre discussion me paraît être la meilleure façon de donner à la « R. P. » un intérêt permanent. »

J. V. : « Bravo pour les dernières « R. P. », on sent vraiment un remarquable effort. Continuez. J'aime beaucoup les articles de documentation qui aident les jeunes comme moi à comprendre l'évolution sociale de ces dernières cinquante années. Cela nous manque à tous. »

Georges Lamizet (Paris) : « Je viens de vous envoyer mon réabonnement. Non sans hésitation. Je déplore la « ligne » de la « R. P. », car on peut bien parler d'une ligne, mais ce n'est pas la raison de cette hésitation. Ce qui est grave à mon avis, c'est que sa « ligne » conduise la « R. P. » à cesser d'être une revue de libre discussion. D'accord avec Delaunay et Chevigny. On a le sentiment, comme le dit celui-ci, que les objections publiées sont seulement des alibis. Le capitalisme américain et la bureaucratie stalinienne me paraissent gros de périls différents mais également redoutables. Ayant la faiblesse de penser qu'il importe de les dénoncer tous les deux, je ne dirai cependant pas que Louzon et Hagnauer « nous cassent les pieds » ; j'attends seulement qu'ils répondent sérieusement aux arguments de leurs adversaires. Ceux de Claude Bourdet, par exemple, me paraissent avoir quelque poids. Qu'on leur oppose autre chose que le silence ou les sarcasmes. Qu'on les discute. Il me paraît souhaitable que soient posées honnêtement dans la « R.P. » des questions comme celles-ci : 1) Y a-t-il, oui ou non, des raisons de penser qu'une guerre mondiale, quelle qu'en soit l'issue, serait la pire chose qui puisse arriver ? 2) En même temps que dans le stalinisme une menace pour la liberté, y a-t-il, oui ou non, dans le capitalisme américain et dans la politique de Washington le danger d'une guerre mondiale ? 3) Si ce danger américain existe, peut-on, oui ou non, et si peu que ce soit, faire quelque chose pour le conjurer ? J'espère, chers camarades, avoir raison de m'obstiner dans l'estime que j'ai pour vous. »

O. Pezy (Loir-et-Cher) : « Je ne travaille pas — depuis mon retour de captivité — et ne fréquente donc pas les milieux syndicaux ; cependant, la « R.P. » m'intéresse beaucoup et je l'attends chaque mois avec impatience. Je ne partage naturellement pas toutes les idées qui y sont exprimées, mais j'y trouve matière à réflexion et de nombreuses idées originales. Mais pourquoi tant de lecteurs critiquent-ils si âprement Hagnauer et Louzon ! ! ! Pour Hagnauer, il me semble que si j'avais été syndiqué dans l'enseignement, je n'aurais pas hésité une seule seconde en faveur de F.O. et c'est ce qui me le rend sympathique. Quant à Robert Louzon, il me semble avoir raison sur un assez grand nombre de questions (et pour son article sur les allocations familiales, bravo !). »

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »,
232, rue de Charenton, Paris-12^e

D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUIN 1951 (Du 21 mai au 20 juin)

RECETTES :

Abonnements :		
Ordinaires	57.540	
Soutien	14.000	
		71.540
Souscription		3.175
Vente		3.960
Publicité		4.000
Créditeurs divers		3.000
		<hr/>
Recettes totales	85.675	
Caisse et C.C.P. le 20-5-51	139.107	
		<hr/>
		224.782

DEPENSES :

Impression et papier, numéro de juin ..	73.013
Téléphone	1.461
Timbrage, Routage, Expéditions	9.257
Frais généraux	300
	<hr/>
Dépenses totales	84.031
Soldes au 20 juin :	
Caisse	8.855
C.C.P.	131.896
	<hr/>
	140.751

Balance

Dettes au 20 juin
Créditeurs divers (librairie)

UN CAMARADE DISTRAIT..

Le 12 juin, il nous a été envoyé du bureau de poste de la rue Danton, à Paris, un chèque postal de 1.000 francs, sur lequel l'expéditeur, au lieu d'indiquer son nom et son adresse, a porté par erreur la « R.P. » comme expéditrice. Il nous est donc impossible d'identifier l'auteur de ce versement. Nous serions reconnaissants au camarade ayant envoyé ce mandat de 1.000 francs de se faire connaître et de nous permettre ainsi de mettre à jour sa fiche d'abonné.

Mouvement des abonnés

Au 20 mai	1457
Nouveaux	13
	<hr/>
	1470
Désabonnements	8
Suppressions	33
	<hr/>
	41
Au 20 juin	1429

Les abonnements nouveaux

Paris 4 ; Seine 1 ; Corse 1 ; Indre-et-Loire 1 ; Loire 1 ; Maine-et-Loire 1 ; Basses-Pyrénées 1 ; Haut-Rhin 1 ; Seine-Inférieure 1 ; Somme 1. — Total : 13.

Les abonnements de soutien

C. Philippon (Cher) 1000 ; A. Sousbie (Loire) 1000 ; Jean Loiseau (Rhône) 1000 ; Lebedelle (Belgique) 1000 ; Marcel Guenec (Seine-et-Oise) 1000 ; Dambourgés (Pyrénées-Orientales) 1000 ; Laufer (Paris) 1000 ; J. Bracops (Belgique) 1000 ; A. Bermon (Var) 1000 ; André Espinasse (Haute-Savoie) 1000 ; Mlle J. Fleuret (Haute-Loire) 1000 ; B. Barlet (Loire) 1000 ; René Courdavault (Charente-Maritime) 1000 ; Maurice Ruffin (Paris) 1000. — Total : 14.000 francs.

La souscription

Joannès Rival (Loire) 200 ; Georges Bourgin (Paris) 100 ; M. Ghibaud (Alpes-Maritimes) 500 ; Maurice Vassort (Seine-et-Oise) 200 ; Albert Guigui (Suisse) 375 ; Louis Nédelec (Seine-Inférieure) 100 ; Hélène Thomas (Saône-et-Loire) 100 ; Michel Cateau (Saône-et-Loire) 200 ; Yves Caps (Gironde)

100 ; Laferrière (Paris) 200 ; Georges Nicolas (Paris) 100 ; Pierre Chambon (Paris) 1000. — Total : 3.175 francs.

La vente au numéro

« Le Libertaire » (numéros 48, 49, 50) 2.300 ; Le Bot (Seine, avril, mai) 500 ; Divers (au bureau et par C.C.P.) 1.160. — Total : 3.960 francs.

Merci à toutes et à tous !

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 23 MAI. — En Corée, les Alliés franchissent le 38^e parallèle.

VENDREDI 25. — Le gouvernement de Londres accepte le principe de la nationalisation des pétroles iraniens.

DIMANCHE 27. — Ouverture du Congrès de la C.G.T. M. Koerner, socialiste, est élu président de la République autrichienne.

LUNDI 28. — En Corée, retraite précipitée des Sino-Coréens.

A Narbonne, manifestation de vigneron.

MARDI 29. — Catastrophe minière à Durham, en Grande-Bretagne.

En Italie, on annonce les résultats des premières élections administratives.

JEUDI 31. — Dans le Delta Tonkinois, violente attaque du Vietminh.

Election des délégués des cadres de la Régie Renault. Progrès de la C.G.C. au détriment des autres centrales.

VENDREDI 1^{er} JUIN. — La Commission de Bruxelles condamne les camps de concentration russes.

Elections en Irlande : 71 sièges à la coalition gouvernementale contre 63 au parti de M. de Valera.

Fin du Congrès de la C.G.T.

DIMANCHE 3. — Elections au Luxembourg. Avance socialiste Recul communiste.

La compagnie pétrolière de l'Anglo-Iranian accepte de négocier avec le gouvernement de Téhéran.

MARDI 5. — Dans le Delta Tonkinois, contre-offensive française.

MERCREDI 6. — Opération de police dans l'immeuble de l'Union des Syndicats C.G.T. de Paris.

JEUDI 7. — Manifestation cégétiste à Paris à la suite des opérations de police contre l'Union des Syndicats.

DIMANCHE 10. — Nouvelle note soviétique à propos du traité de paix avec le Japon.

Congrès des ingénieurs et cadres C.F.T.C. qui se prononce pour l'échelle mobile.

MARDI 12. — Les autorités russes établissent un contrôle des exportations de Berlin-Ouest.

On donne les résultats des élections administratives italiennes. Les communistes et leurs alliés « nennistes » perdent des sièges mais gagnent des voix. Forte avance des néo-fascistes.

MERCREDI 13. — Les Etats-Unis ont accordé un crédit de 190 millions de dollars à l'Inde pour l'achat de 2 millions de tonnes de blé.

VENDREDI 15. — Le gouvernement de Téhéran demande 75 % des bénéfices sur le pétrole.

La Fédération mexicaine du travail décide de quitter la C.I.S.L. parce qu'elle essaye d'assujettir les ouvriers de l'Amérique latine aux chefs syndicaux d'Europe et des Etats-Unis et est incapable d'une lutte vigoureuse contre le « totalitarisme communiste ».

SAMEDI 16. — 70.000 marins en grève dans les ports des Etats-Unis.

A Budapest, déportation en masse des éléments « déclassés » de la population.

DIMANCHE 17. — Elections générales en France.

MARDI 19. — Conférence anglo-iranienne à Téhéran.

MERCREDI 20. — Le gouvernement de Téhéran fait procéder à la saisie des installations pétrolières.

Aux Etats-Unis, vaste opération de police contre les communistes.

JEUDI 21. — Rupture de la Conférence des Suppléants des Ministres des Affaires Etrangères.

Le procès des camps de concentration soviétiques

Sous ce titre, les éditions Wapler ont publié une brochure de 128 pages consacrée au procès David Rousset-« Lettres Françaises ».

L'intérêt de cette brochure réside dans la reproduction des textes officiels soviétiques, d'une part, et, d'autre part, des principaux témoignages : Elinor Lipper, Jules Margoline, Alexander Weissberg, Kazimiers Zamorski, Jerzy Gliksman, Joseph Czapski, Le Campesino, Margarete Buber-Neuman, etc.

NOUS ADRESSONS CE RECUEIL DE DOCUMENTS A CEUX DE NOS LECTEURS QUI NOUS EN FERONT LA DEMANDE, ACCOMPAGNEE DE 50 FRANCS EN TIMBRES-POSTE.

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie

198, AVENUE DU MAINE PARIS-XIV^e

C. C. P. 5450.00 Paris — S.U.F. 66-71

	Francs
Erskine Caldwell : <i>Toute la vérité</i>	390 »
Emile Danoen : <i>Une maison soufflée aux vents</i> (Prix Populiste 1951)	390 »
Pratolini : <i>Le quartier</i>	390 »
Alexandre Ouralov : <i>Staline au pouvoir</i>	540 »
Victor Serge : <i>Vie et mort de Trotsky</i>	750 »
Georges Arnaud : <i>Le salaire de la peur</i>	300 »
Piobetta : <i>Les institutions universitaires</i> (Que Sais-je)	120 »
Julien Green : <i>Journal</i> . (Tome V.)	480 »
Pierre Lachize Rey : <i>Les idées morales, sociales et politiques de Platon</i>	390 »
Gustav Regler : <i>Les manants du Christ</i>	630 »
Daniel Guérin : <i>Où va le peuple américain ?</i> (Tome 2)	690 »
Alexis de Tocqueville : <i>De la démocratie en Amérique</i> . (2 vol.) Chacun	750 »
Gabrielle Roy : <i>La petite poule d'eau</i>	350 »
Giovanni Guareschi : <i>Le petit monde de Don Camillo</i>	360 »
Assemblée Nationale : <i>Les événements survenus en France de 1933 à 1945</i> . (Rapport de la Commission d'Enquête parlementaire. Tome I)	300 »

**PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »**